

Le Monde

SERVICE NATIONAL

Le président de la République a indiqué avec netteté, au cours de sa conférence de presse du 26 juin, qu'il n'envisageait pas de modifier la durée du service national. Le gaulliste Yves Lanciaud n'en est pas moins convaincu que le *statu quo* en la matière ne correspond plus à l'évolution technique. De son côté, le socialiste Edwige Avice défend l'idée d'un service de six mois, « égalitaire et décentralisé ». Quant au pasteur Cruse, il dénonce la tendance d'une société « militariste » à marginaliser l'objectif de conscience.

Un rite, un mythe

par YVES LANCIAUD (*)

Aujourd'hui, c'est bien connu, tout le monde se veut gaulliste. Pas au point, toutefois, de retenir les premières leçons données par Charles de Gaulle. Quand, bien avant le désastre de 1940, il sonnait le vain le tocsin pour éviter au pays d'entendre sonner le glas.

Murés dans leurs souvenirs et dans leurs certitudes, les responsables militaires de l'époque en étaient restés, vingt ans après, à la conception de « l'infanterie des batailles » quand s'annonçaient pourtant les progrès techniques aidant, la domination du couple avions-blistards.

Aussi, quarante ans après, devons-nous de la même façon nous poser la question de savoir si nous n'en sommes pas à préparer cette fois, avec un aveuglement semblable, la bataille des blindés au centre-Europe, quand les progrès techniques ont non à présent satellites, laser et nucléaire !

Notre corps de bataille (la 1^{re} armée à sept divisions blindées), éventuellement renforcé par le 3^e corps d'armée (une division blindée, deux divisions d'infanterie), s'apprête en effet à remplir deux missions si différentes qu'en fait elles s'opposent : la couverture de l'arme nucléaire tactique d'une part, l'engagement dans un cadre strictement classique, d'autre part.

Au risque, qui plus est, de porter atteinte à la crédibilité de notre force de dissuasion. C'est la deuxième perspective, en tout cas, qui justifie les effectifs relativement importants de notre armée de terre, et par voie de conséquence, le maintien sous sa forme actuelle du service militaire qui « alimente » de la sorte notre force de manœuvre en effectifs.

Médiocre disponibilité

Changer par conséquent la mission (pour, dans notre esprit, ne retenir que la couverture de l'arme nucléaire tactique) revient, à l'évidence, à changer par là même l'outil.

Dans cette seule hypothèse, cinq divisions suffiraient, ne justifiant plus désormais le recours à la ressource importante fournie chaque année par le contingent. Un appel à des volontaires, plus motivés, mieux instruits (dans le cadre d'un service de dix-huit ou

vingt-quatre mois) (1), plus disponibles aussi, s'imposerait tout naturellement.

Comment, au surplus, ne pas être attentif au fait que, avec un dispositif plus ramassé, on serait enfin en mesure d'équiper et d'entraîner convenablement notre corps de bataille.

Il faut, en effet, savoir qu'aujourd'hui nous atteignons tout juste 50 % d'équipements compétitifs dans les programmes dits majeurs (qui ne représentent eux-mêmes que moins de la moitié de tous les équipements). Et que nous devons serrer de plus en plus les dépenses d'entretien, qu'il s'agisse des carburants, des munitions ou des séjours aux camps.

Sans compter que la disponibilité opérationnelle de nos unités est très médiocre du vendredi après-midi au lundi matin, ce qui ne peut manquer d'être préoccupant quand on se place une fois pour toutes dans une position défensive : du fait des permissions, il ne reste dans nos régiments blindés, chaque week-end, qu'un seul escadron de disponibilité opérationnelle, soit, selon le cas, une unité qui n'a que trois, cinq, sept, neuf ou onze mois de service.

Encore le tiers de char français doit-il attendre le dixième ou le onzième mois de service pour terminer son cycle de trente-deux obus quand ses homologues étrangers en ont tiré deux ou trois fois plus.

Qu'espérer faire dans ces conditions — le pouvoir égalitaire de l'atome ne jouant absolument pas en matière classique, — si l'on tient un front de 80 à 100 kilomètres, pour stopper un agresseur qui, par hypothèse, aurait déjà enfoncé le front allié sans que, cela de soi, on ait déclenché le feu nucléaire ?

En vérité, face à des troupes aguerries (deux à trois ans de service), supérieurement équipées et motivées par un moral de vain-

queur, la seule parade qui vaille, il n'est pas trop tard pour s'en convaincre, c'est la dissuasion nucléaire avec ses deux échelons, tactique d'abord, stratégique ensuite.

Qu'on lève ainsi l'hypothèse de la bataille classique, et tout redevient possible au plan des choix prioritaires sans cesse différés.

C'est ainsi qu'il faut d'urgence, pour la défense de la France :

— Cinq ou six sous-marins nucléaires lance-engins opérationnels à la mer au lieu de deux (n'a-t-on pas vu récemment ce qu'il advenait, en Iran, avec huit hélicoptères Sikorsky, dont trois connaissant des avaries techniques ?) ;

— Des lanceurs terrestres mobiles pour contrebalancer les SS-20 ;

— Un satellite d'observation, pour assurer la totale indépendance de notre force de dissuasion ;

— Des moyens d'acquisition des objectifs (deux yeux en quelque sorte) pour notre armement nucléaire tactique ;

— Des moyens de transports appropriés, aériens et maritimes, pour notre force d'intervention extérieure, à base d'engagés ;

— Un successeur au Mirage-IV ;

— Une flotte de surface qui garantisse la sécurité de nos lignes de communication.

Tous moyens techniques, adaptés aux besoins actuels, qui ne suffiraient pourtant pas à eux seuls, si ne se manifestait en même temps dans le pays une détermination sans faille, un véritable esprit de défense, dont un récent sondage a montré, le service national étant ce qu'il est, qu'il reste beaucoup à faire pour le renforcer. Et d'abord pour décider d'une augmentation significative du budget de la défense.

C'est bien pourquoi nous proposons, pour notre part, l'institution d'un service militaire et de défense civile, court mais intensif (quatre mois), de style commando, régionalisé et plus égalitaire, qui permette aussi de manifester la permanence de l'esprit de défense par un système de périodes courtes (une semaine) s'étendant tous les deux ans jusqu'à trente-cinq ans.

Les tenants du *statu quo* — tant il est vrai qu'une institution a toujours du mal à se reformer elle-même et qu'il est plus facile de parler de changement que de le promouvoir — s'appliquent sans doute davantage à formuler telle ou telle objection à la notion, aujourd'hui désuète, de « levée en masse ».

Car il n'est plus temps de se complaire dans les rêves nostalgiques ni de s'extasier, comme on l'a fait déjà à grand renfort de superlatifs lors de la revue du 14 juillet 1939, devant des émissions télévisées à grand spectacle. Le temps est venu de penser, de définir et de mettre en œuvre, hors de tout dogmatisme, la défense dont la France a besoin en cette fin du vingtième siècle.

(1) Durée maximale selon tous les experts, mais hors d'attente politique et financièrement dans le cadre d'une obligation générale.

Le soldat-citoyen

par EDWIGE AVICE (*)

L'ACTUALITÉ la plus récente a mis le service militaire à la « une » des journaux. Ce remue-ménage n'est pas nouveau. N'oublions pas, en effet, les précédents, en 1978, lorsque M. Michel Debré développa sa proposition sur le service civil et M. Pierre Messmer la sienne sur un volontariat de dix-huit mois qui devait se substituer à l'actuel service.

L'événement ne résulte donc pas de ce que — une fois de plus — une refonte du service national soit envisagée. Mais il tient au fait que le R.P.R., après avoir défendu, par l'intermédiaire d'un de ses ministres, M. Yvon Bourges, la formule actuelle, particulièrement lorsque des parlementaires de l'opposition objectaient qu'elle nécessiterait des réformes sérieuses, vient de faire volte-face en présentant un tout autre système qui emprunte, à vrai

dire, bon nombre de ses traits aux propositions de modifications antérieures — sans oublier de s'inspirer au passage, de celle des socialistes. Il en résulte une formule de très courte durée — quatre mois — un peu faite de pièces et de morceaux, où l'on retrouve, côté à côté, l'idée de la régionalisation, du volontariat pour un service long que nécessiterait l'apprentissage de certaines techniques et le maniement de certaines armes, et du développement de la protection civile.

Avant d'apprécier ce service nouvelle manière, dont l'opinion n'a surtout retenu, pour le moment, que sa réduction de douze à quatre mois, il faut rappeler que les socialistes n'ont pas attendu l'été 1980 pour faire connaître leur position et pour dire ce qu'ils pensaient des projets de MM. Debré et Messmer, ainsi que du service militaire actuel et des moyens de le transformer.

Du bénévolat social

Rarement une institution aura été plus contestée que la conscription, sans que soient pour autant démontrées les vertus des formules de remplacement. N'oublions pas le vieux système du tirage au sort, et les inconvénients de ne disposer dans un pays que de troupes de métier.

Pour en revenir aux propositions des trois dernières années faites par la majorité, c'est autour du thème de la conscription que vont apparaître les critiques et les idées de transformation.

Il faut reconnaître que cela n'est pas très net dans le projet de M. Debré tendant à créer un service civil. Pour les socialistes, ce service civil, sorte de bénévolat social, est tout simplement le moyen d'élever de créer des emplois publics indispensables pour la couverture des besoins sociaux. Mais il y a aussi un autre aspect qui mérite examen : bien qu'il soit dit, expressément, que le service militaire continuera d'exister et que le service civil ne sera destiné qu'à ceux et à celles qui ne peuvent accomplir des obligations militaires, il convient de se demander comment se fera, à la longue, la répartition des appelés entre l'une et l'autre formule, et si la conclusion ne sera pas de confier la défense du pays à une armée de métier.

En ce sens, la proposition de M. Michel Debré pourrait rejoindre celle de M. Pierre Messmer, qui opte clairement pour une armée de volontaires, comme actuellement, aux États-Unis. Le recours progressif à la seule armée de métier n'est-il pas également à l'arrière-plan dans les dernières propositions du R.P.R. ? A ce propos, les socialistes rappellent, depuis presque dix ans, que leur conception de la défense ne repose pas sur l'idée qu'une très grande majorité d'individus désarmés serait protégée en cas de conflit par une petite minorité de défenseurs professionnels. La force de mobilisation populaire, préconisée par les socialistes, et répréhensible lors de leur convention sur la défense de 1978, est rattachée au système de la conscription et

elle part du principe que l'ensemble de la population doit être capable d'assurer sa défense, de recevoir une formation et un entraînement appropriés.

Dans cette conception, l'articulation des tâches entre les appelés et les engagés serait améliorée, notamment par un système de contrats courts permettant de passer plus facilement d'un statut à l'autre et de donner un plus grand rôle aux appelés en matière de formation. Mais surtout, l'idée directrice des socialistes sur le service national est de faire en sorte que l'armée ne soit pas coupée du pays. La désencaver, la démocratiser, tels seront les développements d'un tel objectif.

Cela signifie une plus grande souplesse pour passer des activités militaires aux activités civiles et vice versa : c'est notamment le sens des périodes de réserve accomplies au-delà du temps initial du service et la portée des propositions qui tendent à faciliter le retour des militaires qui le souhaitent à des activités professionnelles dans la vie civile. La conséquence de toute cette démarche, et son originalité, c'est de ne pas se contenter de raisonner en terme de durée, mais plutôt de contenu, et de faire naître un soldat-citoyen, bien intégré dans la société française et qui aurait des droits en même temps que des devoirs.

Toutes les analyses sur le malaise au sein des armées mettent en lumière les phénomènes d'inégalité, au départ, le sentiment d'inutilité et les difficultés, tant matérielles que psychologiques, d'appelés plongés dans un univers où les obligations priment sur les libertés.

Longtemps nées, ces considérations finissent par être reprises par le R.P.R. lui-même, sans pour autant qu'il en tire les remèdes. L'idée du soldat-citoyen lui est étrangère. Il faut dire, en effet, que c'est à l'horizon de la gauche d'avoir imaginé qu'il était possible d'améliorer le sort de la jeunesse sous les drapeaux et de tenir compte de l'évolution du temps.

Adhérer aux associations politiques et syndicales

Les socialistes sont souvent intervenus pour demander, non seulement le rapprochement géographique, mais aussi la gratuité des transports. Ils se sont intéressés au prêt du soldat, qui n'augmente que de 0,50 F par an, et à la situation des ayants droit des appelés. Ils ont voulu qu'un retour du service les jeunes soient effectivement réintégrés dans leurs entreprises, et n'aillent pas grossir les rangs des chômeurs.

Ces sujets ne sont pas à l'ordre du jour, dans les propositions du R.P.R. ou dans celles de l'U.D.F. Bien d'autres lacunes sont à signaler en ce qui concerne les droits démocratiques et les libertés, qu'il s'agisse de la liberté d'expression et d'information, de la représentation des soldats dans leur unité, leur régime et leurs instances disciplinaires, qu'il s'agisse encore de la reconquête, dans le cas où une défection pourrait être contestée.

Depuis le début, les propositions socialistes sur le service national ont intégré ces aspects essentiels. Elles ne se sont pas contentées de mettre en forme un service national de six mois, égalitaire et décentralisé, assorti de périodes de réserve, mais elles ont également précisé les conditions dans lesquelles il s'effectuerait, et les droits dont il assurerait le respect.

Plusieurs propositions de loi ont été déposées à cet effet. Pour com-

pléter ce dispositif, le parti socialiste est à la veille de déposer une nouvelle proposition législative, qui reprendra les idées auxquelles il est attaché, à savoir : améliorer les conditions matérielles des appelés, désencaver l'armée, la démocratiser et supprimer l'arbitraire.

Entre autres dispositions, ce texte prévoit que les soldats pourront adhérer aux associations politiques et syndicales de leur choix et à leurs activités en dehors des heures du service ; qu'ils auront la liberté d'expression écrite et orale sur des sujets qui ne sont pas incompatibles avec les obligations du service ; il est également proposé de créer une représentation des appelés dans chaque unité élémentaire et des commissions régimentaires.

(*) Député socialiste de Paris.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Générant :
Jacques Savat, directeur de la publication,
Jacques Savat.

Imprimerie
du « Monde »
5, r. des Filles
PARIS-IX
1979

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire n° 97437.

Le texte et la marge

par RENÉ CRUSE (*)

A PROPOS des « marginaux », Léo Ferré disait un jour (1) : « Ce qu'il y a de gênant dans la marge, c'est tout de même le texte qui saute aux yeux... Il faut toujours penser à corriger le texte... »

Cette phrase semble s'appliquer exactement au texte de loi de 1980, régalant ce qu'on appelle encore : l'« objection de conscience ». Impliquant pour ne pas dire explicitement, le législateur considère comme « marginal » le jeune citoyen opposé à la militarisation croissante de la société. Il n'a la conscience globale et universelle sur laquelle, précisément, se fonde le refus du réfractaire.

Tout se passe comme si le jeune opposant à l'expulsion des paysans du Larzac, au trafic scandaleux des armes pour le compte de quelques industriels sans scrupule, aux bombes atomiques ou à neutrons, aux interventions militaires de toutes sortes dont il ne veut pas se rendre complice, aux catastrophes écologiques résultant des capitalistes d'Etat

ou de la libre entreprise, était un « social », voire un « normal » à traiter comme tel, médicalement ou (et) pénallement.

Non seulement le texte interdit d'inciter quiconque à « bénéficier » de cette loi discriminatoire (raciste ?) qui pénalise d'une durée double (2) d'immobilisation économique le citoyen qui s'y réfère, mais encore, cette loi s'inscrit à l'intérieur d'un dogme considéré comme infaillible : celui de la défense nationale qui est, pour le réfractaire à la conscription, le paravent derrière lequel se dissimule mal la défense d'intérêts particuliers ou privés, la militarisation à outrance contre laquelle, par définition fondamentale, ce réfractaire s'insurge totalement, irrémédiablement, définitivement.

La « marge » nous ramène donc au « texte » comme dit Léo Ferré. Et ce « texte » comporte de nos jours un contexte apocalyptique : famines, destruction de l'écosystème, vitrification atomique, etc.

Un homme politique comme un autre

Certes, ce n'est pas demain qu'on fera du texte la marge et vice versa : mais il est tout de même bon de rappeler quelques évidences :

1) D'abord le jeune réfractaire qui ne se soumet pas à la classe militaire dirigeante mérite considération en ce qu'il est un homme politique comme un autre, au sens le plus noble et le plus élevé du terme. Mais le législateur a voulu lui enlever cette dimension politique en le campant dans le clan des philosophes écologiques (non-violents) ou (et) des religieux plus ou moins folkloriques, plus ou moins originaux et excentriques. Pratiquement la loi le nie en tant que citoyen responsable de la communauté humaine, responsable de sa défense. Tout se passe comme si la défense n'était que l'affaire du clan militaire.

2) Le législateur s'est efforcé, non sans succès il faut le reconnaître, d'individualiser par une profession de foi personnelle, ce qui par vocation est collectif, communautaire, universel : le refus de l'oppression, de l'exploitation de l'homme par l'homme, de l'injustice, de la démesure et de la violence, toutes choses qui fondent, l'objection de conscience. C'est pourquoi il faut inviter l'opinion publique à revoir le « texte » de la loi du « service national » et non la « marge », car tel la marge a vocation de texte. Le réfractaire n'est pas le « psychorigide » répertorié par les services psychologiques de l'armée, il est conscience de citoyen.

3) On nous répète dans les milieux militarisants que pour avoir une bonne défense, vraiment démocratique, il y faut le consentement

idéologique, le consensus moral de tous comme disent les stratèges.

Or, nous constatons aujourd'hui que les contraintes de la conscription, qui sont aux antipodes d'un libre « service » consenti, n'impliquent pas de profession de foi préalable, individualisée et personnalisée, une allégeance explicite aux « valeurs » militaires, économiques, sociales, politiques, voire religieuses, du pouvoir. Le fameux consensus, aux yeux de la classe dirigeante, passe par le pouvoir électoraliste. Il y a là imposture, eu égard à l'âge de la conscription. Le pouvoir se comporte tel un terrain conquis des jeunes consciences sans mesurer le décalage qu'il y a entre son comportement et la réalité.

Dans ce contexte, c'est le pouvoir qui devient moralement marginal, religieux, impuissant, en gérant la catastrophe écologique, énergétique, économique et militaire de l'Etat-Nation.

Pour résumer, qui doit prouver sa bonne foi ? celui qui croit en la communauté humaine jusqu'à renoncer à l'écrasement d'injustice et à la destruction, en préconisant une autre politique économique ? ou celui qui, passivement comme un mouton, ou activement avec les armes, est prêt à justifier n'importe quel crime contre l'humanité ?

Où est la « marge » aujourd'hui ? et quel est ce « texte » dans ce contexte ?

(1) Interview au « Monde Diplomatique », janvier 1980.

(2) Par rapport à la conscription militaire et sans servir pour autant l'intérêt général, puisque le « service » de remplacement n'est conçu qu'en fonction de la productivité capitaliste.

(*) Croix de guerre 1939-1945.

ARNYS SOLDE

Costumes coton, toile de laine fine, crêpe, etc.
à partir de 1.200 F 900 F

Vestes légères et blazers demi-saison, laine, coton, polyester et coton.
à partir de 1.200 F 990 F

Chemises 100 % coton, polyester et coton, fantaisies et unies.
à partir de 250 F 100 F

Pantalons 100 % coton, laine fine, etc.
à partir de 330 F 245 F

Soldes importants sur toute la collection féminine

ARNYS 14, rue de Sèvres, 75007 Paris. Tél. 548.76.99

هكذا من الأمل

Le Monde

étranger

DIPLOMATIE

Les entretiens Brejnev-Schmidt

(Suite de la première page.)

« J'ai toujours pensé qu'en venant à des négociations », a dit M. Genscher, « mes entretiens de Moscou ont renforcé cette estimation. » A la télévision ouest-allemande, le chancelier a indiqué que des « amorces initiales » étaient apparues. Le communiqué commun fait état d'un « échange de vue ayant contribué à la clarification des positions des deux parties ».

C'est peu, mais suffisant pour encourager les hypothèses les plus diverses. La plus optimiste veut que les dirigeants soviétiques se soient montrés prêts à négocier sans condition. Le problème posé est le suivant : les Soviétiques ont été choqués que les Occidentaux n'acceptent pas les avances faites par M. Brejnev dans son discours de Berlin en octobre 1979. Le secrétaire général du P.C. avait proposé de limiter l'installation dans la partie occidentale de l'U.R.S.S. des troupes soviétiques à moyenne portée 82-30, et d'entamer des négociations immédiates avec l'Otan sur les troupes soviétiques à courte portée, à condition que les Occidentaux renonceraient à leur intention de produire et de déployer des fusées Ussing-2 et des missiles de croisière.

Après la décision de l'Otan de décembre dernier, les Soviétiques avaient repris la formule de M. Gromyko, selon laquelle les bases de la négociation avaient été détruites. Puis ils avaient posé à l'ouverture de pourparlers une seule condition : que l'Otan supprime ou tout au moins suspende sa décision de produire et d'installer ses nouvelles fusées à moyenne portée.

Dans son discours de M. Brejnev et Schmidt au Kremlin, le cercle vicieux était clairement apparu : négocier sans condition, disait le chancelier à l'U.R.S.S. ; la décision de l'Otan constitue

en elle-même une condition préalable, répondait le chef de l'Etat et du parti soviétiques. Les deux hommes d'Etat ont certainement tombé d'accord sur la nécessité de sortir de cette impasse. Comment ? L'U.R.S.S. a-t-elle fait le plus grand pas en mettant de côté purement et simplement la condition qu'elle avait posée ? Si c'est le cas, on comprend mal que la Pravda, non contente de censurer le passage du discours de M. Schmidt sur les euro-missiles, ait introduit, mardi matin encore, dans le texte du chancelier, un commentaire qui constituait une véritable rebuffade.

Une autre hypothèse est que les Allemands de l'Ouest et les Soviétiques aient commencé à réfléchir en commun au moyen de sortir de cette impasse, soit en élargissant le champ des négociations (l'U.R.S.S. souhaite que les discussions portent non seulement sur les nouvelles fusées américaines à moyenne portée, mais également sur les armes dites « conventionnelles »), soit en cherchant un nouveau cadre pour ces négociations dans une grande conférence européenne sur le désarmement, par exemple. Une chose paraît certaine en tout cas : la proposition de M. Schmidt de « geler » pendant trois ans l'installation d'armes nucléaires tant soviétiques qu'occidentales n'est plus d'actualité. Le chancelier a, en effet, admis que les critiques soviétiques à cette proposition n'étaient pas sans fondement. Moscou pourrait toutefois, sans perdre la face et sans avoir l'air de revenir sur ses positions, accepter les négociations « préliminaires » ou « exploratoires » évoquées par le chancelier dans son discours au Kremlin.

Sur les autres points à l'ordre du jour de la rencontre de Moscou, les deux parties ont réaffirmé des positions communes. Le

seul résultat concret est la signature par l'ambassadeur de R.F.A. à Moscou et l'ambassadeur soviétique à Bonn d'un programme à long terme sur les grandes orientations de la coopération économique et industrielle entre les deux pays. Ce programme complet et précis s'accorde avec les engagements pris lors de la visite de M. Brejnev à Bonn.

L'Afghanistan

A propos de l'Afghanistan, les deux capitales sont restées sur leur position. Le communiqué commun évoque bien la « nécessité d'un règlement politique aussi rapide que possible », mais, dans un article non signé, la Pravda rappelle, ce mercredi matin, que toute solution passe par la cessation des ingérences étrangères : « A tous ceux qui actuellement insistent sur le retrait des forces soviétiques d'Afghanistan, il faut le répéter : la solution la plus rapide de supprimer les causes qui ont rendu nécessaire l'entrée de ces forces ».

Le communiqué indique que les entretiens ont eu lieu dans une atmosphère « sérieuse, constructive et franche ». Les deux côtés les considèrent comme « nécessaires et utiles ». Le communiqué déclare d'autre part que la coopération entre l'U.R.S.S. et la République fédérale d'Allemagne est fondée sur le traité du 12 août 1970 ; il rappelle la phrase traditionnelle sur le « strict respect et l'application complète » de l'accord des Quatre sur Berlin ; il réitère qu'il n'existe aucune alternative rationnelle à la coopération amicale et égalitaire entre les Etats. Bonn et Moscou émettent le vœu que « tous les participants à la prochaine conférence de Madrid traitent la coopération en Europe ».

Un cours de sa conférence de presse, M. Schmidt a conclu que les entretiens ont eu lieu dans une atmosphère « sérieuse, constructive » et que les entretiens de Moscou avaient montré qu'il était non seulement nécessaire et utile de parler mais de écouter, notamment en temps de crise internationale. Il a ajouté que les divers entretiens Est-Ouest, qui ont eu lieu depuis quelques mois, avaient donné le signal d'une amélioration de la situation.

DANIEL VERNET.

Secrétaire américain à la défense

M. HAROLD BROWN S'EST LONGUEMENT ENTRETIENU AVEC M. GISCARD D'ESTAING

M. Harold Brown, secrétaire américain à la défense, a été reçu, mardi 1^{er} juillet, par M. Giscard d'Estaing. L'entretien, qui a duré près de deux heures, s'est déroulé en présence de M. Yvon Bourges, ministre de la défense, que M. Brown avait déjà rencontré à deux reprises au cours de son séjour à Paris. Ce séjour faisait partie d'un ensemble de contacts dont le secrétaire américain avait été chargé par le président Carter avec différents responsables européens des questions de défense.

Aucune indication n'a été donnée sur le contenu de la conversation entre M. Brown et Giscard d'Estaing. En ce qui concerne les entretiens que le secrétaire à la défense a eus avec son homologue français, et dont la teneur précise n'a pas non plus été divulguée, il semble qu'ils aient principalement porté sur les armements nouveaux, notamment les missiles de croisière et les missiles balistiques mobiles. Ces derniers sont en cours de fabrication aux Etats-Unis, où l'on paraît se heurter à certaines difficultés dans la recherche du système assurant la mobilité de ces

Trois petites phrases

(Suite de la première page.)

Une autre petite phrase qu'il est mieux valu ne pas prononcer est celle-ci : « Toute attaque nucléaire contre le sol de la France appellerait automatiquement une riposte stratégique nucléaire ». On comprend les motivations de M. Giscard d'Estaing : sensible aux instructions — renforcées par un récent sondage IFOP-Le Point — selon lesquelles il n'aurait jamais l'audace d'appuyer sur le bouton de la force atomique, le président de la République précise le cas dans lequel il le ferait : celui d'une attaque directe, menée avec des armes nucléaires, contre le territoire national.

C'est bien, en effet, l'une des hypothèses dans lesquelles la force de dissuasion doit entrer en jeu. Mais un adversaire potentiel lira dans ce propos un autre contenu : une attaque menée contre la France par des moyens classiques n'entraînera pas une riposte nucléaire ; du moins cette riposte ne sera-t-elle pas « automatique », ce qui est une manière de dire qu'elle est plutôt improbable.

Il est normal, dans ce domaine, que les risques encourus entraînent une incertitude. Personne n'attend aujourd'hui du dirigeant de l'importation quelle puissance atomique qu'il définisse expressément tous les cas dans lesquels sa force sera employée. Mieux vaut cependant éviter que la fourniture d'une précision paraît exposer un certain nombre d'hypothèses.

Or la force française de dissuasion a été créée pour éviter, non pas seulement la guerre atomique mais la guerre tout court : elle vise à garantir l'indépendance de la France au moins autant que la survie de ses citoyens. Et c'est parce qu'un pays européen moyen n'a guère de chance de tenir tête aux cent soixante-quinze divisions soviétiques que la possibilité d'un recours à l'arme suprême a été retenue, dans le cadre d'une dissuasion « du faible au fort ». Pour ces mêmes raisons, les puissances occidentales, la France en particulier, ont toujours refusé les propositions soviétiques visant à

conclure des traités interdisant « l'emploi en premier » de l'arme nucléaire : les Américains eux-mêmes, depuis trente ans — et même si leur position est devenue moins crédible avec les années — ont toujours entendu préserver le principe du recours aux extrêmes pour contrebalancer la supériorité du pacte de Varsovie dans le domaine classique.

A la limite d'ailleurs, et s'il s'agissait seulement d'éviter une attaque nucléaire, mieux vaudrait renoncer à toute arme de ce type et annoncer qu'on n'en aurait jamais sur son sol. Là encore, l'U.R.S.S. s'est dite prête à conclure avec les pays non nucléaires des traités promettant qu'elle n'emploiera pas contre eux ses armes atomiques ou même la menace de ces armes. La maintenance de sa supériorité classique explique le faible écho rencontré par ces propositions. La France, en tout cas, s'est engagée dans une voie autre, non seulement en se dotant d'une force atomique, mais en protégeant ses missiles du plateau d'Albion de telle sorte qu'ils ne puissent être détruits que par des salves nucléaires : on compte ainsi amener l'agresseur à se « démasquer » en « signant » son agression. Là encore, la menace aux extrêmes est en quelque sorte provoquée pour mieux dissuader toute agression en général, nucléaire ou non.

Faut-il enfin rappeler que la dissuasion française comporte encore, à l'arrière-plan, un volet « tous azimuts » dans la mesure où elle fournit une sécurité contre une hypothétique résurgence de l'agressivité allemande ? Autant de raisons, donc, pour ne rien exclure a priori.

Une heureuse ambiguïté

L'ambiguïté est, en revanche, maladroite de manière heureuse avec la troisième petite phrase du chef de l'Etat : « La France est profondément préoccupée par la sécurité des Etats européens voisins ». Une évidence que personne ne conteste, mais qui peut contribuer à dissiper l'impression fautive de neutralité, voire de repli sur soi que donne la doctrine française en matière de dissuasion, surtout dans sa variante « intégriste ».

Il est bien évident que toute « finlandisation », a fortiori toute soviétisation de l'Allemagne fédérale aurait des conséquences dramatiques pour la France. Le seul problème posé par ce que Paris peut faire de plus utile pour empêcher cette éventualité. Une première option est d'offrir une solidarité politique sans faille en affichant sa participation garantie à toute « bataille de l'Allemagne » aux côtés des Américains et des autres alliés : la principale objection que l'on peut faire à cette thèse est qu'elle ne modifie pratiquement rien des conditions militaires de l'affrontement, donc qu'elle ne le rend ni plus ni moins probable que par le passé, tout en exigeant un effort de défense bien supérieur sur le plan classique et nucléaire tactique.

L'autre option consiste à renforcer la dissuasion stratégique française de manière que la parole, ainsi crû, débouche peu à peu les frontières de l'Hexagone pour s'étendre à nos voisins. Cet effort peut se poursuivre en solitaire, il ne devrait pas fermer pour autant la porte à la coopération. Une occasion — manquée — s'est présentée, on l'a vu, avec le débat sur les euro-missiles américains (Le Monde du 26 décembre 1979) : la mise en place, en R.F.A., d'engins analogues, construits en coopération entre Paris et Bonn et dont l'emploi serait soumis à une « double clé » franco-allemande aurait confirmé et élargi le processus de la dissuasion française, sans même qu'il soit besoin de demander à l'Allemagne de renoncer à son intégration à l'Otan.

Malgré les sympathies affichées par ses amis politiques pour la première de ces options, M. Giscard d'Estaing s'est bien gardé de se prononcer. Il sera sans doute amené à préciser ses vues à l'occasion des choix qu'il se prépare à faire cet été sur la politique de défense. Mais, en attendant, il préfère cultiver l'incertitude qui aura été de mise à propos de sa seconde petite phrase. Comme il le dit lui-même, certaines indications sur la défense « doivent être données sous une forme qui permette à l'interlocuteur de se poser lui-même un certain nombre de questions ».

MICHEL TATU.

Libres opinions

SEMYON GLOUZMAN

Un combattant poursuivi depuis huit ans

par le docteur GERARD BLES

SEMYON GLOUZMAN. Quelque chose de vaguement familier, dont on a déjà parlé. Le nom d'un de ces nombreux « dissidents » soviétiques que l'on oublie petit à petit parce qu'ils n'ont pas pu, ou n'ont pas voulu, quitter leur terre d'origine, et parce que la répression qui s'est abattue sur eux leur a ôté presque tous les moyens de nous interpeller. Un de ceux que, depuis huit ans qu'il est emprisonné en Sibirie, l'opinion publique se serait peut-être lassée de prendre en charge et quelques-uns ne s'étaient obstinément préoccupés de remettre son cas en mémoire. Pas un « ténu ». Pas même un martyr. Une victime alors, en ce monde qui ne compte plus les victimes que par millions ?

Non, Glouzman n'est pas une victime. C'est un homme qui, avant et après sa condamnation, a refusé de céder et de concéder. Un combattant. Un combattant que rien n'a pu entamer, ni le camp, ni la froid, ni la faim, ni la maladie, pas même l'amour de ses parents. « Je n'ai pas de point vulnérable. C'est un luxe que je ne peux pas me permettre... »

Quel combat Semyon Glouzman mène-t-il ? Soutient-il une idéologie, une religion, une philosophie, une race ?

A-t-il entrepris de s'attaquer à un appareil, à une bureaucratie, à une hiérarchie, à une police ?

Semyon Glouzman est médecin. Et son combat, il l'a fondé sur la probité, la rigueur scientifique. Psychiatre, il s'est trouvé confronté à la perversion de son art et de ses connaissances, à l'utilisation répressive de la psychiatrie à des fins politiques. Il n'a pas supporté ce détournement d'autant plus odieux qu'il s'avère trop souvent efficace, aliénant les hommes et annihilant leur parole. Pour le dénoncer, il évite le piège facile d'une contestation globale de la psychiatrie elle-même : bien au contraire, c'est en appliquant avec rigueur les instruments d'analyse de sa discipline, selon le mode même sur lequel elle lui a été enseignée en U.R.S.S., qu'il a démontré la malhonnêteté scientifique des experts officiels.

Il a fait en particulier dans le cas d'un opposant devenu célèbre, le général Grigorovitch, dont il a effectué la contre-expertise au douzième en 1972 : celle-ci fut conduite pour sept ans au camp de Perm. Sept années au cours desquelles il n'a rien abjuré de son éthique professionnelle : il y a soigné ses camarades, milité pour améliorer leurs conditions de détention, rédigé, en collaboration avec Boukovski, un Guide de psychiatrie pour les dissidents soviétiques... (1). Et, de ce fait, ses conditions de détention n'ont été qu'en s'aggravant !

Bien plus, Semyon Glouzman, actuellement en exil en Sibirie et en très mauvaise santé, risque de se voir à nouveau condamné pour la constance de son engagement et sa fidélité à son éthique. Nous vivons aujourd'hui dans un monde où, plus que jamais, l'homme est impitoyable à l'homme, et où, partout, à des degrés et sous des formes diverses, l'Etat fait violence à l'individu en aliénant ses libertés. Il est tentant, pour ne pas faire, d'exploiter la position et le pouvoir du médecin, d'en pervertir l'utilisation. En Colombie, on emprisonne cinq médecins qui refusent de dénoncer leurs malades. En U.R.S.S., on punit de travaux forcés un psychiatre qui refuse d'asservir sa discipline à un système de répression politique. En France, on envisage désormais de sanctionner les praticiens qui, dans leur démarche professionnelle, refusent de donner la priorité à des finalités économiques...

Face à cette violence, brutale ou insidieuse, face à toutes ces tentatives plus ou moins réussies d'annihiler une éthique médicale qui gêne, insupportablement, Semyon Glouzman nous propose l'exemple d'une résistance opiniâtre, sans tracas spectaculaire, mais tout aussi sans la moindre concession dans les plus petites choses...

C'est pour cela qu'il doit être puni, indéfiniment, qu'il doit être détruit. Et c'est pour cela que nous devons solidement le défendre, non seulement les psychiatres, les médecins, les scientifiques, les intellectuels, mais tous ceux pour lesquels le respect de l'homme et de ses libertés demeure le fondement de leur vie personnelle, professionnelle, sociale.

C'est pour qui soit libéré Semyon Glouzman que s'est constitué le comité qui porte son nom.

(*) Comité pour la libération de Semyon Glouzman. Secrétaire : Mme Janine Aïval, 15, rue d'Annam, 75009 Paris.

(1) Traduit et publié en septembre 1975 dans la revue *Exprit*.

FUJICA P. 300 : 2 080 F

CE PRIX N'EST PAS NOTRE SEUL ARGUMENT.

Chez Images vous êtes considéré.

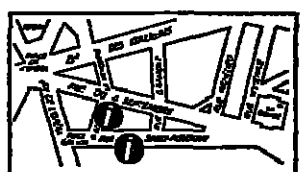
Nous avons le temps de vous écouter. Alors asseyez-vous ! Dites-nous tous vos désirs en cinéma, les vendeurs d'Images cinéastes eux-mêmes, savent écouter aussi bien les professionnels que les amateurs débutants. Ils sauront définir avec vous la caméra la mieux adaptée à vos besoins. Et vous en faire une démonstration détaillée.

Tous les grands systèmes immédiatement disponibles.

Images dispose en stock permanent de toutes les grandes marques cinéma avec leurs accessoires d'origine.

Profitez des prix "discount" les plus actuels

Pour un appareil simple comme pour un modèle très perfectionné.



images

24, rue Saint-Augustin - 75002 Paris (matériel cinéma, labo)

Tél. : 742.42.42.

31, rue Saint-Augustin - 75002 Paris (entre l'Opéra et la Bourse Métro 4-Septembre)

DIPLOMATIE

L'ÉLARGISSEMENT DE LA C.E.E.

LA VISITE DU PREMIER MINISTRE PORTUGAIS A PARIS

M. Sa Carneiro estime que le calendrier d'adhésion du Portugal sera tenu

Le premier ministre portugais devait quitter Paris, ce mercredi 2 juillet, à l'issue d'une brève visite de travail au cours de laquelle il a rencontré MM. Giscard d'Estaing et Barre. La venue en France de M. Sa Carneiro faisait partie d'une tournée des capitales européennes, entreprise par l'équipe au pouvoir, à Lisbonne, depuis les élections de l'hiver dernier, en vue de favoriser l'adhésion du Portugal à la C.E.E., considérée comme une priorité de sa politique étrangère.

C'est par coïncidence que le voyage du chef du gouvernement avait lieu quarante-huit heures avant le départ de son homologue français en Espagne — autre candidat à l'entrée dans le Marché commun — et moins d'un mois après les déclarations remarquées du président de la République française sur l'élargissement de la Communauté : le premier ministre portugais devait d'abord venir à Paris en mai, mais un accident de circulation survenu à l'époque empêcha M. Sa Carneiro d'accomplir son voyage.

Compte tenu de la tempête provoquée par M. Giscard d'Estaing lorsqu'il avait déclaré, le 5 juin, devant l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture que la Communauté devait s'attacher « par priorité à poursuivre son premier élargissement avant d'être en état d'en entreprendre un deuxième », le déplacement de M. Sa Carneiro s'inscrivait dans un contexte plus difficile.

Les déclarations faites à Trèves par M. Raymond Barre (1) sur la « place centrale » que doit avoir l'Espagne et le Portugal dans la

construction européenne étaient certes de nature à rassurer les deux candidats ibériques à l'entrée dans le Marché commun. M. Sa Carneiro n'aurait néanmoins de repartir les mains vides ce qui s'est fait d'un fâcheux effet à quatre mois des élections portugaises. Il avait lui-même exprimé cette crainte avant son départ de Lisbonne en indiquant que l'étape française serait pour lui particulièrement « délicate ».

Sans modifier leurs positions sur le fond du problème, MM. Giscard d'Estaing et Barre ont apparemment souhaité éviter de dévoiler leur interlocuteur. Aussi a-t-on répété, côté français, que les négociations sur l'adhésion de Lisbonne ne sont ni interrompues, ni suspendues ; simplement, leur poursuite devra « être accordée à la négociation entre les Neuf » sur les questions des ressources financières et de la politique agricole commune — négociation devenue nécessaire après la récente rampe en cause par la Grande-Bretagne de certaines règles de fonctionnement communautaires.

Pour sa part, M. Sa Carneiro a présenté cet aspect des choses en indiquant, à plusieurs reprises lors de sa conférence de presse, réunie mardi 1^{er} juillet, que les négociations sur l'adhésion de Lisbonne vont avancer « parallèlement » à la réflexion de la Communauté sur son propre avenir.

De fait, certains dossiers relatifs à l'adhésion de Lisbonne peuvent sans inconvénient continuer d'être étudiés dans le nouveau cadre mis en lumière par les déclarations de M. Giscard d'Estaing sur l'élargissement. On cite par exemple les questions de droit d'établissement, de politique sociale, de coopération

politique. Mais il est certain que les négociations sur l'adhésion sont vidées d'une notable partie de leur substance dans la mesure où deux gros dossiers, la politique agricole et le règlement financier, se trouvent mis entre parenthèses. L'optimisme de M. Sa Carneiro, qui estime que le « calendrier sera tenu » et que « 1983 sera l'année de l'adhésion », apparaît donc nettement forcé.

Le premier ministre portugais a en tout cas lieu d'être satisfait, au moins sur un point : la France reste favorable à ce qu'une aide communautaire soit fournie au Portugal dans la période précédant l'adhésion, en vue de réduire l'écart de développement existant entre ce pays et ses futurs partenaires. En échange, en quelque sorte, Lisbonne s'engage par avance à être un bon élève de la « classe européenne ». M. Sa Carneiro reconnaît, à la plus grande satisfaction sans doute de Paris, la nécessité d'une « C.E.E. forte, fonctionnant dans des conditions satisfaisantes pour ses membres, selon des règles claires et justes » : le Portugal ne sera pas le cheval de Troie de l'Angleterre dans la Communauté.

Les discussions du 1^{er} juillet ont également porté sur un aspect plus immédiat. M. Sa Carneiro a manifesté son intérêt pour un élargissement des investissements des Neuf au Portugal qu'il considère comme un des moyens permettant à ses compatriotes de rattraper leur retard économique. « Nous ne voulons pas entrer dans la Communauté comme un pays attardé, offrant pour tout attrait son climat, ses plages et des vacances bon marché », a conclu le premier ministre lors de sa conférence de presse.

JEAN-PIERRE CLERC.

M. GISCARD D'ESTAING A CONFIRMÉ QUE LA FRANCE EST « FAVORABLE A LA VOCATION EUROPÉENNE DU PORTUGAL »

M. Biot, porte-parole de l'Élysée, a fait, jeudi 1^{er} juillet, la déclaration suivante, après l'entretien du premier ministre portugais, M. Sa Carneiro, avec le président de la République :

« 1) La France a pris, depuis longtemps, une position de principe favorable à la vocation européenne du Portugal. Le président de la République a confirmé à M. Sa Carneiro cette position de principe.

« 2) La France a constaté que, dans deux domaines fondamentaux, la politique agricole commune et la politique sociale, les positions relatives à la contribution britannique avaient conduit certains des partenaires de la

France à remettre en question certaines règles communautaires. Il faut donc que, sur ces points, les clarifications nécessaires interviennent avant qu'il soit possible d'en discuter avec les candidats à l'adhésion.

« La négociation d'adhésion concernant le Portugal est commencée. Elle va se poursuivre et pourra progresser dans tous les domaines communautaires dont les règles ne sont pas mises en cause ».

Recevant M. Sa Carneiro à dîner, M. Barre a souhaité que la négociation se poursuive « dans la clarté », afin d'éviter « les faux semblants » et de parvenir « à des conclusions positives et constructives ». Les causes futures d'incompréhension, d'irritation et de conflit.

lissions directes, dans un pays qui possède néanmoins un grand secteur public.

La démocratie consiste à s'accommoder des contraintes qui maintiennent un certain équilibre entre les groupes sociaux afin d'empêcher que les uns n'écrasent les autres. Celles qu'établit la Constitution portugaise ne paraissent pas insupportables. Elles sont probablement nécessaires après une si longue période d'un régime autoritaire qui a sacrifié les classes populaires à une oligarchie possédante. A Lisbonne comme à Paris les difficultés de la gauche donnent aujourd'hui la droite de grandes possibilités d'action. Il est naturel qu'elle tente d'en profiter à condition de respecter les règles du jeu qui assurent la coexistence pacifique de toutes les familles politiques. C'est-à-dire le pluralisme politique. La sa trouve la démocratie entre la dictature et la liberté, entre Salazar et la démocratie. Si M. Sa Carneiro était réellement décidé à la franchir, seule la réélection du président Eanes pourrait l'empêcher de le faire.

MAURICE DUVERGER.

La coopération avec la Turquie est relancée

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La coopération entre la C.E.E. et la Turquie, en état de désuétude depuis plusieurs années, va être quelque peu relancée. En particulier, l'aide financière fournie par la Communauté croîtra de manière sensible au cours des prochaines années. Un effort sera également accompli pour faciliter l'entrée des produits agricoles turcs sur les marchés des Neuf. Tels sont les résultats du conseil d'association, qui s'est réuni le 30 juin, à Bruxelles. M. Erkmen, ministre turc des affaires étrangères, a répété à cette occasion l'intention de son pays de déposer dans les prochains mois une demande formelle d'adhésion à la C.E.E.

De retour au pouvoir, M. Demirel, tournant le dos à la politique suivie par le gouvernement Ecevit, s'était prononcé en faveur d'une franche réévaluation des relations entre la Turquie et la Communauté. Les Turcs se déclaraient disposés à tenir les engagements résultant pour eux du traité d'Ankara, signé en 1963, mais demandaient à la C.E.E. de faire de même. Les Neuf pouvaient difficilement se dérober. Ils étaient d'autant moins enclins à le faire que la reprise d'une coopération active avec Ankara pouvait constituer, pensaient-ils, le meilleur moyen d'éviter une demande d'adhésion à laquelle il serait impossible pour eux de répondre de manière positive.

Le principe d'une relance fut donc décidé lors d'une réunion du conseil d'association qui s'est tenue au niveau ministériel le 5 février. Encore fallait-il donner un minimum de substance aux intentions ainsi exprimées. A la veille de la réunion de lundi, on craignait une rupture à cause de l'attitude très rigide adoptée par l'Allemagne fédérale en matière sociale.

Le traité prévoit l'établissement progressif de la libre circulation des travailleurs turcs dans la Communauté, avec comme date ultime 1988. La R.F.A., qui compte déjà environ deux millions de travailleurs turcs, considère qu'il s'agit d'un engagement trop à la fois impossible à tenir et aurait voulu que cela soit clairement exprimé. Réaliste, le gouvernement d'Ankara n'exige pas que des progrès soient accomplis dans la voie de la libre circulation, mais estime politiquement et psychologiquement impossible de renoncer au droit à terme à cette libre circulation.

Doublement de l'aide financière

La présidence italienne s'est employée à trouver un compromis qui sauve la face aux Turcs et permette ainsi d'éviter un éclat. Le texte adopté fait référence à la libre circulation — satisfaction donnée à Ankara — mais indique que le problème fera l'objet d'un effort commun en 1983. C'est là une « clause de sauvegarde sociale » donnant la garantie à la R.F.A. que l'échéance de 1988 pourra, si nécessaire, être reportée.

En matière agricole, l'arrangement du 30 juin prévoit un programme de réduction progressive des droits de douane pécuniers sur les importations de la C.E.E. en provenance de Turquie. Ce programme, échelonné sur six ans, commencera à s'appliquer le 1^{er} janvier 1981. Il s'agit d'un effort commun et équilibré que la Communauté s'est engagée à l'égard d'aucun autre de ses partenaires méditerranéens.

Il faut rappeler, cependant, que les droits de douane ne sont qu'un des éléments de la protec-

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) 1 ECU = 3,90 F.

● RECTIFICATIF. — La nomination de M. Thom à la tête de la Commission européenne sera annoncée officiellement quand interviendra l'accord sur le statut de la Commission et la répartition des compétences des commissaires (et non des commissions) (Le Monde du 2 juillet).

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU P.C. ESPAGNOL SE RENDRA CETTE ANNÉE A PÉKIN

(De notre correspondant.)

Madrid. — Après M. Enrico Berlinguer, M. Santiago Carrillo fera le voyage de Pékin d'ici à la fin de l'année sur l'invitation du P.C. chinois. Deux membres de la direction du P.C.E. se rendront prochainement sur place pour régler les détails du voyage. La dernière visite à Pékin du secrétaire général du P.C. espagnol remonte à 1971, alors que son parti était encore clandestin et que lui-même vivait en exil en France. Il avait été reçu à cette occasion par M. Peng Piao, membre du bureau politique du P.C.C. Les relations entre les deux partis étaient refroidies deux ans plus tard, lorsque Pékin avait établi des relations diplomatiques avec le régime de Franco. Depuis leur retour à la légalité, les communistes espagnols ont dû clairement qu'ils souhaitent avoir de bonnes relations avec le P.C. chinois. Ils manifestent cette préoccupation hors de toute polémique avec Moscou, qui n'a pourtant pas ménagé l'eurocommunisme de M. Carrillo. « Nous pensons que la Chine peut aider à « généraliser » la politique mondiale », affirme M. Manuel Aznar, chargé des relations internationales au sein du P.C.E. C'est précisément M. Aznar qui a fait le premier déplacement à Pékin il y a quelques mois. Une délégation de journalistes chinois a été reçue ensuite par le P.C.E. — G. V.

Retour au salazarisme ?

(Suite de la première page.)

Toutefois, actuellement, l'écart entre la droite et la gauche ne permet guère à la première de réunir à court terme la majorité des deux tiers qui lui serait nécessaire pour faire voter par le Parlement la révision constitutionnelle, qu'elle souhaite.

M. Sa Carneiro a donc imaginé de tourner la difficulté par un appel direct au peuple, en invoquant tantôt l'exemple britannique du référendum sur l'adhésion au Marché commun, tantôt l'exemple gaulliste du référendum sur l'élection du président de la République. Ni l'un ni l'autre ne sont pertinents. Le gouvernement anglais a voulu connaître l'opinion des citoyens sur l'opportunité d'un traité tout en laissant le Parlement maître de la décision en dernier ressort. Destinée seulement à éclairer les députés, ce vote populaire n'a rien à voir avec un plébiscite les dépouillant de leurs prérogatives.

La référence à la France n'est pas plus valable. Rappelons d'abord que la plupart des non juristes ont estimé que le référendum de 1962 était irrégulier, puisqu'il utilisait pour les lois constitutionnelles une procédure prévue seulement pour les lois ordinaires. Malgré tout, il traitait une apparence de régularité du fait que ces constitutions permettent au président de la République un recours au peuple pour des textes « relatifs à l'organisation des pouvoirs publics » et que son article 8 fait du référendum l'une des expressions de la souveraineté nationale.

Le « droit d'action populaire »

Rien de tel n'existe dans la Constitution portugaise, où le référendum ne figure expressément nulle part. Sans doute l'article 48 déclare que « tous les citoyens ont le droit de prendre part à la vie politique et à la direction des affaires publiques du pays, directement ou par l'intermédiaire des représentants

librement élus ». L'article 49 organise la participation directe par la possibilité de « présenter des pétitions, réclamations ou plaintes » et par un « droit d'action populaire » fort imprécis en lui-même, dont on indique seulement qu'il est réglementé par la loi. Ces formules ambiguës pourraient permettre d'organiser un référendum de consultation à la manière britannique, mais certainement pas de réaliser ainsi une révision constitutionnelle.

Le fait qu'une telle consultation populaire devrait être décidée et organisée par la loi donne d'ailleurs des garanties, car le Portugal connaît, à cet égard un mécanisme de contrôle précis. Le Conseil de la révolution peut se saisir lui-même de tout texte législatif et en proclamer l'inconstitutionnalité : en ce cas, le texte ne pourra être promulgué que si les députés l'approuvent alors à la majorité des deux tiers des présents. Ces dispositions empêchent M. Sa Carneiro de réaliser immédiatement son rêve de référendum, car elles paralyseraient aussitôt la loi qu'il aurait fait voter par sa majorité. Ni le président Eanes ni le Conseil de la révolution actuel ne toléreraient une telle violation de la Constitution, que celle-ci leur donne les moyens de réprimer. Le premier ministre a donc fait endosser ses projets par son candidat à la future élection présidentielle : le général Soares Carneiro qui semble symboliser l'occidentalisme politique en résumant dans son nom le chef d'opposition et celui de la majorité, mais qui incarne en réalité une sorte de néo-salazarisme plus encore par ses déclarations sur le référendum comme « alternative adéquate » que comme participant d'un coup d'État de son collègue Spínola.

Son arrivée à la magistrature suprême ouvrirait la voie à un coup d'État beaucoup plus grave. Pour appliquer la stratégie référendaire, il faudrait modifier la composition du Conseil de la révolution dans un sens conservateur, c'est-à-dire bou-

lever les rapports de force de l'armée dont le Conseil est issu, afin qu'il se décide à trahir ses fonctions de « garant de l'application de la Constitution » (art. 149). Du même coup, on reviendrait à un pouvoir militaire de nature quasi dictatorial en s'éloignant de la Communauté européenne pour se rapprocher des régimes latino-américains.

Respecter les garde-fous

Il est possible que le Portugal ait maintenant besoin d'une pause, voire d'un certain retour en arrière sur la voie de la collectivisation, où il s'est impudemment engagé en 1974-1975. Si l'on ne veut pas qu'une telle politique brise les fragiles institutions démocratiques difficilement édifiées après un demi-siècle d'autoritarisme, il faut respecter les garde-fous établis par la Constitution. Ils sont moins contraignants qu'on le dit. L'article 83 interdit de remettre en cause les nationalisations réalisées après la révolution des collines. Mais M. Giscard d'Estaing peut appliquer sa politique d'économie libérale sans procéder à des dénationalisations directes, dans un pays qui possède néanmoins un grand secteur public.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

● UN JEUNE ARGENTIN, qui avait dénoncé, lundi 30 juin, un Boeing-737 de la compagnie Aerolineas Argentinas, et exigé des autorités la somme de 100 000 dollars et du carburant pour gagner Mexico, s'est finalement rendu à la police, mardi matin, sur l'aéroport de Buenos-Aires, après une tentative infructueuse d'une brigade antigraffiti. Les cinquante-quatre passagers et l'équipage ont été libérés, et sont salués et sautés. Le jeune homme, âgé de vingt-cinq ans, M. Roberto Adilio Frinzi, avait fait durant le détournement, une violente déclaration contre le ministre argentin de l'économie, au nom du péronisme. Il a réclamé l'assistance d'un avocat. — (A.F.P.)

Nicaragua

● QUATRE CENTES PERSONNES ont été relâchées à Managua, lundi 30 juin, lors d'une gigantesque rafle opérée par la police, quelques jours avant la célébration du premier anniversaire de la révolution sandiniste. La moitié d'entre elles environ ont été maintenues en détention. L'opération avait officiellement pour but de réduire la délinquance dans les rues de la

capitale, mais plusieurs des accusés d'activités « antisociales » et « contre-révolutionnaires ». — (U.P.I.)

Portugal

● LES PILOTES DE LA TAP, la compagnie aérienne nationale, ont contourné le mardi 1^{er} juillet une grève totale de durée indéterminée. Elle vient s'ajouter à un arrêt de travail des transports maritimes et les chemins de fer paralysés pour quarante-huit heures. Le gouvernement a riposté en déclarant le Portugal « ciel ouvert ». — (A.F.P.)

République Sud-Africaine

● TROIS PRÊTRES SUD-AFRICAINS, deux Blancs et un métis, vont passer cinquante jours en prison après avoir refusé de payer une amende de 50 rands (300 F), pour avoir participé à la manifestation de cinquante-trois ecclésiastiques dans le centre de Johannesburg, en mai (Le Monde du 28 mai). Trente-cinq d'entre eux ont comparu, mardi 1^{er} juillet, devant un magistrat de Johannesburg en affirmant qu'ils

ne pouvaient obéir « à des lois en conflit avec la loi de Dieu ». Ils ont été déclarés coupables d'avoir pris part à une manifestation illégale et ont été condamnés à 300 F d'amende chacun. Trois d'entre eux, un anglican et deux catholiques, ont refusé de payer et devront donc passer cinquante jours en prison. Dix-sept autres participants à la marche avaient plaidé coupable et payé des amendes automatiques de 35 rands. — (A.F.P.)

Roumanie

● TROIS RUGBYMEN ROUMAINS ont décidé de rester en R.F.A., où ils étaient en tournée, a-t-on appris, lundi 30 juin, à l'issue de la tournée de Bucarest, dont l'indemnité n'a pas été divulguée. — (Reuter.)

Zimbabwe

● DEUX MINISTRES DU ZIMBABWE font une visite officielle à Paris les 2 et 3 juillet. Ce sont MM. Chidzero, ministre de la planification, et M. David Smith, ministre du commerce et de l'industrie (ce dernier occupait les mêmes fonctions sous le régime précédent).

ISTH depuis 1953
Institut Privé des Sciences et Techniques Humaines

1^{ère} PREPARATION Parisienne
Méthodologie écrite et orale - Enseignements à temps complet

SCIENCES PO

- Entrées en AP et en 2^e Année
- Préparations intensives de vacances
- Année complète

Clôture des inscriptions sans préavis

AUTEUIL 6, Av. Léon-Henry - 75016 Paris - Tél. : 527.10.15
TOLBIAC 82, Av. d'Italie - 75013 Paris - Tél. : 585.59.35

ISTH
Institut Privé des Sciences et Techniques Humaines

PRÉPARATIONS ANNUELLES OCTOBRE À JUIN
PRÉPARATIONS INTENSIVES AOÛT-SEPT.

• Deux

DRIT SC ECO

- Et 3^e Année de licence
- Tous centres et options

TAUX CONFIRMÉS DE RÉUSSITE DEPUIS 1953

AUTEUIL 6, Av. Léon-Henry
75016 Paris Tél. 224.10.72

هكذا من الأصل

La presse évoque « la crise de confiance » dans le régime

Correspondance

La révision des statuts du parti, qui sera annoncée lors du XII^e congrès, devrait permettre de résoudre ces problèmes, « mise à la retraite obligatoire pour les cadres âgés, instauration d'une direction collective, accent mis sur la démocratisation des élections à l'intérieur du parti, autant de mesures qui vont à l'encontre de la pensée rigide de Mao », écrit Zhengming qui conclut : « le moment de critiquer ouvertement Mao est arrivé ».

HENRI LEUWEN.

Pour *Zhengming*, l'expression « révolution culturelle » signifie une « révolution » destinée à susciter de vieux réflexes chez les postalsogues de la révolution culturelle, à saper l'autorité de l'école dirigeante actuelle et à éliminer les masses des problèmes sociaux. Le *Zhengming* cherche à établir la vérité d'après les faits doit reconnaître que le bureaucratisme, les privilèges, constituent des problèmes très graves qui sont le principal obstacle à la marche en avant de notre pays. Ces problèmes agissent entre les contradictions existant entre les cadres et les masses : « Ce sont eux qui rendent si difficile la confiance que connaît actuellement la Chine. »

(1) Il est reproché à l'« édition Hua Guofeng » du tome 5, outre le choix des textes, juge tendancieux, ses notes de référence, dirigées explicitement contre Liu Shaoqi et d'autres personnes dont il était difficile, en 1977, de prévoir la réhabilitation.

**LE PORTRAIT
DE MAO TSE-TOUNG
A RETROUVÉ SA PLACE
A TIANANMEN**

L'immense portrait de l'huile de l'ancien président Mao Tse-toung, qui avait été retiré de Tiansannan, à Pékin, en mars en raison de travaux de restauration, a été rebaptisé porte de la paix interdite, et placé en mundi 30 juin la nouvelle en avait été annoncée dimanche par le quotidien *Sei-jung*.

Cette décision a surpris nombre d'observateurs dans la capitale car elle intervient à un moment où divers aspects de la vie politique du gouvernement sont remis en question : des rumeurs avaient circulé, la semaine dernière à Pékin, selon lesquelles le portrait ne serait pas remis en place.

(A.F.P. - Reuters)

● **M. Richard Holbrooke**, secrétaire d'Etat adjoint américain chargé de l'Asie orientale et du Pacifique, est arrivé, mardi 1^{er} juillet, à Pékin pour des entretiens avec les dirigeants chinois. M. Holbrooke a gagné la capitale après un séjour de 34 heures à Shanghai et à Hangzhou. — (A.F.P.)

Inde

● ENVIRON TROIS MILLE BENGALIS installés dans l'Etat de Tripura ont demandé asile le mardi 1^{er} juillet dans un camp de réfugiés gouvernemental, à la suite d'une recrudescence des heurts violents avec la population d'origine locale. D'autre part, un millier de policiers autochtones auraient déserté et se cacheraient dans la jungle. — (A.F.P.)

Afghanistan

VINGT MOIS A LA PRISON DE KABOUL

Le témoignage d'un ancien détenu politique

Le gouvernement Karmal assure avoir libéré la majorité des prisonniers politiques incarcérés, sous les régimes Taraki et Amin, dans la prison de Pol-è-Charki, dans la banlieue de Kaboul. Un ancien officier de la police afghane, qui a passé plus de vingt mois dans cette prison, M. Haroun Assefy, décrit ci-dessous les conditions de détention.

Le 5 mai 1978, une semaine après le coup d'Etat communiste et prosoviétique à Kaboul, plusieurs officiers armés se présentèrent à mon domicile vers 21 heures, et me demandèrent de les suivre pour une simple formalité. Ils m'emmèneront alors dans les sous-sols du ministère de la défense. Trois jours plus tard, j'entraîs à la prison de Pol-e-Charki située à 15 kilomètres à l'est de la capitale. Je ne devais la quitter que plus de vingt mois après, le 11 janvier 1980.

11 janvier 1980.
Ma cellule la numéro 12 au

deuxième étage du bloc I, était une pièce de 3 mètres sur 4, prévue pour deux personnes : nous y fûmes constamment sept. Mille six cents personnes, toutes prisonniers politiques, se trouvaient alors entassées dans les trois grands blocs de la prison, et quatre cents dans le petit bloc où je me trouvais.

Les bâtiments de la prison n'avaient jamais été adaptés, aussi n'y avait-il pas de toilettes dans les blocs. Nos geôliers avaient installé huit cabines dans la cour, et une fois par jour les quatre cents prisonniers du bloc disparaissaient dans ces toilettes pour y rendre, ce qui signifiait que la plupart d'entre eux souffraient de dysenterie, devaient faire leurs besoins dans les cellules. Nos repas de la journée se composaient généralement d'une omelette de carottes accompagnée de pain noir à peu près imman- geable.

Dans les premiers jours, nous disposions de matelas, mais ceux-ci nous furent très vite re-

tiens sur l'ordre du ministre de la défense. Le général Abdul Kadre (1) et le colonel Abdou Gorara, chapeliers et tapis de prière que nous pouvions posséder. La réaction de l'ensemble des prisonniers, jointe à celles d'une partie des soldats que nous étudions, fut telle qu'ils nous furent retournés peu de temps après. Le seul médicament que nous pouvions acheter en prison était le sucre. Les soldats nous payèrent les soldats pour obtenir de l'extérieur des cachets qu'ils durent attendre plusieurs semaines. Les mères de nourrissons, qui nous donnaient du lait, nous achetèrent du lait en poudre qu'il ne leur était souvent donné qu'au bout de plusieurs jours, pendant que les enfants n'avaient rien à manger.

[illegible]

Insultes

L'âge des prisonniers allait de quarante jours à plus de quatre-vingt-dix ans, le doyen des prisonniers de Poi-è-Charki, Ahmad Ali, ancien ministre de la Cour, devait mourir quelques temps après son incarcération.

Le règlement de la prison était le même pour les femmes et les

éternelle que pour les hommes.
 L'ennemi, nous le voyions à
 distance, nous pouvions alors lourn-
 der dans le cou du bloc pendant
 une heure. Il nous était interdit
 de parler entre nous. Nous n'avions
 ni livres, ni papas, ni stylos, ni
 rien. Un jour, un officier d'une
 voisine de la mienne fut exécuté
 pour avoir été trouvé en posses-
 sion d'un transistor. Aucune visite
 de la famille n'était permise. Tous
 les prisonniers étaient séparés, les
 ottonniers amenaient à la porte
 de la prison du linge propre...
 Lorsque aucun paquet de linge
 sale ne leur était remis en
 échange, ils se valaient qu'un des
 leurs était mort.
 Nous recevions très souvent la
 visite des membres du gouver-
 nement et des hauts dignitaires
 du parti qui venaient nous insul-
 ter, nous humilier, nous traiter comme
 les bêtes d'un zoo.

Souvent, vers 11 heures du soir, les lumières s'éteignaient dans les cellules. Des autobus arrivaient

Alors, la plupart du temps précédés par la Mercedes noire de M. Assadullah Sarwari, chef de la police secrète « Agsa », actuel numéro 2 du régime de M. Babrak Karmal. Nos gileiers passaient dans les cellules et appelaient ceux d'entre nous qui devaient être exécutés ce soir-là, leur liant nos mains derrière le dos et leur bandant les yeux avec des morceaux de leurs draps.

Un soir, ce fut mon tour. Mes gardiens me bandèrent les yeux

Thaïlande

Le président Carter ordonne l'envoi d'urgence d'armes à Bangkok

Le président Carter a ordonné mardi 17^e juillet l'envoi d'urgence par avion d'armes à la Thaïlande à la suite de l'incursion de troupes vietnam-cambodgiennes sur le territoire de celle-ci la semaine dernière. Six avions-cargos géants C-141 vont livrer à Bangkok dix-huit canons de 105 mm, trente-huit canons sans recul de 108 mm et mille fusils M-16, ainsi qu'une importante quantité de munitions. On a précisé le départ du département d'Etat. La livraison de trente-cinq chars prévue par bateau va aussi être accélérée.

Ce « ton aérien » a répondu à une requête urgente du gouvernement thaïlandais pour l'arrêt des envois d'armements achetés par la Thaïlande dans le cadre du programme d'aide militaire à l'étranger », a précisé la Maison Blanche dans une communication. On dit à Washington que le président considérera la réponse mesurée de l'Indonésie à l'attaque vietnamite : « un nombre significatif de soldats vietnamiens sont toujours dans le secteur » de la frontière khméro-thaïlandaise, ajoute-t-on. On se rappelle le secrétaire d'Etat, M. Muskie, qui avait accusé les troupes de Hanoi de « menace dangereuse pour la paix ».

A Bangkok, où le ministre des

affaires étrangères a donné son autorisation pour la reprise des opérations de secours à destination du Cambodge — que ce soit en direction de Phnom-Penh ou à travers la frontière — à partir de la mer d'Inde, on désolait que les troupes vietnamiennes contrôlent la majeure partie de la frontière et sont toujours engagées dans des combats à quatre endroits différents le long de cette frontière ; il s'agit de deux zones tenues par les maquisards nationalistes Khmers seret et de deux zones khmères rouges.

Enfin, dans un texte diffusé par l'ambassade vietnamienne à Djakarta, Hanoi a mis en garde les pays de l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est) devant l'indochine malaisienne, les Philippines, Singapour et la Thaïlande, leur demandant de « ne pas se laisser dupes » par la Chine, qui « multiplie les actes de trahison et s'oppose à la tendance à l'unité impérialiste qui existe entre les nations de la région ». L'Humanité de ce mercredi publie une interview du ministre de la défense du régime pro-vietnamien de Phnom-Penh, qui a déclaré que le régime cambodgien n'a rien de nouveau sur la Thaïlande la responsabilité des incidents de la semaine dernière.

LOUEZ UNE VOITURE ! C'EST AVANTAGEUX...

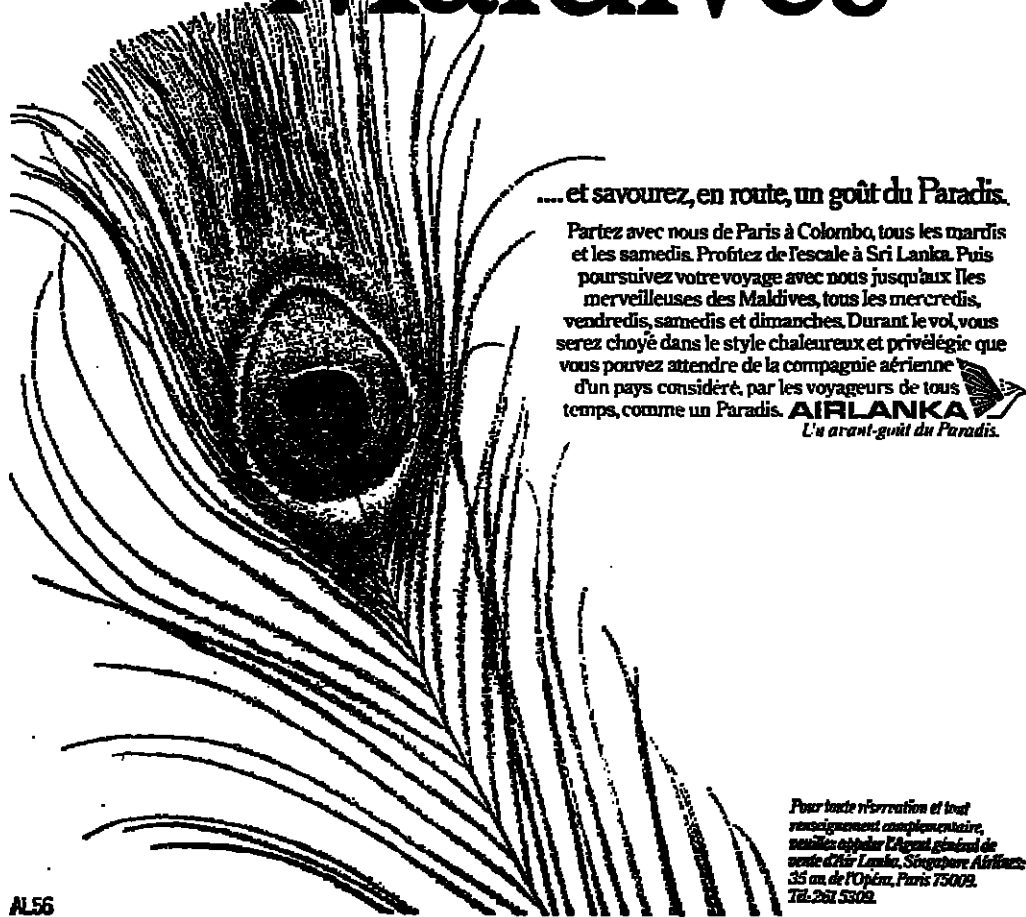
EXPRESS-ASSISTANCE

LE MOINS CHER DES LOUEURS

504-01-50 (Lignes groupées)

QUELQUES VOITURES ENCORE DISPONIBLES POUR JUILLET ET AOUT

Prenez
un vol
Air Lanka
jusqu'aux Iles
Maldives



...et savourez en route, un goût du Paradis.

Partez avec nous de Paris à Colombo, tous les mardis et les samedis. Profitez de l'escala à Sri Lanka. Puis poursuivez votre voyage avec nous jusqu'aux îles merveilleuses des Maldives, tous les mercredis, vendredis, samedis et dimanches. Durant le vol, vous serez choqué dans le style chaleureux et privilégié que vous pouvez attendre de la compagnie aérienne d'un pays considéré, par les voyageurs de tous les temps, comme un Paradis. **AIRLANKA**

Pour toute information et tout
renseignement complémentaire,
veuillez appeler l'Agent général de
vente d'Air Lanka, Singapore Airlines,
35 av. de l'Opéra, Paris 75009.
Tél. 261 5309.

AL56

ISTH

PREPARATIONS ANNUELLES

OCTOBRE 1964

DROIT SC ECO

L'Espresso

L'Espresso

Paris et Alger font un premier bilan des négociations sur le contentieux bilatéral

M. Léopold Senghor plaide en faveur de la proposition française de trilogue

هكذا من الأصل

LE VOYAGE DE JEAN-PAUL II AU BRÉSIL

Seul l'amour réalise l'union dans la diversité déclare le pape aux jeunes de Belo-Horizonte

Rio-de-Janeiro. — Il y a des moments où l'on ne peut hésiter. C'est un fascinant instant religieux ? Ou simplement un fabuleux spectacle ? Dans la septième d'une soirée d'été, aussi belle, aussi douce que la meilleure des soirées d'été, quatre projecteurs, deux blancs, deux jaunes, balayaient le ciel de Rio. Et en face, à droite, deux mille cinq cents charbonniers, les filles et les hommes en jeans, se balançaient doucement en agitant des foulards et en chantant l'hymne brésilien. Derrière, un million, un million et demi peut-être, de personnes, chantant aussi, en agitant encore des foulards. La grande messe carrosse commençait, comme un match extraordinaire de « Flamingo » (Flamengo-Timone, les deux grands clubs de football de la ville), le match des « torcedores » (supporters) de Dieu.

Il y a des moments où l'on doit hésiter. Jean-Paul II super star ? Quelqu'un arrive sur ce « parking de Flamingo », dans le site extraordinaire d'été, et de beauté, quand des femmes par dizaines sont évanouies ; quand la foule s'est mise à scander son nom ; quand l'évêque « gorille » Marcialino, touché par la paix de l'instant, s'est surpris à prendre dans ses bras de bon papa gâteau les enfants de Rio pour les passer au pape ! quand des milliers se sont joints à terre pour embrasser les pieds de pape ; quand les musiciens de l'orchestre symphonique ont tapoté leur instrument comme à l'enlèvement des chèvres ; quand les soldats de la police militaire ont commencé à se signer à même leur casque ; alors oui, c'est qu'il se passait quelque chose d'extraordinaire — de déraisonnable ? d'exceptionnel.

Jean-Paul II est arrivé à Rio-de-Janeiro le mardi 1^{er} juillet, à 16 h. 45 (heure locale), pour la troisième étape de son voyage brésilien — et la plus longue, puisqu'il y passe deux nuits. Ayant quitté Brasilia le matin, après avoir visité la prison de Papuda, près de la capitale, le pape a passé six heures à Belo-Horizonte, capitale de l'Etat du Minas-Gerais. C'est là que le pape s'est adressé aux jeunes, qui représentent « la plus grande richesse de ce pays », avant de les mettre en garde contre la tentation de la violence révolutionnaire.

Selon lui, « seul l'amour rapproche ce qui est différent et réalise l'union dans la diversité ». A Rio, Jean-Paul II a célébré une grande messe dès son arrivée (18 heures, heure locale) au cours de laquelle il a loué les vertus de la famille et l'harmonie qui règne entre les races au Brésil. Après la messe, le pape a reçu une centaine d'intellectuels et d'artistes brésiliens.

Ce mercredi 2 juillet, Jean-Paul II devait s'entretenir avec les membres de deux écoles célèbres de samba, puis avec

une délégation d'habitants des nombreux bidonvilles proches de Rio, avant de rendre visite à l'un de ceux-ci, la « favela » de Vidigal. Ensuite, il devait rencontrer les évêques du CELAM (Conseil des évêques latino-américains) à la cathédrale, ainsi que des prêtres et des religieux. A midi, le pape devait se rendre en haut du rocher de Corcovado, où se dresse la statue du Christ rédempteur, pour bénir la ville. Dans l'après-midi, enfin, il devait célébrer une messe d'ordination de plusieurs jeunes prêtres.

là-haut, l'un des cent présents, évanoui et évanou. Celle enfin d'enfants jouant sous la brise de mer avec des cerfs-volants, évidemment blancs et jaunes, ou d'une jeune fille agenouillée pendant toute la messe et montrant au pape la photo d'un fiancé probablement égaré.

Un homme fourbu et joyeux

Ce fut une belle, une très belle messe au pays de la convivialité joyeuse. Et quand le pape est parvenu à ces multiples familles de la famille brésilienne après la communion donnée aux femmes en mantille, un feu d'artifice vient signifier que la messe était finie et provoquait un retour un peu rapide au temporel. Dans la baie de Rio de Janeiro, les fusées multicolores éclairèrent les deux balancements des splendides bateaux de plaisance.

Jean-Paul II, apparemment fourbu mais joyeux, s'en est allé. Ce mercredi 2 juillet, est un autre jour qui le verra à Rio, assister à une représentation d'écoles de samba, visiter la favela Vidigal, rencontrer les évêques du CELAM (Conseil des évêques latino-américains), se rendre sur le Corcovado pour s'y recueillir et, sous le Christ gigantesque, bénir la ville, et enfin, ordonner des prêtres au stade Maracanã.

Demain est toujours un autre jour avec cet homme infatigable.

PIERRE GEORGES.

Le Fla-Flu des « torcedores » de Dieu

De notre envoyé spécial

de l'aéroport, construit comme tous les aéroports du monde en zone populaire, il y avait en la traversée au pas de charge des quartiers nord. Ceux-là où même les soirs, les couleurs, l'émulation et le foisonnement de la vie ne suffisent pas à farder la vérité des favelas, des bidonvilles. Et où les restes des petits villages encore portugais, avec leurs façades jaunes, leurs ors et leurs toitures de résidences de luxe. On en gardera le souvenir de ces milliers de soldats de plomb paradant dans leurs uniformes vert, bleu, blanc, camouflé, de cette police à cheval, à moto et à pied.

Mais le souvenir de ces milliers d'enfants faisant des pieds-de-pied à cet ordonnanceur, de cette belle fille riant aux éclats d'une parricide aventure, de toute cette jeunesse, celle-là même à laquelle le pape disait mardi matin, à Belo-Horizonte : « La plus grande richesse de ce pays immensément

riche, c'est vous. Le futur réside dans votre présence. » Et à qui il déclarait aussi : « Vous dites avec raison qu'il n'est pas possible d'être heureux quand on voit une multitude de frères qui n'ont pas la moindre occasion d'une existence humaine. Vous dites aussi qu'il est inadmissible que quelques-uns possèdent ce qui manque à la table des autres. Vous êtes décidés à construire une société juste, libre et prospère où tous et chacun puissent jouir des avantages du progrès. »

Cette société plus prospère, sinon plus juste ou plus libre, elle était justement là, au pied de l'avenue du Président Vargas. Là, on passe du nord des pauvres au sud des riches, des bidonvilles sans eau aux immeubles à air conditionné, des favelas sud-

américaines aux buildings nord-américains. Elle était, bien là, avec ses enseignes lumineuses vaguement arrogantes, ses titres de mines et de gloire, avec ses gratte-ciel et ses modernes ambitions, la ville du travail pour ceux qui ont du travail.

Et puis, enfin, passé l'Opéra, un peu celui de Paris, mais condamné à n'être qu'un « donjon à la crème » dans cet encadrement de béton et d'aluminium, vint le premier nom de la fameuse litanie touristique de Rio : Flamingo, juste avant Botafogo et Copacabana. Flamingo est ce parc immense garni sur la mer, un Flamingo de carte postale. Avec, à gauche, l'aéroport citadin Santos-Dumont et cette piste en pleine ville qui conduit les avions du Ponte Aéreo, les autobus volants Rio-Sao Paulo, à l'éclat du Pain-de-Sucre. Avec, derrière la merveilleuse petite église Gloria, le plus, un peu plus loin, la moderne cathédrale San-Sebastião, directement échappée de Brasilia. Le Flamingo des palmiers natifs, des jardins fleuris, des mille placettes qui deviennent mille terrains de football.

L'immense foule sans heurts ni bousculades...

Et puis, le Flamingo d'une foule immense, cette foule carrosse dont on ne sait pas si elle est parfois canalisée ou toujours tendue, ouverte, courante. Par milliers, par dizaines de milliers, le flot des croyants est arrivé, sans se presser, sans heurts ni bousculades, par familles entières, pour cette messe de la famille. Et c'était une fête humaine, des gens pressés nus au jour finissant, à peine habillés la nuit venue, submergeant le parc.

C'était une fête des yeux et des sens, sur cette mer en marche simplement fendue à contre sens par les porteurs de café-sinho, des « petits cafés », par les crieurs de journaux vendant en prime « une médaille à dévotion par le pape », par les marchands de glace et de marchands de Dieu. Et une fête des sens que les odeurs mélangées des fleurs sur l'autel de l'océan tout proche, des friandises grillées et des fumées d'encens que deux prêtres, en l'attente du pape, chauffaient sur un brasero.

On ne saurait tout voir, tout dire. Quand la messe fut commencée par un chant, « La bonté de Dieu », primé à la suite d'un concours organisé par l'archevêché de Rio et la chaîne de

télévision Globo, ne restèrent que quelques images parmi des centaines. Celle de ces milliers de personnes écrasées contre les barrières et tendant vers la bénédiction papale un chapelet, une vierge en plâtre, un crucifix, un poir et tout simplement un enfant. Celle de cette femme évanouie et, à peine remise, s'efforçant à genoux pour rincer le pape d'une si prompte guérison. Cette autre, jeune, pieds nus et corsage ouvert, donnant le sein au dernier des sept enfants présents, et, son contraire, cette autre, corsage de soie fermé, orchidée dans les cheveux, lançant au pape des baisers.

L'image encore de ces religieuses, en robe blanche, riant, pleurant de joie au passage de Jean-Paul II ou de cet évêque,

Supplique indienne

De notre envoyé spécial

Brasilia. — « Nous pensons que le pape aura une belle et dure tâche à accomplir, le gouvernement et les hommes de pouvoir qui sont en train de créer la plus grande souffrance pour nous et pour les pauvres, c'est-à-dire pour l'immense majorité du peuple de ce pays riche en ressources et riche en misère. »

Les représentants de vingt-et-un « nations » indiennes, réunis à Brasilia, ont adressé un message à Jean-Paul II. Ils y dénoncent « la situation de misère faite à l'indien brésilien », parlent de leurs luttes et se désolent que le pape aille à Manaus voir « les Indiens chanter et danser », alors que « dans le même temps on vole leurs terres, on tue leurs chèvres et on force les Indiens à travailler comme des esclaves ». Les chefs indiens regrettent que le pape ne voie pas ces millions d'Indiens qui vivent une vie infernale dans cette ville, ils vivent comme des travailleurs sous-payés, des esclaves domestiques, des prostitués. Il serait bon que le pape aille aussi à Vale-do-Guaporé pour voir le peuple à Nambikwara vivant une situation comparable à celle des populations du Biafra. Il verra comment un organisme de protection des Indiens — la FUNAI — approuve l'arrivée de dizaines

d'hommes de main qui tuent les Nambikwaras usant de tous les moyens, y compris des produits chimiques, pour s'en débarrasser. Cette situation est un obstacle à l'unité nationale », affirment les Indiens, qui concluent : « Le Christ, cela dit quelque chose, durant ces journées, aux chefs de ce pays. Et le pape, dont les catholiques affirment qu'il est le représentant du Christ, que leur dira-t-il ? »

Une motion signée par plus de deux mille intellectuels brésiliens, artistes, enseignants, avocats, journalistes, sera confiée au cardinal Paulo Evaristo Arns, archevêque de Sao Paulo, pour qu'il la remette au pape lors de sa venue dans cette ville, jeudi 3 juillet. Ce document, selon ses signataires, « vise à montrer au pape l'existence des intellectuels pour l'Eglise brésilienne engagée avec les pauvres et les marginaux ».

Cette notion est apparue au moment où le pape devait rencontrer un groupe d'intellectuels, ce mercredi 2 juillet, à Rio-de-Janeiro. Parmi les signataires du texte, on note des noms très connus : ceux de l'architecte Oscar Niemeyer, de l'avocat Sobral Pinto, de l'écrivain et penseur catholique Alceu Amoroso Lima et du chanteur Chico Buarque de Holanda. — P. G.

Au nord des pauvres au sud des riches

Il y a des moments en tout cas où l'on ne voudrait pas manquer : Rio de Janeiro est une ville envoûtante. Pas seulement le Rio de Paul Cézanne « la seule grande ville que je connaisse qui n'ait pas réussi à mettre la nature à la porte », mais aussi le Rio du commun, celui qui réussit à bien à masquer tant de misère, tant de beauté. A l'arrivée, au sortir

● RECTIFICATION. — A la fin du reportage de Pierre Georges sur le voyage du pape au Brésil (le Monde du 2 juillet), nous avons imprimé par erreur que le « maréchal évangélique » de Jean-Paul II commençait le 1^{er} juillet à Porto-Alegre. Il s'agit, en fait, de Belo-Horizonte, comme l'indiquaient la carte et sa légende.

Aux prisonniers, aux jeunes, aux familles...

Le 1^{er} juillet, le pape a rencontré successivement les prisonniers à la prison Papuda à Brasilia, des jeunes à Belo-Horizonte et des familles à Rio-de-Janeiro. Voici quelques extraits des discours de Jean-Paul II :

● AUX PRISONNIERS :

« En vous, je rencontre des personnes humaines et je suis que toute personne humaine correspond à une pensée de Dieu. Dans ce sens, tout être humain est fondamentalement bon et fait pour le bonheur. Il y a eu dans la vie de presque tous, de ce moment où vous vous êtes égarés du chemin de Dieu. Le mal fait doit vous donner de la peine mais ne doit pas être envisagé comme une fatalité. Vous pouvez de nouveau réfléchir à la pensée de Dieu. Vous pouvez de nouveau entrer pour une visite comme celle-ci dans toutes les prisons du Brésil. Que celle-ci soit un symbole et que chaque prisonnier se sente visité par le pape. »

● AUX JEUNES :

« On ne construit pas une société juste sur l'injustice. On ne construit pas une société qui mérite le titre d'humaine en manquant de respect, ou pire encore en détruisant la liberté humaine, en refusant aux individus les libertés les plus fondamentales. »

« J'ai partagé comme prêtre, évêque et cardinal, la vie d'innombrables jeunes, l'unité dans les clubs de jeunes, dans les excursions en montagne, dans les cercles de réflexion et de prière. Et j'ai appris que les jeunes commencent dangereusement à fuir quand ils se laissent tromper par le principe facile et commode que la fin justifie les moyens, quand ils en viennent à croire que l'unique espoir pour améliorer la société consiste à promouvoir la lutte et la haine entre les groupes sociaux, avec l'utopie d'une société sans classes qui se réalise très tôt créatrice de nouvelles classes. Je me suis convaincu que seul l'amour rapproche ce qui est différent et réalise l'union dans la diversité. (...) »

« Un de mes grands prédécesseurs, Pie XII, a adopté comme devise : « Construire la paix dans la justice ». Je pense que c'est une devise et surtout un engagement digne de vous, jeunes Brésiliens. Je crains que beaucoup de vos efforts soient perdus dans l'authenticité et se vident comme des bulles de savon parce qu'il leur manque le soutien d'un effort d'authenticité et de fragilité. En d'autres termes, il est indispensable de savoir vaincre la tentation de l'indifférence, la tentation de l'ambition, l'envie de toujours plus ou de chercher à être toujours plus, alors que d'autres ont toujours moins. »

● AUX FAMILLES :

« Un grand connaisseur de votre pays m'a dit que le Brésil est une grande nation, malgré tous ses énormes problèmes parce qu'il se reconstruit toutes les races, des gens venus de tous les horizons du monde, réunis dans un seul peuple, réunis par la régression, dans une claire fusion des esprits et des cœurs. « C'est une « famille », me disait mon interlocuteur enchanté. Le prix pour que cet esprit de famille ne vienne jamais à s'affaiblir ou à mourir. (...) »

Cela dit, comment fermer les yeux sur les graves situations dans lesquelles, concrètement, trouvent de très nombreuses familles entre vous, et sur les sérieuses menaces qui pèsent sur la famille en général. Quelques-unes de ces menaces sont d'ordre social et sont dues aux conditions sous-humaines d'habitation, d'hygiène, de santé, d'éducation, où se trouvent des millions de familles à l'intérieur du pays et dans les périphéries des grandes villes, à cause du chômage et des salaires insuffisants. D'autres sont d'ordre moral et se rapportent à la désagrégation généralisée de la famille, à cause de la méconnaissance, du manque d'estime ou du manque de respect pour les normes humaines et chrétiennes au sujet de la famille dans les différentes couches de la population. D'autres encore sont d'ordre civil, liées à la législation sur la famille. (...) »

L'histoire du 14 Juillet
par M. Ozouf
N° 25 en vente partout
L'histoire
57 rue de Seine 75006 Paris

ANVERS Centre Mondial du DIAMANT
Tous renseignements vous seront communiqués
24 heures sur 24 au numéro
Tél. : 19-32/31-27-54
GENERAL DIAMONDS
PELKAANSTRAAT 99 ANVERS.

après-vente Miele
8673360
en région parisienne
Société MDS

Le Monde de L'EDUCATION
N° 1000 de juillet-août
LE PALMARÈS DES UNIVERSITÉS et des grandes écoles
LE SUCCÈS n'est pas qu'à Paris...
En vente partout : 7 F

IRLANDE PARIS-DUBLIN aller-retour 790F
Départs garantis d'Orly tous les vendredis du 13 juin au 12 sept. 1980 par la compagnie AEROTOUR
+ 180 prestations trimestrielles obligatoires
Mac Bride Voyages
122, rue d'Assas, Paris-6
633.28.72 - 30.58 - 325.02.90
Un monde à Paris...

Avenir Onze
investir **250.000 F*** dans un studio à Paris
Des studios «spécial investisseur»
Studio avec entrée, salle de bains, WC séparé, vraie cuisine avec fenêtre, indépendante, entièrement équipée.
Avenir Onze le définit gagnant.
Le bureau de vente, sur place, est ouvert tous les jours de 10 h à 19 h et samedi et dimanche de 10 h 30 à 18 h sans interruption. Tél. : 806.03.73
2^e tranche
108-110, rue Saint-Maur 75011 PARIS
MANERA S.A.
Pour recevoir une documentation sur AVENIR ONZE, retournez ce coupon à MANERA S.A. 64, rue du 8-Mai-1945 - 92025 NANTERRE Cedex - Tél. : 725.92.16
Nom Adresse
Code Postal Tél.

COMME TOUS LES ANS EN ÉTÉ
LANGUAGE STUDIES
ORGANISE DES COURS D'ANGLAIS
à l'UNIVERSITÉ de CAMBRIDGE
et maintenant également
à l'UNIVERSITÉ de BERKELEY (aux U.S.A.)

Ces cours intensifs en petits groupes durent deux, trois ou quatre semaines. Les inscriptions sont ouvertes.
Pour tous renseignements concernant cours et hébergement, veuillez nous téléphoner au 260-53-70 ou nous renvoyer ce bon à l'adresse ci-dessous.

LANGUAGE STUDIES, 350, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS
Tél. 260-53-70

Nom, Prénom.....
Age, profession.....
Adresse.....
désire recevoir une documentation sur les cours d'été.

Institut de Gestion de Personnel

RECRUTEMENT DE LA PROMOTION 80-82

- un programme spécialisé d'insertion professionnelle
- deux années d'études en alternance (entreprises-école)
- une formation technique de haut niveau en liaison avec les milieux professionnels pour

25 TITULAIRES D'UN D.U.T. OU D.E.U.G.
souhaitant

- faire carrière dans la fonction humaine et sociale
- acquérir les techniques essentielles d'un métier passionnant
- s'entraîner à la pratique de relations dynamiques et efficaces dans l'entreprise

renseignements et inscriptions
INSTITUT DE GESTION SOCIALE
25, rue François-I^{er}, 75008 PARIS

TÉLEX PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS 345.21.62

CHARLES JOURDAN

Centres commerciaux :
Belle-Épine - Créteil-Soleil
Galaxie (place d'Italie)

SOLDES Du 25 JUIN au 5 JUILLET

AMÉRIQUES

États-Unis

M. John Anderson dresse un bilan positif de deux mois de « candidature indépendante »

De notre envoyé spécial

Washington. — « Je ne peux pas demander aux Américains de voter pour moi parce que les deux autres candidats leur déplaisent. Je dois les persuader que je suis capable de gouverner ce pays... » En présentant, mardi 1^{er} juillet, lors d'une conférence de presse au Congrès, le bilan de deux mois de « candidature indépendante », M. John Anderson n'a pas pu éviter de faire allusion à ce qui constitue à la fois la force et la faiblesse de sa campagne : les réticences — pour en dire plus — de bon nombre d'Américains devant le choix qui leur est proposé entre MM. Carter et Reagan. A l'heure, en effet, le représentant de l'Illinois a affirmé qu'il était décidé, quoi qu'il arrive, à aller jusqu'au bout de sa tentative, c'est-à-dire jusqu'au 4 novembre.

Le dernier sondage Gallup lui accorde 23 % des intentions de vote, contre 36 % à M. Reagan, et 35 % à M. Carter. Les contributions au fonds de soutien à sa campagne affluent au rythme de 300 000 dollars par semaine. M. Anderson est officiellement désigné par les conventions, 39,5 millions de dollars de fonds fédéraux. Selon les estimations les plus optimistes, M. Anderson, qui a droit à aucun subside officiel, ne peut guère espérer récolter plus de 12 millions de dollars de contributions privées.

M. Anderson a quelque raison d'être satisfait, même si une ombre majeure plane sur son entreprise : aucun candidat n'est jamais entré à la Maison Blanche sans le soutien d'un des deux grands partis depuis que ceux-ci

Issu des républicains (il a été élu en 1980 sous les couleurs du « G.O.P. » et sans cesse réélu depuis), c'est du côté démocrate qu'il subit les plus vives attaques. Le comité national démocrate a dépensé 225 000 dollars et recruté une équipe d'avocats pour empêcher que son nom soit inscrit, en novembre, sur le bulletin de vote de plusieurs États. Chaque État fixe en effet ses propres délais d'inscription et le nombre

de signatures requis pour qu'une candidature présidentielle soit retenue. M. Anderson a laissé passer les délais légaux dans l'Ohio, le Kentucky, le Nouveau-Mexique et le Maine. Mais ses avocats contestent la validité des décisions qui l'excluent ici ou là au Congrès, le bilan de deux mois de la course à la Maison Blanche.

Le candidat indépendant est actuellement inscrit dans quatorze États et a affirmé, mercredi, qu'il avait déjà recueilli suffisamment de signatures dans vingt-deux autres pour s'y faire enregistrer prochainement. Mais, dans le Sud, en Géorgie et dans l'Alabama par exemple, ses supporters ont du mal à trouver des signatures, et le maquis juridique dans lequel se déroule une élection présidentielle américaine ne facilite pas sa tâche. Une loi de Virginie, par exemple, oblige tout candidat indépendant à déclarer à l'avance quel serait son vice-président. M. Anderson a refusé d'être cadet de l'ancien président, a accepté de jouer ce rôle jusqu'à ce que M. Anderson désigne, cet été, son véritable colistier.

La saison des conventions, qui commence par les républicains, le 14 juillet à Detroit, représente une autre difficulté pour le candidat indépendant. Il risque d'être oublié par les médias au moment même où les deux grands partis désignent leur champion dans une pluie de confettis et au milieu des fionfions et des fanfares. Cela explique peut-être sa décision de voyager à l'étranger pendant cette période. M. Anderson a annoncé mardi qu'il se rendrait successivement à partir du 7 juillet, en Égypte, où il sera reçu par M. Sadate, en Israël, en R.F.A., en Grande-Bretagne et en France. Dans ces trois derniers pays, il espère rencontrer respectivement le chancelier Schmidt, Mme Thatcher et M. François-Poncet.

De nombreux Américains interrogés dans les sondages se déclarent prêts à voter pour M. Anderson s'il avait une chance raisonnable de l'emporter le 4 novembre. L'argument du « vote utile » risque de se faire plus pressant à mesure que l'élection approche : le vote idéologique ou de protestation n'est guère dans la tradition américaine.

DOMINIQUE THOMBS.

Canada

A l'occasion de la fête nationale

Le pays adopte un nouvel hymne composé il y a un siècle par deux Québécois

De notre correspondant

Montréal. — Les Canadiens ont célébré, mardi 1^{er} juillet, le cent-trentième anniversaire de l'indépendance de leur pays avec un peu plus de conviction que par le passé. Pour la première fois en effet, ils ont chanté un hymne national qui est désormais le leur et qui remplace le *God save the Queen* de l'ancienne métropole. Ce dernier ne disparaît pas pour autant, puisqu'il reste l'hymne royal d'un pays, dont le chef d'État est toujours la reine d'Angleterre.

Répondant à l'appel du gouvernement de M. Pierre-Elliott Trudeau et des deux partis d'opposition à la Chambre des Communes, le Parlement a, en présence de plusieurs milliers de personnes et sous un ciel radieux. Après un bref discours de M. Trudeau, le nouveau hymne a été chanté par les députés et les sénateurs. La veille d'un voyage de douze jours en Europe, la foule a entonné le nouvel hymne national, dont le premier vers est le suivant : « O Canada terre de nos rêves ».

M. Trudeau semble avoir voulu donner d'autant plus d'importance à l'événement qu'il survient peu de temps après l'échec du référendum québécois sur la souveraineté-association. En faisant vibrer le sentiment patriotique canadien, qui ne paraît pas encore avoir trouvé son expression dans ce pays à la recherche d'une identité propre, le premier ministre canadien espère affaiblir le nationalisme québécois.

L'adoption du nouvel hymne national ne s'est pas faite sans difficulté, et c'est grâce à un compromis de dernière minute que les députés ont réussi à s'entendre sur ce point, le 27 juin, ont voté à l'unanimité en faveur de la reconnaissance officielle des versions française et anglaise du chant patriotique. Le désaccord porte sur certains termes utilisés dans le texte anglais, dont il existe d'ailleurs plusieurs versions. Quelques députés anglophones souhaitent supprimer les références à Dieu pour ne pas froisser les athées. D'autres craignent que les femmes et les nombreux Canadiens nés à l'étranger ne se sentent exclus par l'utilisation de certains mots. Pour mettre tout le monde d'accord, le gouvernement s'est finalement engagé à étudier les amendements qui pourraient être ultérieurement proposés.

En fait, les réticences du Canada anglais à ce sujet ont une origine beaucoup plus sérieuse que les désaccords sur le vocabulaire. En premier lieu, les anglophones sont très attachés à la monarchie britannique

et à ses symboles, dont le *God save the Queen*. Il est d'ailleurs tout à fait significatif que le 1^{er} juillet soit encore aujourd'hui considéré comme le Dominion Day et non comme la fête nationale du Canada. Mais surtout, les paroles et la musique du nouvel hymne national sont l'œuvre de deux Canadiens francophones, Adolphe-Basile Routhier et Calixa Lavallée, qui le créèrent au Canada en 1880 à la demande de la société Saint-Jean-Baptiste, organisme dont l'objectif est la réalisation de l'indépendance du Québec. L'œuvre fut chantée pour la première fois à l'occasion d'une messe célébrée à Québec sur les plaines d'Abraham, où les troupes anglaises avaient battu les Français en 1759. Cette messe eut lieu le 24 juin 1880, jour de la saint Jean-Baptiste le patron des Canadiens français, qui depuis 1877 correspond à la fête nationale des Québécois. Pour ces derniers, le 1^{er} juillet n'est donc qu'un jour férié comme les autres.

L'hymne patriotique des Canadiens français a malgré tout été chanté en version anglaise dès 1905, et il était courant de l'entendre à l'occasion de diverses manifestations publiques, notamment avant le début des matches de hockey. La décision du Parlement d'en faire l'hymne national aurait pu être interprétée comme une revanche des nationalistes québécois qui, après avoir perdu leur référendum le 20 mai dernier, auraient réussi à imposer leur hymne au reste du pays. En fait, la concentration de plus en plus forte des francophones au Québec, au détriment du reste du Canada, fait que les nationalistes ne se retrouvent plus dans *O Canada* depuis longtemps. Un glissement analogue s'était déjà produit au début des années 60 lorsque le Canada avait adopté le drapeau à feuille d'érable qui, lui aussi, avait appartenu à la société Saint-Jean-Baptiste, et que les nationalistes québécois ont remplacé par la fleur de lis.

Comme l'ont montré les péripéties entourant l'adoption d'un nouveau drapeau et d'un hymne nationaux, les symboles jouent un très grand rôle au Canada, au point que certains commentateurs critiquent l'utilisation abusive qu'en font les hommes politiques, en particulier M. Trudeau. C'est ainsi que le quotidien montréalais *Le Devoir* écrit que « symboles et discours officiels (...) ne suffisent pas à construire la cohésion d'un pays à la recherche de son équilibre ». D'autres se demandent si la récupération des symboles du nationalisme québécois suffira à créer le nationalisme canadien.

BERTRAND DE LA GRANGE.

Côte d'Azur Varoise

decouvrez le

Domaine de la Coudoulière

à Six Fours Les Plages (Var)

Entre Bonifati et Toulon
Au bord de la Méditerranée, face à l'île des Embiez, à quelques mètres de l'eau, vous pouvez profiter de la vue, de la chaleur, du soleil, de l'air pur, de la mer et du vent.

Un domaine en bord de mer
De jolies résidences provençales intégrées au site de la Côte d'Azur varoise, des maisons cachées au cœur de 60 hectares de nature : vivez en privilège au Domaine de la Coudoulière.

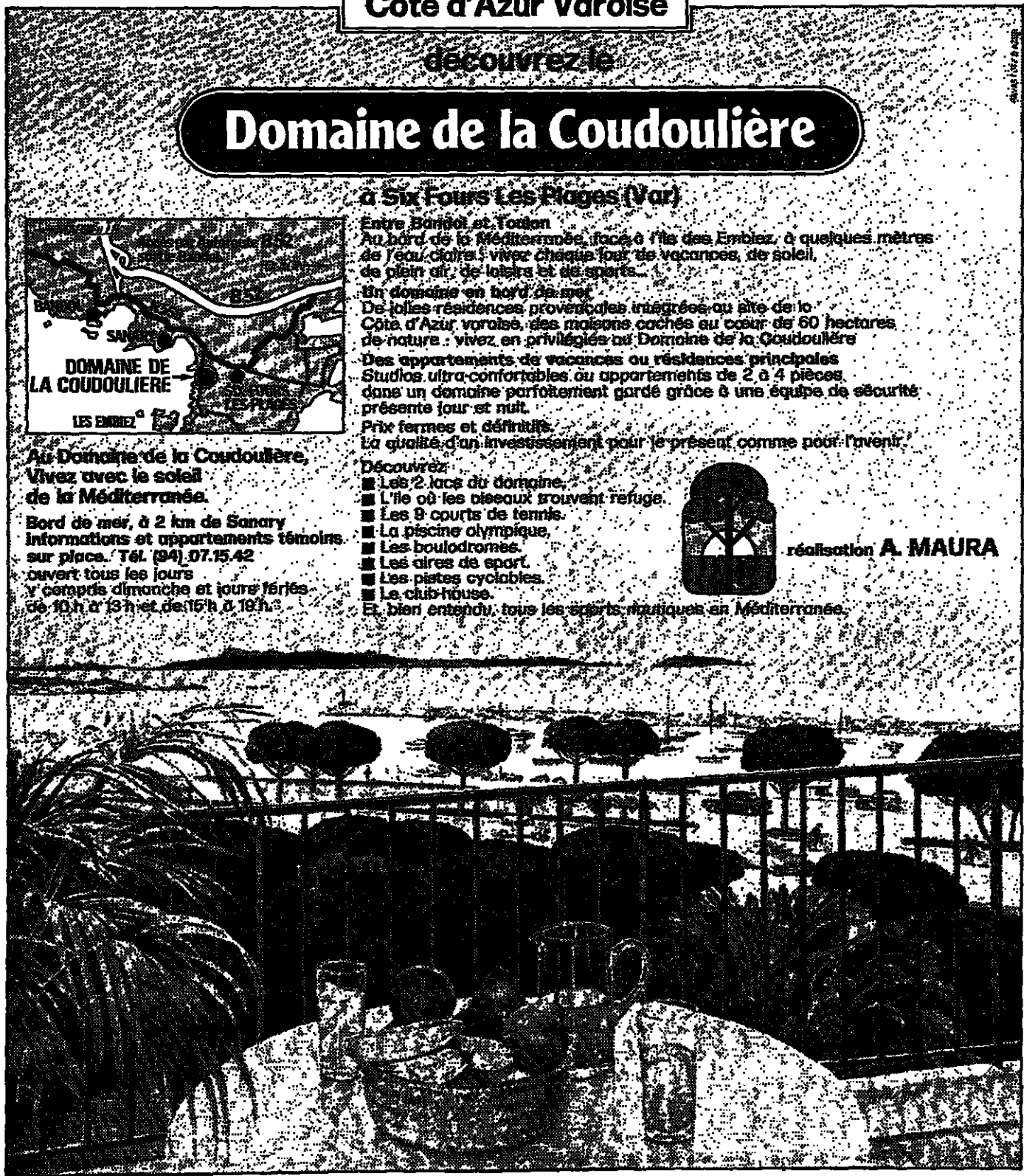
Des appartements de vacances ou résidences principales
Studios ultra-confortables ou appartements de 2 à 4 pièces, dans un domaine parfaitement gardé grâce à une équipe de sécurité présente jour et nuit.

Prêt à l'habiter ou à louer
Une qualité d'investissement pour le présent, comme pour l'avenir.

Decouvrez :
■ Les 2 faces du domaine.
■ L'île où les oiseaux trouvent refuge.
■ Les 9 courts de tennis.
■ La piscine olympique.
■ Les boudoirs.
■ Les aires de sport.
■ Les pistes cyclables.
■ Le club-house.

Et bien entendu, tous les sports nautiques en Méditerranée.

réalisation A. MAURA



SUR ANTENNE 2

L'hécatombe quotidienne au Salvador

Exécutions et cadavres au long des routes, enlèvements, occupations d'édifices, cahutes incendiées et sang séché : vingt-quatre heures de la vie du Salvador. C'est la quasi-banalité de la violence, pourtant sans égal, dans cette République d'Amérique centrale que Bernard Rapp a montrée dans une émission du journal télévisé de 20 heures, mardi 1^{er} juillet, sur Antenne 2. Images pourtant filmées dans une période « calme », à la fin du mois de mai, avant que l'occupation par l'armée de l'université ne vienne porter la violence à son apogée.

En chrétien dans la campagne salvadorienne, c'est à dire engagé, donc dangereux », rappelle le film. Messes à la sauvette, semi-clandestines, pour des paysans sur le qui-vive, prêtres jouant avec la mort pour célébrer l'office : depuis l'assassinat de l'archevêque, Mgr Romero, en mai dernier, la répression continue à s'abattre sur l'Église salvadorienne comme dans les campagnes.

Entre la guérilla encore peu organisée de l'extrême gauche et les mouvements paramilitaires d'extrême droite, liés aux autorités militaires et liquidant sans discernement, la réalité salvadorienne ne laisse guère

de place à la nuance. Les illusions nées avec l'avènement, en octobre dernier, d'une nouvelle junte militaire aux velléités réformistes, paraissent déjà loin.

Bernard Rapp ne s'étend guère sur les structures sociales qui sous-tendent cette violence, comme le problème de la terre ou les archaïsmes d'une oligarchie pour qui toute réforme signifie communisme. Mais l'hécatombe quotidienne qu'il a montrée à la télévision française ne peut qu'inciter à rompre le silence sur le « Nicaragua silencieux ».

Le Comité de solidarité avec le peuple du Salvador a organisé mardi 1^{er} juillet un rassemblement place Beaubourg, à Paris, pour exprimer « sa plus vive indignation devant les massacres de communautés paysannes sur le territoire du Salvador ». Une centaine de personnes avaient répondu à son appel.

Ce motif, né officiellement au début de cette année à l'initiative d'une douzaine de Salvadoriens de Paris, se propose d'informer l'opinion sur les événements tragiques qui déchirent le pays et de soutenir financièrement les familles paysannes réfugiées dans les églises et les écoles. D'autre part, une association, dénommée Aide médicale et sanitaire à la population du Salvador, a été fondée (le Monde du 2 juillet) en liaison avec ce Comité de solidarité.

Mettant en cause les forces armées salvadoriennes, « en liaison, dans certains cas, avec les forces armées honduriennes et guatémaltèques », le Comité de solidarité dénonce l'« oppression » exercée par une « oligarchie » qui tient à conserver ses « privilèges exorbitants ».

Le Comité de solidarité rassemble environ soixante-quinze personnes, sous la présidence de M. Maurice Barth.

Le Comité de solidarité avec le peuple du Salvador, compte bancaire : BICF 0443000034. Adresse postale : 45 bis, rue de la Glacière, 75013 Paris. Téléphone : 380-16-78.

هكذا من الأصل

● **Anciens combattants :** M. François-René Altmayer cesse d'exercer les fonctions de chargé de mission auprès de M. Plantier, secrétaire d'Etat. M. Roger-Lucien Chinchilla, magistrat, est nommé conseiller technique.

POLICE

UNE RENCONTRE A BERLIN-OUEST

L'Europe des polices entre deux modèles

Berlin-Ouest. — A l'heure où l'idée de l'Europe des polices fait son chemin, il paraissait utile de savoir à partir de quels matériaux on veut la construire, autrement dit de comparer les diverses institutions du Vieux Continent pour rechercher entre elles d'éventuels points de convergence. La conférence que vient d'organiser à l'université libre de Berlin-Ouest sur le thème du « développement de la police en Europe de l'Ouest » le comité

sur les libertés publiques et la police (Civil Liberties and Police - Clip), et qui a réuni pendant trois jours des chercheurs et des universitaires de neuf pays européens et des Etats-Unis, a utilement fait progresser cette recherche, même si elle a mis au jour de vastes domaines de divergence voire d'incompréhensions dans les structures comme dans les principes. Mais faut-il le regretter ?

Le mot « police » prend des sens bien différents : nord et sud de l'Europe, relatif de contextes politiques et sociaux eux-mêmes fort éloignés. Ce sur quoi les participants n'ont pas toujours suffisamment insisté, préférant souvent confondre la fonction policière à une entité abstraite.

Entre les mots il est pourtant apparu avec une grande netteté qu'à l'opposé de l'Europe du Sud (représentée par l'Italie et la France) il existe dans le Nord un consensus populaire largement favorable à la police. Tout se passe comme si, dans le but d'éviter de périodiques convulsions, les citoyens avaient accepté de voir l'appareil policier s'emparer progressivement des leviers du contrôle social.

La prévention y est présente comme une panacée, alors qu'elle peut apparaître à un Latin non seulement comme une sorte de constat d'échec — puisque dans le domaine criminel, par exemple, elle suppose qu'on n'a pas supprimé les causes fondamentales du mal et qu'on se contente d'en éviter les effets, — mais surtout comme une amorce d'instauration progressive d'un pesant et tentaculaire quadrillage policier. M. Martin Kettie, de l'organisation New Society de Londres, observe ainsi qu'en Grande-Bretagne le contrôle de l'immigration a fourni un prétexte à quadriller les quartiers noirs. Un participant allemand, M. Manfred Bruten, de la Gesamthochschule de Wuppertal, a évoqué une expérience menée dans sa ville, où la police et les travailleurs sociaux travaillent la main dans la main à la prévention de la délinquance juvénile. Mais quel accueil cette expérience jugée satisfaisante outre-Rhin recevrait-elle en France ?

Consensus

Le consensus autour de la police, une certaine conception du civisme, permettent aux gouvernements d'Europe septentrionale d'imposer sans grande controverse des législations restrictives. « Law and order », cette expression chère à Mme Thatcher, est revenue souvent dans la bouche des Britanniques. A part la Finlande, qui apparaît comme une oasis de paix et d'ordre — « Nous n'avons pas de terroristes, pas de problème de drogue, par de conflits politiques, pas de manifestations de rue », constatait M. Martti Grönfors de l'université d'Helsinki, — tous les pays ont saisi le prétexte du terro-

De notre envoyé spécial

risme pour chercher à se doter de législations restrictives des libertés.

« Law and order » c'est le maître-mot du ministre de l'Intérieur des Pays-Bas — a dit M. Jan Holvast de l'université libre d'Amsterdam, — comme de celui de Norvège, ont ajouté MM. Hakon Lorenzen de l'université d'Oslo et Thomas Mathiesen de l'université de Tromsø. En Allemagne aussi, le ministre de l'Intérieur cherche à réformer les

codes pour accroître les pouvoirs de la police, notamment en matière de perquisitions. Quant à la Grande-Bretagne, qui s'est dotée, en 1974, de lois anti-terroristes, elle a vu depuis l'arrivée au pouvoir des

conservateurs la police grignoter de nouvelles prérogatives — pour la

garde-à-vue et la répression des manifestations notamment, — qu'on

voudrait là-bas voir encore élargies par des possibilités plus vastes d'intervention préventive contre les

actions terroristes et criminelles. C'est dire qu'en évoquant le projet de loi « sécurité et liberté » de

M. Alain Peyrefitte, M. Karl Van Meter, de la revue Actes, ne pouvait pas bouleverser son auditoire.

A côté de l'arsenal législatif, celui des forces de police a pu aussi se

renforcer au nom du même anti-terrorisme. Il n'est plus guère

aujourd'hui de police qui ne possède ses unités spéciales, entraînées et

équipées pour des missions d'élite anticriminelles, qu'elles s'appellent

A-Group au Danemark, G.S.G.-9 en

Allemagne, ou encore S.A.S. (militaire) en Grande-Bretagne. Préparées à

des situations pouvant aller jusqu'à la guerre civile, il arrive cepen-

dant qu'elles interviennent dans des conflits politiques et sociaux. En

Norvège, la section spéciale anti-terroriste a servi lors de grèves ou

contre des manifestations de masse. Les A-Group danois ont été photo-

graphiés en civil et armés de matraques aux abords de nou-

vements de rue. Aux Pays-Bas, des unités spéciales à vocation illumi-

nale anti-terroriste se sont vu confier des actions contre les squatters et

les militants antinuclears. Et en

Grande-Bretagne, où l'on a refusé, au

début des années 70 de créer, pour

le maintien de l'ordre public, une « troisième force » entre la police et

l'armée (l'équivalent des C.R.S. françaises), les Special Patrol Groups (S.P.G.), nés en 1965, à Londres, et

étendus depuis à tout le pays, dotés, en 1972, d'une structure paramilitaire,

représentent maintenant une force de

milieu trois cents hommes qui dépend directement de Scotland Yard. Initialement chargés, eux aussi, de la lutte antiterroriste, ils ont vu leur rôle dévoyé jusqu'à l'intervention sur des manifestations « dans lesquelles des militants étaient supposés causer du désordre » et même dans « les conflits du travail impliquant les dockers et les ouvriers du bâtiment », selon les propres termes du rapport du « commissaire » de Scotland Yard pour 1972.

Libertés en peau de chagrin

Ainsi dans presque toute l'Europe au nom de principes habilement

exploités l'espace de liberté se transforme en peau de chagrin. Et la

seule lueur dans ce sombre tableau

vient finalement du pays qui — l'Ir-

lande du Nord mise à part — se

trouve le plus directement concerné

par un véritable terrorisme : l'Italie. Là-bas, depuis dix ans, se mène un

combat pour une réforme de la

police, une réforme qui irait cette

fois dans le sens d'une démocratisa-

tion de l'appareil et d'une modernisation — sans attente, bien au

contraire, aux libertés des citoyens — des conditions de travail des

trois mille policiers officiels et privés qui assurent l'ordre dans ce pays. Un

projet qui ne va pas sans déplaire à la haute hiérarchie policière fort

satisfaite apparemment de la situation

actuelle. M. Franco Fedeli, un

journaliste romain qui lui-même mène le combat dans sa revue Nuova pol-

izia, diffusée à cinquante mille exem-

plaires, est venu expliquer les deux

principes qui devraient régir la police

italienne de demain : « Premièrement, mieux vaut avoir une loi douce appli-

quée qu'une loi dure qui reste sur le papier ; deuxièmement, une police

ne doit pas être une armée d'occu-

pation. »

M. Fedeli a souligné que dans la

conscience de la population, la police

cesse d'être synonyme de violence

d'Etat et que, pour ce faire, elle soit

totallement réorientée vers ses tâches

originelles de sécurité publique, que

ses fonctionnaires par un meilleur

emploi retrouvent la confiance des

citoyens — ce qui pourrait amener

à terme une meilleure prévention du

phénomène terroriste (dont il n'a pas

coché qu'il ne vivait dans son pays

que grâce à des complaisances au plus

haut niveau de l'Etat).

M. Fedeli a été applaudi. Mais

a-t-il été entendu ? Entre le modèle

du Nord et celui du Sud, la future

Europe des polices n'a-t-elle pas

déjà choisi ?

JAMES SARVIN.

JUSTICE

AU TRIBUNAL DE PARIS

Un magistrat au banc des prévenus

Si l'on en croit le président de la 11^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris, M. Jean-Michel Guth, plus rien ne l'étonne. Il a déjà vu défiler au banc des prévenus des préfets, des généraux, des P-D.G. de banque, voire même un évêque. Lundi 30 juin et mardi 1^{er} juillet, c'est à un magistrat qu'il a eu affaire. Un substitut du tribunal de Bobigny (Seine-Saint-Denis), M. Henri Monnet, âgé de soixante ans, faisant depuis peu de temps l'objet d'une mesure d'interdiction provisoire en raison d'une inculpation pour escroquerie remontant à l'automne 1978 (le Monde du 22 octobre 1978).

Certes, les faits qui lui sont reprochés n'ont pas été commis à l'époque où, du haut de son estrade, il demandait l'application de la loi, mais alors qu'il était avocat inscrit au barreau de Paris. La plainte déposée contre lui le 14 mai 1974 et les sommations à payer qui commencent à pleuvoir au début de l'année 1975 ne l'ont certes pas empêché d'entrer dans la magistrature le 4 mars 1975 et d'être nommé substitut à Bobigny. Le recrutement « latéral », si cher au ministre de la justice, a quelquefois des ratés. Mais qu'importe ! Après tout, il n'est reproché à M. Monnet que d'avoir escroqué la bagatelle de 353 000 F. Comment cela ? Le mécanisme est à vrai dire des plus simples.

Spécialisé dans les affaires internationales, cet ancien avocat du barreau d'Alger avait eu l'idée de créer à Montréal (Canada) une société chargée de restructurer complètement les studios et la production cinématographique française, belge, canadienne, voire internationale : la compagnie Brevont-Productions. Ce qui devait devenir un consortium capable de rivaliser avec Hollywood vit le jour le 13 juillet 1970 grâce au versement par la banque Mirabaud de Genève d'une somme de 47 505 dollars canadiens (environ 176 000 F). Déposée par M. Monnet lui-même et un mystérieux investisseur sur un compte à numéros.

« Comme dans un bal »

D'où venait l'argent ? On ne le saura jamais. L'identité de l'investisseur restera secrète, ainsi que l'origine des fonds. La banque Mirabaud n'assura, en fait, que le transfert des fonds et ne prit jamais de participation dans cette société, comme le fit croire M. Monnet. Les actions furent distribuées. Jean de Broglie en acheta une pour la valeur d'un dollar canadien. M. Robert Dorfmann, producteur, fut nommé vice-président et M. André Moussy, dit « Nivernais », en raison de ses origines, acquit le titre de directeur général.

Mais la société n'était qu'une façade, les administrateurs des pré-noms et le nouvel Hollywood ne fut que de carton pâte. La compagnie Brevont n'avait pas de comptabilité, les procès-verbaux des conseils d'administration étaient signés avec deux ans de retard, et cette société ne figurait même pas dans l'annuaire téléphonique. Elle était, en réalité, destinée à obtenir de divers prêteurs des sommes d'argent dans la but d'assurer le financement de ce complexe cinématographique dont l'investissement prévu était de 400 millions de francs.

M. Henri Monnet, qui n'apparaissait pas dans les structures administratives de la société, était, en réalité, selon l'accusation, le maître de l'affaire. Quant à M. André Moussy, cinquante-huit ans, également inculpé et accusé d'avoir escroqué 748 000 F, il était chargé « d'établir les plans technique, industriel et économique, la réorganisation de l'industrie cinématographique ». Se disant romancier, il cria haut et fort que ses projets étaient sérieux et qu'il « s'en était fait rouler par des coquins ». Petit, volubile, il joue parfaitement le rôle de l'escroc, qui se dit lui-même escroqué.

Mais comment réaliser un si vaste projet avec un aussi maigre capital ? On décida donc de l'augmenter de 50 000 à 4 millions de dollars canadiens. M. Henri Monnet, qui se présentait comme le conseil de la banque Mirabaud, affirma que collectif s'engageait à participer aux augmentations de capital sur la base de 75 % et fit éditer une plaquette dans laquelle, selon lui, des sociétés importantes comme Philips, Siemens, Agfa-Gevaert, la banque suisse Lombard Odier, faisaient état de prises de participation. En réalité, ces sociétés avaient seulement manifesté un intérêt « de fournisseurs et non d'investisseurs » dans la société Brevont. Ce qui n'empêcha pas les incipies d'utiliser leurs noms pour se faire remettre d'importantes sommes d'argent. La machine était en marche. « C'est comme dans un bal, dira le

président, M. Guth, il suffit qu'un couple se lève pour que les autres suivent. » Au total, 1 779 563 F furent escroqués et se sont évaporés en honoraires, frais de déplacement et financement d'études fictives.

Un ingénieur, M. Philippe Duval-Fleury, quarante et un ans, travaillant à l'époque à la banque Paribas, se laissa également piéger. Devenu trésorier de la société Brevont, il ouvrit également à faire rentrer de l'argent, collectant des fonds jusque dans sa propre famille. Inculpé en raison du fait qu'il savait qu'une partie des investissements avait été dilapidée, il se défend aujourd'hui d'avoir mis « le moindre sou » dans sa poche. C'est lui cependant le premier qui porta plainte, le 14 mai 1974, contre ses associés. Quant à Henri Monnet, dont M. Moussy ira jusqu'à dire qu'il était le frère d'un homme politique important (Georges Monnet, le père de l'Europe) pour mieux tromper les pigeons, il reste le plus souvent silencieux. Il indique simplement que son rôle s'est cantonné à donner

des conseils pour la mise en place de cette société bidon et qu'il n'avait jamais participé à ses activités. Si tant est qu'elle en ait eu, répétant sans cesse que « la législation canadienne est extrêmement libérale ».

Le substitut, M. Antoine Bartoli, ne fut pas tendre pour son confrère : « Je ne suis pas là, à-t-il, pour donner mon opinion sur les méthodes de recrutement de la magistrature. Mais force est de constater que la justice est en position d'accusée, qu'elle est mise en mesure d'être battue, vilipendée par celui dont l'impérieux devoir était de la servir et non de l'asservir à ses propres besoins ! » M. Bartoli a requis contre M. Monnet une peine d'emprisonnement de deux ans partiellement assortie du sursis, ainsi qu'une amende et une peine de douze à quinze mois d'emprisonnement également assortie pour partie du sursis avec une amende contre ses deux coprévenus. Le jugement sera rendu à l'automne.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Un jeune homme poursuivi pour violences à agent
Les « civils » et le badaud

Quelle version retenir ? Celle des policiers ou celle de M. Dominique Ferret ? Lui, ou eux ? A défaut de certitude, faut-il, au bénéfice du doute, également repousser l'une et l'autre ? Tels furent les termes du débat, mardi 1^{er} juillet, devant la dixième chambre de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Raymond Le Floc'h.

La cour avait devant elle M. Ferret, un jeune homme de vingt-deux ans au casier judiciaire vierge, animateur attaché à la mairie de Chelles (Seine-et-Marne), soutien de famille et syndiqué à la C.G.T. M. Ferret comparait en appel, à sa demande, après avoir été condamné, en février 1978, le 2 mai, à un an d'emprisonnement dont quatre mois avec sursis pour violences et voies de fait contre des agents de la force publique (le Monde daté 4-5 mai).

Lui, d'abord (première version). C'est le 1^{er} mai et il revient de la manifestation de la C.G.T., place de la République. Vers 16 h. 45, il arrive avec un ami place Saint-Michel. Un municipal y régle une cinquantaine de badauds. Deux hommes en « civil » s'en prennent alors, on ne sait pourquoi, à un « Alricain ».

M. Dominique Ferret intervient. L'un des « civils » le frappe, il répond. Mais voilà, le « civil » est un policier en « bourgeois », et tout se passe mal. Les « civils » s'acharnent, il s'échappe, ils le rattrapent... Au commissariat, on lui dit : « T'es pas de chance, on a un collègue blessé. On va s'arranger pour te le coller. » Au tribunal de Paris, on lui dit : « Vous avez le droit à l'assistance d'un avocat. » Mais il n'y en a pas. On le rassure : « Ce n'est pas grave. Avocat ou

pas avocat, cela revient au même. »

Eux, les policiers (deuxième version). Ils sont en faction place Saint-Michel, des gardiens de la paix et dix « civils ». Ils observent un « rassemblement d'anarchistes », des gens « assez véhéments », dit le rapport du gardien Mégrat. Ils essuient des jets de pierres et reprennent un loup : Dominique Ferret.

Un pavé dans une main (ou une pierre), une matraque dans l'autre (à moins que cela soit un balai ou un manche de pioche), il bousse à la cheville un gardien de la paix, un autre à la main, puis un autre, légèrement au front. Les « civils » l'arrangent mais Ferret nie tout. Les « civils », eux, continuent. Le gardien Laurant, d'abord, qui souffre d'un arrachement osseux à la cheville (soixante-quinze jours d'arrêt de travail) ; le gardien Mégrat ensuite, blessé à la main, qu'on lui a volumineusement pansé pour aller au tribunal, le 2 mai, mais qui a tout de même pu taper et signer son rapport, de la même main.

Lui, eux, qui croient ? « Lui », ont répondu M^{rs} Antoine Conte et Bernard Andreu, ou si vous préférez, pas eux. A l'appui de leur demande, les avocats ont cité quatre témoignages et des photographies de « civils », piétoient au poing, ce jour-là, place Saint-Michel, photographes non contestés.

Qui croire ? « Eux », a dit le substitut du procureur général, M. Olivier de Saint-Blancard, qui a demandé la confirmation de la peine. « Vous êtes là pour maintenir l'ordre dans nos rues », lui dit-il.

La cour rendra son arrêt le 8 juillet.

LAURENT GREILSNER.

Face à face avec BMW.

L'assistance BMW:
vous êtes en dessous
de la vérité.

Lorsqu'on roule en BMW, on est toujours protégé. Parce que le réseau BMW, c'est 200 concessionnaires et agents en France, capables d'intervenir sur n'importe quelle BMW. C'est aussi Mondial Assistance, que seul BMW offre gratuitement à tout nouveau possesseur de BMW neuve ou d'occasion de moins de cinq ans.

24 heures sur 24, un coup de fil et l'on est sûr d'être dépanné, assisté, secouru en cas de difficulté.



Le plaisir de conduire.

16 modèles de 9 à 20 CV, à partir de 49 068 F.
(Tarif BMW en vigueur au 1.04.1980).
BMW France Informations: Tél.: (0) 66-41.13.13, poste 34.72.

MEDECINE Pharmacie
Documentation sur demande

Septembre
Recyclage scientifique
Octobre à Juin
Préparation « Plein-Temps »
Soutien au PCEM 1

IPEC Enseignement supérieur privé
46, bd Saint-Michel, Paris 6
Téléphone : 633.81.23/329.03.71/354.45.57

CHAUVES!
LA MICRO-PEAU EXISTE.
IL SERA DIFFICILE DE FAIRE MIEUX.
DANIEL VERPANTILIE

Nous pouvons enfin vous faire bénéficier de la dernière technique pour remplacer définitivement les cheveux perdus!

Entretien toutes marques.

Renseignements confidentiels à:
Institut MEN'X
30, rue Cambodjès 75008 Paris
(M^o Miromanville) Tél.: 266.07.06
Consultation de 14 h 30 à 18 h sur rendez-vous.

هكذا من الأصل

Miele

FAITS DIVERS

Un trafiquant d'héroïne écroué.

LA FIN D'UNE RUMEUR

La Cour de sûreté de l'Etat a condamné samedi 23 juin MM. Antoine Graziani à huit ans de réclusion criminelle, Antoine Mariani et Jean Gueguen à quatre ans de réclusion criminelle, dont deux avec sursis (nos dernières éditions du Monde datées 23-29 juin). Ils étaient poursuivis pour avoir été les auteurs ou les complices de vingt-quatre attentats par explosifs commis à Paris dans la nuit du 30 au 31 mai 1979.

D'autre part, trois attentats ont été commis dans la nuit du samedi 28 au dimanche 29 juin, à 19 heures, à la gare de la rue de la Casse, qui ont entraîné la mort de 12 personnes et la blessure de 15 autres. Les attentats ont été perpétrés par des membres du R.P.R. M. Arzi avait été interpellé la semaine dernière, puis remis en liberté après avoir été proposé comme témoin. Les réseaux anticomunistes français. Ensuite un autre attentat a été commis, à la gare de la rue de la Casse, le 30 juin, à 19 heures, par des membres du R.P.R. M. Arzi avait été interpellé la semaine dernière, puis remis en liberté après avoir été proposé comme témoin. Les réseaux anticomunistes français.

Amiens, jeudi 25 juin, à Amiens dans une fosse d'aisance, un numéro de la revue *Le Monde* de 1968 milie des restes d'une jeune femme qui a été identifiée grâce à son alliance comme étant Jeanne Francine Standaert, vingt ans, mariée à un officier allemand à ce qu'on avait appelé à l'époque la « rueur d'Amiens ». Cette jeune femme avait été déportée en Allemagne. Une rueur avait alors couru dans la ville laissant entendre que plusieurs jeunes femmes avaient été déportées. On a retrouvé cadavre à Targuier en Allemagne qui s'end. Les Américains juifs saluent plus ou moins. Une fois, une contre X... avait alors été déposée par Mme Bianche Dubois sur la tombe de son mari, le 6 juin 1945. Une fois, cette injure (« le Monde », daté 6-8 mars 1978). Le procureur de la République avait publié un communiqué de presse sur cette campagne de malveillance.

En réalité, une seule personne avait disparu. Ce sont ses restes qui ont été retrouvés la semaine dernière. Elle avait été tuée d'un coup de couteau par un jeune homme de dix-sept ans parce qu'elle refusait de se laisser embrasser. Celui-ci, Gilbert J., soigné à l'hôpital psychiatrique d'Amiens depuis 1976, a reconnu les faits. Il s'en était également pris en 1973 et 1974 à plusieurs jeunes femmes. L'une d'entre elles avait été gravement blessée alors qu'elle marchait au bord d'une route après qu'il eut tenté de l'étrangler avec sa voiture. — (Corresp.)

● **En marge des incidents** — M. Frédéric Fournier, vingt ans, étudiant, inculpé le 16 mai par M. Claude Hanolet, juge d'instruction à Paris, pour avoir commis des actes de violence à l'égard d'un agent de l'administration, a été remis en liberté le 30 juin. La chambre d'accusation a décerné contre lui le 28 mai un mandat de dépôt, qui fut exécuté le 27 juin.

● *Un homme qui tenait deux Américains en otages, dans une agence bancaire de Würzburg, en Allemagne fédérale, a été abattu par des tireurs d'élite d'une unité anti-terroriste ouest-allemande, le 1^{er} juillet. Les otages sont sains et saufs. — (Reuter.)*

● **Colls radiactifs** pour des députés bretons. — Trois députés bretons, à majorité, MM. G. Guézennec, Eugène Bessi et Marcel Becam Mme Sylvie Leroux et plusieurs magistrats ont reçu par la poste des pastilles de couleur faiblement radioactive, qualifiées de « symboles d'un développement économique que nous rejets, car il ne nous apporte rien d'autre que l'aliénation ». Les destinataires de ces colls ont, soit exprimé leur soutien au projet de loi de Floquet, soit participé aux débats, soit déclaré qu'ils s'étaient opposés au déroulement de l'enquête nucléaire.

L'ENLÈVEMENT DE M. MAURY-LARIBIÈRE

Déploiement de forces autour de Confolens

De notre envoyé spécial

Confolens (Charente). — La police, qui depuis le samedi 28 juin, jour de l'enlèvement de M. Michel... — Carrière, n'avait pas manifesté aucun mouvement de présence tant à Confolens que dans les environs immédiats, a brusquement changé d'attitude dans la journée du mardi 1^{er} juillet, jour fixé par les ravisseurs pour une reprise de contact avec la famille de leur otage. L'activité déployée par les enquêteurs permettait de penser à l'imminence d'une opération pour laquelle ont été réunis des moyens

Non seulement on a vu circuler sur les routes de la région les voitures banalisées des hommes du service régional de la police judiciaire de Bordeaux ainsi que ceux de l'Office central de répres-

place sous l'autorité du commissaire Fleggrini, mais encore on a vu bel et bien arriver les effectifs d'une compagnie républicaine de sécurité de Poitiers et ceux d'une escadron de gendarmes mobiles venus de Toulouse et qui ont établi leur campement dans un col-

Cette soudaine effervescence paraissait bien signifier que les enquêteurs n'excluaient plus l'éventualité d'une remise possible et imminente de la rançon de 3 millions de francs exigée par les auteurs de l'enlèvement dans un message qu'ils ont laissé à l'intention de la famille. Or tout au moins celle d'une recherche de « contact » de la part de ceux qui détenaient M. Maury-Larivière et dont on continue de penser qu'ils sont demeurés dans la région.

Cependant, tout au long de cette même journée du 1^{er} juillet, la famille de M. Maury-Larbière a continué d'affirmer qu'elle n'avait reçu aucun appel lui permettant de croire qu'elle avait affaire à ceux qui détournent l'industriel charentais. Elle a répété qu'il était exclu pour elle de satisfaire les exigences des ravisseurs tant que ceux-ci ne lui auraient pas fourni « une preuve tangible » de l'intégrité physique de son fils. Elle a également insisté sur le fait qu'elle ne pouvait pas croire que son fils ait été enlevé par des personnes qui ne lui ont pas communiqué leur nom.

d'espérer. Mais dire que la remise de la rançon est exclue tant que cette preuve ne sera pas fournie, implique qu'une fois remplie cette condition la rançon sera bel et bien remise et, par voie de conséquence, que la somme nécessaire est déjà, sinon réunie, du moins susceptible de l'être sans difficulté. « De ce côté, devait même préciser M. Manuel Maury-Larivière, l'un des fils du président-directeur général des Tulleries et briqueteries de France, il n'y aura aucun problème. »

Pour les enquêtes, de tels propos peuvent suffire à expliquer l'état d'alerte dans laquelle ils se sont maintenant placés. Mais peut-être disposent-ils en outre d'éléments complémentaires pour les conforter dans l'idée que les auteurs du rapt pourraient parvenir à leurs fins à leur nez et à leur barbe, ce à quoi ils ont pour mission première de s'opposer.

Chacun continue donc de jouer sa partie. Car si la famille, bien unie, continue d'assurer qu'elle se désintéresse de la police, qui a fait tous ses travail et que nous ne voyons pas y a la police, elle ne peut se passer de la police, elle a fait et elle peut encore faire cette même famille. On ne saurait même pas dire qu'elle se cache. Car, depuis deux jours, il y a au moins une maison qu'on surveille. C'est celle de la famille de la Goutte, dans le quartier de la Goutte, dont, au reste, les locaux de la gendarmerie sont tout proches. C'est celle, sur la route de Ruffec, à 4 km de là, en pleine campagne, du frère de M. Michel, le frère de la femme de la Goutte, Larrière, exploitant agricole de son état.

Il y a là, en permanence, au bord de la route une camionnette blanche de la gendarmerie dont les occupants munis de jumelles relèvent consciencieusement les numéros de toutes les voitures qui s'arrêtent ou paraissent s'attarder aux alentours de la ferme. Il faut dire que c'est à M. Jean Maury-Larivière que fut adressé le coup de téléphone qui démentait, la veille, le démenti de l'Organisation Action directe adressé à l'Agence France Presse. On ne saurait rien préciser. — J.-M. Th.

La « bavure » de l'avenue de Saint-Mandé

**LE POLICIER QUI AVAIT TUÉ
DEUX JEUNES AUTOMOBILISTES
A PARIS ÉTAIT EN ÉTAT
D'IMPREGNATION ÉTHYLIQUE
CHRONIQUE.**

Deux experts, médecins légistes, les docteurs André Depongne et Jacques Bailly, viennent de remettre à M. André Morenchand, premier adjoint du procureur général, le tribunal de Paris un rapport accablant pour un motard de la préfecture de police, M. Patrick Syre, 35 ans, domicilié à Paris, la nuit du 13 au 13 mars 1978, avait tenté, avenue de Saint-Mandé à Paris (20^e), Alain Chansin, 32 ans, domicilié à Paris, et Bernard, trente-quatre ans (*le Monde* du 14 mars 1978), qui circulaient à bord d'une moto, de tuer un policier. Le premier avait eu un léger accident boulevard de Sébastopol avec un taxi dont le chauffeur avait été blessé. Le second, puis la préfecture de police indiquant qu'il avait affaire à des « *matouilleurs armés* ». Le chauffeur avait été blessé. Le premier avait pris la fuite. Le motard de la préfecture de police les avait arrêtés. Les deux hommes ont été mis à six reprises sans sommation.

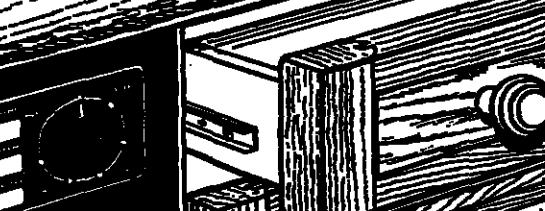
Les experts ont examiné les conditions psychologiques et physiques dans lesquelles M. Patrick Evra — qui a été suspendu de ses fonctions avec traitement — a tenu compte de son état de santé au rapport que le motard a écrit lors d'être dans un état normal pour toutes sortes de raisons : « son état de santé est satisfaisant », « 0,87 grammes par litre, c'est est apparu, à l'évidence, souligne le rapport, que celui-ci présentait indiscutablement des signes d'impairissement », « l'absence de même subitiqué. Cette imprégnation pathologique est susceptible à elle seule d'entraîner des perturbations psychomotrices et perceptives », « le motard n'a noté aucune réduction de la maîtrise de soi. »

Le parquet de Paris a immédiatement demandé une contre-expertise du rapport des deux

PHARMACIE

IPESUP Stages de préparation en septembre
Encadrement annuel par matière
Ens.sup.privé 18 rue du Cloître Notre Dame 75004 325.63.30

des cuisines
Miele
se regardent
de près



Conception rationnelle,
finitions soignées.
modèles très diversifiés... Miele
applique à ses cuisines, comme à ses autres
productions, la passion du travail bien fait, le souci
de la fiabilité et de la robustesse.

Allez les voir chez:

MIDS 5, boulevard Raspail
75006 Paris-Tél. 222 21.25.
Métro : rue du Bac
Ouvert du lundi au samedi,
de 9 h à 19 h

Miele

La passion de l'exigence.

**MARYLAND
YES!
JA!
OUI!**

Dans tout l'Europe des hommes d'affaires disent « oui » aux occasions offertes par le Maryland, Etats-Unis. Plus de 125 sociétés étrangères y sont déjà présentes. Nous vous offrons des avantages nombreux et importants : un réservoir bien équilibré de main-d'œuvre, une localisation stratégique près du sommet du triangle New-York - Atlanta - Chicago, le port de Baltimore, plus proche du Middle West que n'importe quel autre port de la côte est, une économie résistante à la récession grâce à nos industries diversifiées et un excellent réseau de transport comprenant trois aéroports de premier plan.

Des encouragements financiers intéressants, une formation professionnelle et d'autres avantages sont dès maintenant à votre disposition.

Pour plus de renseignements, renvoyez le coupon ou prenez contact avec George Van Buskirk, directeur pour l'Europe, Etat de Maryland, rue Defacqz 78, BTE 6, 1050 Bruxelles, Belgique, tél. (02) 539-03-00, télex 64317.

Vous l'avez vu ? COL 7
 Veuillez m'adresser des renseignements supplémentaires sur les occasions de prospecter pour les entreprises dans le Maryland.

Nom _____
 Société _____
 Adresse _____

***IST**
INSTITUT SUPÉRIEUR
DE TOURISME

**Préparation aux
carrières du Tourisme
et des Loisirs**

- Vétérans militaires
- guides touristiques
- accompagnateurs
- responsables de produits voyages
- responsables de l'animation
- attachés de relations publiques
- responsables du marketing

Formation sanctionnée par
diplôme d'Etat: BTS de Tourisme

Programme

- Enseignement vivant par études de cas réels avec la participation de professionnels de ces disciplines.
- Jeux d'entreprises
- Travaux de groupe
- Enseignement des langues en laboratoire par magnétophone et vidéo-cassettes
- Enseignement en alternance: stages, études, stages, études, etc.

Possibilités de stages internationaux pendant les études.

Centres associés à: Bruxelles, Lausanne, Londres, Madrid, Stuttgart

Je désire recevoir une
documentation gratuite sur
votre enseignement.

nom _____
prénom _____
âge _____
adresse _____

***IST**
Etablissement privé d'enseignement supérieur
Groupe IPSA
71, Fg St-Honoré - 75008 PARIS
256.66.82 - 256.32.47

**soleil ?
vos yeux
méritent
LEROY**

OPTICIEN

du lundi au samedi inclus
104, Champs-Élysées
11, bd du Palais
158, rue de Lyon
147, rue de Valenciennes
14, bd Haussmann
5, place des Terres
27, bd St-Michel
127, bd St-Antoine
30, bd Berlioz

UNE CARRIÈRE
avec ou sans bac
(niveau terminale)

- PUBLICITÉ
- TOURISME (T.V. - A.T.)
- RELATIONS PUBLIQUES
- DISTRIBUTION-RESTAURANT-Commerce

2 ans - statut étudiant

**Préparation aux
Brevets de
Techniciens
Supérieurs
(diplôme d'Etat):**

- B.T.S. Publicité
- B.T.S. Tourisme (2 options)
- B.T.S. Distribution-Commerce
- Relations publiques

ÉTABLISSEMENT PRIVÉ
D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE
SUPÉRIEUR

EPPREP 10, rue de la
Champ-de-Mars
75008 Paris
Tél. 770.61.60
Métro: Richelieu-Drouot

ÉDUCATION

UNE EXPÉRIENCE DANS LA CLASSE DE TROISIÈME

Des collégiens en entreprise

Pour-on, à quinze ans, « découvrir le monde du travail » en séjournant une semaine dans une entreprise ? Nul ne le sait encore car l'expérience est nouvelle : pour la première fois cette année, des collégiens de troisième (1) ont pu, à la demande du ministère de l'Éducation, passer quelques jours (2) à regarder vivre des adultes au travail — autres que leurs professeurs.

La classe de 3^e B du collège Jean-Rostand, à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) a été dispersée dans dix-huit entreprises de la région parisienne, du 18 au 20 juin. On a laissé les élèves choisir leur terrain de stage — parmi ceux que professeurs et parents avaient pu découvrir. Et les élèves ont voulu les entreprises considérées comme « nobles », c'est-à-dire la presse, la télévision, la recherche médicale, etc. Et l'on a d'abord boudé les travaux ingrats, comme la blanchisserie ou les services municipaux.

Bien vite, cependant, les jeunes stagiaires ont modifié leur point de vue. « Pour moi, la blanchisserie, c'était une table et un fer à repasser, avoue un garçon. Je ne savais pas qu'il y avait des gens qui travaillent dans les entreprises avec toutes sortes de services. » Il a apprécié cette taille industrielle, qui lui a permis de « ne jamais rester plus d'une demi-journée dans le même service ».

Une collégienne a fait la découverte inverse, dans une pharmacie. « Le métier est très répétitif, dit-elle, et il y a beaucoup de clients qui exigent. Je m'étonne qu'on accepte de faire autant d'études pour servir ensuite des gens pareils. » Encore une illusion

qui tombe. Le prestige de la blouse blanche terni en une semaine au comptoir ! D'autres sont confirmés dans leur sentiment. Fascinés par le petit écran, ils découvrent que « la télé, c'est plus intéressant derrière que devant ». Et ce collégien, tout juste remis de son expérience, avoue que quand « on voit la télé, on s'imagine pas ce qu'il y a derrière ».

L'un court, l'autre long
Trop long ou trop court, ce stage d'une semaine ? « Trop long », coupe sans hésiter le garçon placé chez un fourneur. Les autres, à l'exception de la journée de huit heures, « Trop court », répondent, car ils ont été complètement désemparés les premiers jours parce que la personne chargée de l'accueillir devait recevoir sept cents candidats à un emploi indéterminé pour les mois d'été. « Le dernier jour a été formidable », reconnaît-elle. Mais c'était trop tard : il fallait reprendre le chemin du collège.

Car le stage n'était en aucune manière un préstage scolaire. Au contraire : chacun a dû faire un rapport qui servira, non pas à évaluer ses capacités — les orientations sont déjà faites, mais à apprécier la valeur pédagogique du court séjour en entreprise.

Les tuteurs de stages — improvisés — estiment généralement que des élèves de ce âge sont trop jeunes pour profiter pleinement de l'expérience. « Comment expliquer des recherches sur la myopathie à des gosses qui n'ont jamais fait de chimie sérieuse ? », observe une chercheuse de laboratoire médical. Un paysagiste, pour sa part, a noté une « très nette baisse de régime à la mi-juillet ». Les collégiens se fatiguent vite. Leur attention fléchit dès le début de l'après-midi. Beaucoup préconisent donc le milieu-jour, jugé plus compatible avec la capacité d'attention de jeunes adolescents, et plus compatible aussi avec les obligations professionnelles.

Les professeurs, eux, ont été conquis. « J'aurais bien fait le stage avec mes élèves », dit un professeur de mathématiques. Beaucoup ont en effet découvert à leur tour le monde de l'entreprise, devant rendre visite à leurs élèves pour suivre le déroulement de l'expérience. Et certains ont manifestement apprécié la coupure. Ah ! voir ses élèves ailleurs qu'enrhumés dans des classes !

Quant aux élèves, ils ont compris l'intérêt de continuer leurs études. Comme l'a dit érudiment « l'élève de la classe de troisième, je ne suis pas resté dans une blanchisserie ».

ROGER CANS.

(1) L'expérience a porté sur cinq collèges : Jean-Rostand à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), Pictet à Tourville (Manche), Jean-Macé à Perpignan, Neuville-aux-Bois (Vosges), collège du Jardin des Fleurs à Poitiers.

(2) De deux à cinq jours.

DÉFENSE

M. Mitterrand juge « surprenante » l'attitude de M. Giscard d'Estaing sur les euromissiles

M. François Mitterrand a été informé, mardi 1^{er} juillet, avec l'accord du président de la République, des données techniques relatives à des armes nouvelles, par quatre experts en matière de défense.

Le premier secrétaire du P.S., qui souhaitait obtenir une telle information, a ainsi reçu à son domicile MM. Jean-Marie, député général pour l'armement, le général Coutances, et le contre-amiral Louzeau, de l'état-major des armées, ainsi que M. Le Febvre de Saint-Germain, directeur du centre de prospective et d'évaluation du ministère de la Défense.

M. Mitterrand évoque, mercredi 2 juillet, ces questions de défense dans une interview publiée par le quotidien. Ouest-France. Le chef de file des socialistes juge « surprenant » que M. Giscard d'Estaing ait abordé ces questions « sans dire un mot des fusées américaines Pershing » : à ses yeux, engager une négociation « pour geler » ces deux armes « est une priorité ». M. Mitterrand rappelle que, selon lui, les fusées soviétiques représentent une menace pour la France, « Je ne dis pas que l'O.R.S.S. ait l'intention de s'en servir, ajoute-t-il, mais le fait qu'elle le puisse suffit pour peser sur nos choix, ce qui est inacceptable ».

A propos de la crise afghane, M. Mitterrand indique qu'il ne croit pas à « une solution hors un statut de neutralité ».

L'Humanité du mercredi 2 juillet commente la visite des experts militaires chez M. Mitterrand en écrivant notamment : « La faveur accordée à F. Mitterrand par M. Giscard d'Estaing s'explique tout naturellement par l'identité de vues des deux personnages sur les problèmes de défense, mise en évidence ce matin encore dans une interview accordée par le premier secrétaire du P.S. à Ouest-France. (...) »

« D'accointances particulières, on en vient maintenant à une franche collaboration. »

La marine nationale comprendra à l'horizon 2000 cent trente-six navires de combat et de soutien

Deux ans après son approbation par un conseil de défense présidé par le chef de l'Etat, le plan d'équipement naval à long terme de la marine nationale est rendu public par l'état-major dans le dernier numéro de la Nouvelle Revue maritime. Ce plan prévoit que la France devrait disposer, à l'horizon 2000, de cent trente-six navires de combat et de soutien, non compris les sous-marins nucléaires lance-missiles et une flotte de bâtiments plus légers pour des missions civiles.

C'est la première fois que l'état-major de la marine nationale donne des précisions sur son plan d'équipement, qui a été adopté par un conseil de défense de juin 1978. Depuis, le gouvernement, malade des réclames, a réitéré de nombreux parlementaires, s'étant refusé à en communiquer les grandes lignes. Il a fallu l'insistance obstinée de certains rapporteurs de la commission de la défense à l'Assemblée nationale pour que M. Bourges, le 5 novembre dernier (le Monde daté 7 novembre 1979), accepte de donner, à un cercle restreint de députés, quelques précisions sur ce plan naval d'équipement.

Aujourd'hui, dans la Nouvelle Revue maritime de juin, l'état-major rend public « le volume de l'effort d'équipement naval continu, défini en juin 1978 par le président de la République » et destiné à préparer la marine pour l'horizon 2000.

La force de combat, dite « d'usage général », devrait comprendre trois porte-aéronefs (deux porte-avions et un porte-hélicoptères), dix-huit corvettes de lutte anti-sous-marin, neuf corvettes de défense anti-aérienne, dix-huit avisos et dix patrouilleurs. Les deux porte-avions actuels, Foch

et Clemenceau, devraient être remplacés après 1991, et depuis trois ans, précise l'état-major, des crédits sont affectés à des études sur la propulsion nucléaire des futurs porte-avions.

Cette force aéronavale sera complétée par cinquante-six hélicoptères légers, dix-huit hélicoptères lourds, et environ quatre-vingts avions embarqués. La force aérienne de patrouille maritime devrait comprendre quarante à cinquante avions.

La force de lutte anti-mines devrait disposer, à l'horizon 2000, de quarante bâtiments : chasseurs et dragueurs de mines. Une force sous-marine d'attaque est également prévue, avec dix sous-marins nucléaires et quatre sous-marins diesel.

Pour ce qui concerne la force dite de soutien, la marine nationale devrait posséder trois transports de chars de débarquement, six bâtiments de transport léger, six navires de soutien logistique, deux bâtiments-ateliers polyvalents, trois remorqueurs de haute mer et quatre pétroliers ravitailleurs. Enfin, il est prévu de constituer une force de surface de service public pour des missions civiles de protection et de lutte anti-pollution, avec onze navires dont la construction est estimée à 836 millions de francs entre 1981 et 1986.

« L'effort de la Revue maritime, juin 1980, 20 francs, 70, rue Saint-Lazare, 75008 Paris ».

Un pilote de chasse, le sous-lieutenant Lebeau, s'est tué mardi 1^{er} juillet, au cours d'un vol d'entraînement. L'appareil qu'il pilotait, un Mirage-III B de la 13^e escadre de chasse de Colmar (Haut-Rhin), s'est écrasé près de la localité de Thorey-Lanquety (Meurthe-et-Moselle).

(Publitéch)

STAGES POUR TRAVAILLEURS PRIVÉS D'EMPLOI

L'Université de Paris-VIII organise, d'octobre 1980 à juin 1981, les stages suivants :

- Cycle Formation de Formateurs : 375 heures.
- Formation d'Assistants du Commerce International : 800 h.
- Formation d'Assistants de Direction : 500 heures.
- Formation de Responsables d'Équipements Socio-Educatifs : 800 h.
- Gestion d'Entreprises : 480 heures.
- Informatique Appliquée aux travailleurs du livre : 250 heures.

Bonifications et inscriptions :

Université de Paris-VIII, service Formation Permanente
Route de la Vierge - 75571 Paris Cedex 12
Tél. : 374-12-50, poste 333 et 374-52-25
Inscription dès maintenant et jusqu'au 21 juillet 1980.

« A tout niveau d'études, une solution... »

Secrétariat - Gestion - Comptabilité

Préparation : C.A.P., B.E.P., Bac G, B.T.S., D.E.C.S.

ISEEC Institut des Sciences et des Etudes Economiques
et Commerciales du Cours Naudat
Ecole technique PRIVÉE

19, rue Jussieu - 75005 Paris - 707.13.38 et 337.71.16 +

ESM école de secrétariat
moderne
et des techniciens supérieurs
de l'entreprise

ENSEIGNEMENT PRIVÉ

**PRÉPARATION
AU BACCALAURÉAT DE TECHNICIEN G1 G3 F8**

**PRÉPARATION AU BREVET
DE TECHNICIEN SUPÉRIEUR DE DISTRIBUTION
ET GESTION COMMERCIALE
B.T.S.D.**

**PRÉPARATION AU BREVET DE TECHNICIEN
SUPÉRIEUR DE SECRÉTARIAT B.T.S.S.**

FORMATIONS ACCÉLÉRÉES DE SECRÉTARIAT

bon à découper et à retourner

ESM 4, place Saint-Germain-des-Prés, 75006 PARIS
Demande de documentation sans engagement
Tél. : 548.42.31

NOM _____
Adresse _____

ADMISSIONS AUX AGRÉGATIONS

• ESPAGNE : Mmes et MM. Athias Jean-Christophe (1^{er}), Bouzouf Jacob (2^e), Nèzi Patricia-Jeanette (3^e).

• RUSSIE : Mmes et MM. Louge Françoise (1^{er}), Weinstein Marc (2^e), Mouton Guy (3^e), Sallin (3^e), Lemaire Bernard (4^e), Rolet Serge (5^e), Roudet Denise (6^e).

• L'Académie

INDISPENSABLE AU PROGRÈS SCIENTIFIQUE, L'EXPÉRIMENTATION ANIMALE DOIT ÊTRE ÉTROITEMENT CONTRÔLÉE.

Lors de la séance du mardi 1^{er} juillet, l'Académie nationale de médecine, après l'avis du groupe de travail sur « les animaux de laboratoire », a adopté une résolution, à laquelle l'Académie a rappelé que l'expérimentation animale demeure « indispensable au progrès scientifique et au respect des prescriptions de la législation concernant les essais des médicaments, des additifs, etc. ». Elle a émis plusieurs vœux sur les modalités de cette expérimentation. Selon l'Académie, celle-ci ne doit être entreprise « qu'à des fins très précises », les dispositions prévues pour l'hébergement, l'entretien, des animaux et la réalisation des expériences doivent être « rigoureusement appliquées et respectées » et « les autorisations accordées aux seules fins d'enseignement dans les cycles primaires et secondaires », doivent être « retirées sans délai ».

L'Académie souligne aussi la nécessité d'un contrôle rigoureux de la provenance des animaux et d'une information objective et réitérée portée à la connaissance du public sur la nécessité de l'expérimentation animale contrôlée. Elle souhaite enfin que soient poursuivies les recherches *in vitro*, notamment sur cultures cellulaires, afin d'en évaluer les possibilités par rapport aux techniques classiques.

Lors de la même séance, deux associés étrangers ont été élus : M. Paul Vaccarezza, professeur à la faculté de médecine de Buenos-Aires et spécialiste de la tuberculose, et M. Marcolino G. Candau (Rio de Janeiro), ancien directeur général de l'Organisation mondiale de la santé.

BTS secrétariat trilingue

2 ans d'études

Admission sur dossier (niveau bac)

1 an de formation américaine au business

ISTEG

enseignement privé
107 rue de Reuilly
75012 PARIS
Tél. 340.56.46

COLLÈGE SÉVIGNÉ

établissement laïque d'enseignement privé

Contrat d'association avec l'Etat
28, rue Pline-Nicolas - 75005 PARIS (326-25-86)
fondé en 1880, géré par l'Association du Collège Sévigné

**DU JARDIN D'ENFANTS
AUX BACCALAURÉATS A, C et D**

- Pédagogie active et individualisée
- Attention vigilante portée aux élèves
- Contrôle continu des connaissances

COURS PÉDAGOGIQUES :
**PRÉPARATION AU CONCOURS D'ENTRÉE A L'ENI
ET AU DIPLOME DE JARDINIÈRE D'ENFANTS**

- Stages pratiques le matin dans différentes écoles
- Cours théoriques l'après-midi (pédagogie, psychologie, culture générale, activité d'élève, etc.).

PRÉPARATION AUX AGRÉGATIONS ET C.A.P.E.S.
(Lettres, Lettres modernes, Grammaire, Philosophie, Histoire, Géographie, Anglais, Allemand)

- Etudiants présents et correspondants
- Professeurs d'Université hautement sélectionnés, tous spécialistes de la question traitée.
- Cours et travaux pratiques dactylographiés envoyés à tous les étudiants.

Proviseur : G. Py, agrégé de l'Université.

50 من الأصل

Marches militaires

par JEAN-MARC THÉOLLEYRE

apporté là l'empreinte ineffaçable de ses propres tracasseries, comme on ajoute l'événement à l'appréhension naturelle du paysage. Ce fut ici, dans les années 1915, 1916, 1917, le lugubre « front de Champagne », le théâtre des batailles antérieures, des tranchées de boue et de craie. Il se trouvait là, parti et d'autre, le grand rationnel, le localiste fier et giclant, vers le Sud, sans un regard au temps des vacances, ceux du Nord, Français, Belges, Hollandais, Allemands, en recherche de soleil et de bords marins. Pour ceux-là c'est un passage à accomplir, un parcours donné, à franchir, à traverser, à traverser l'ant fait ou plus vite. Personne au fond n'est obligé de regarder. Il y a à voir pourtant, dès lors qu'on accepte l'enveloppement singulier de cette terre fausement assoupie, fausement indifférente. Quels que soient le temps, les esprits, l'émotion, le rempli, les esprits, les hobies d'un silence inquiétant auquel ajoute encore la subjectivité.

allergènes, plaques qui disent à quelle division, à quel régiment appartenent ceux qui sont restés là et y demeurent ainsi rassemblés. Cimetières, monuments. Et aussi des noms de lieux qui ne disent plus rien ou pas grand-chose, mais qui nous rappellent ne diront plus rien du tout à personne, dès l'orée du prochain siècle. Ils ont pourtant nourri, des mois durant, des communiqués qui les mentionnaient avec fierté, et nous les avons lus, toutes leurs effraies et lugubres : rônances. Souain, butte de Souain, Tahure, butte de Tahure, Perthes-lès-Hurlures. Les pierres en ont été reliées, et nous les avons lues aussi. Mais, dans leurs lenteurs, demeurent ces petits bords courts sous lesquels se dissimulent encore les traces fragmentées de tanchées, cicatrices blêmes pudiquement voilées sous des brousses, ogresses, fausses bombes hérissées.

C'est ici, dans ces solitudes, que doit s'écouter encore la chanson du souvenir :

Il y a belle Lurette, c'est sûr, que la nature a repris le dessus, que les cultures ont retrouvé et peut-être même élargi leurs étendues. Mais pour témoigner du massacre, voici, kilomètre après kilomètre, les cimetières militaires bien ordonnés, les croix

Page suivante :

JEUX ● MÉTÉO
INFORMATIONS-SERVICES

Pour sûr ce n'est pas Verdun et sa célébrité sinistre et internationale. On n'y voit point de visiteurs débarqués d'autocars entiers. On passe et le monument de la ferme de Navarin reste solitaire au milieu de son parterre de graviers blancs. Seuls sont restés sur cette terre militaire les militaires. Camps de Suippes, camp de Mourmelon ; plus au sud, camp de Châlons. Quotidiennement, on manœuvre, on

Hommage aux « Poilus ».
Photo Tournassoud.
Coll. « Bibliothèque
de la garnison de Paris ».

s'entraîne. Les pistes de chars sont là, juste à côté de la route, derrière les grillages avec leurs engins qui soulèvent la poussière et font gicler la boue de cette Champagne que traversaient déjà les grandes voies romaines, encore parfaitement visibles. Celles-là ne retiennent pas le touriste, fût-il curieux d'Antiquité et d'histoire. Qui, au reste, songerait à flâner quand, de part et d'autre de la route, se succèdent des anneaux rouges à tête de mort tout à fait dis...sifs : « Danger de mort tirs. »

Avec cela, avec ce poids du souvenir, ce présent de l'armée, on reste entre soi. Il faut être un cycliste sin-

gulier et aux étranges curiosités pour avoir l'idée de faire étape à Suippes, de flâner comment peut vivre une petite commune de cinq mille habitants comme celle-là, au carrefour sans grade de deux nationales. Suippes, au temps de cette guerre si lointaine et si présente, ici, au milieu d'un monde qui s'écroule pour les jours de repos, le premier des « territoriaux », ces plus de quarante ans qu'on occupait à l'entretien des routes. Histoire ancienne. Suippes vit sa vie ordinaire, banale, sur la route de Suippes qui passe là, ruisseau paisible et glacé, au milieu d'un monde qui s'écroule, un joli plan, avec du vert, du rouge, des points de repère pour les gens de passage sans doute. Le plan est toujours là mais échoué contre un mur, et à l'envers. Au principal café-hôtel, on passe le temps, comme on peut, devant des tables où on se livre à des jeux militaires du camp lointain, en tenue de combat vert-bronze, exerçant leur talents devant des machines dessinées à sous, et dans la sona vigoureuse des airs du moment. Pas de discours, pas de considérations extérieures. En dépit de la tété, le pape à Paris et en direct, l'actualité, on ne pense pas à la guerre, l'ouest, l'AI, une vive l'est, la plate Champs-Élysées ayeuse subit sa propre platitude et l'ingratitude à laquelle elle vouée, par-delà sa propre et morte nature, un destin de marches militaires à perpétuité. La gloire des armes, tout bien pesé, n'a jamais été un succès, et on ne peut pas savoir, au souvenir qui peut s'en conserver au fond des cœurs de quelques anciens, si ne sera jamais qu'une plaie ouverte.

Remain =

ONDÉES PASSAGÈRES

"33" Export. On peut rester actif après une bonne bière.



**Une bonne bière
sans trop d'alcool.**

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

... 4 septembre - l'attitude
... sur les euromissiles

[illegible]

Nationale comprendra à l'horizon 2000
de dix navires de combat et de soutien.

[illegible]**COLLÈGE SÉVIGNÉ**

Ministry of Education
 1000
 1000
 1000

DU JARDIN D'ENFANTS
DE BACCALAURIATS A. C. M. D.

**COURS PÉDAGOGIQUES
PRÉPARATION AU CONCOURS D'ENTRÉE À L'ÉCOLE
NORMALE DE JARDINIÈRE D'INFANTS**

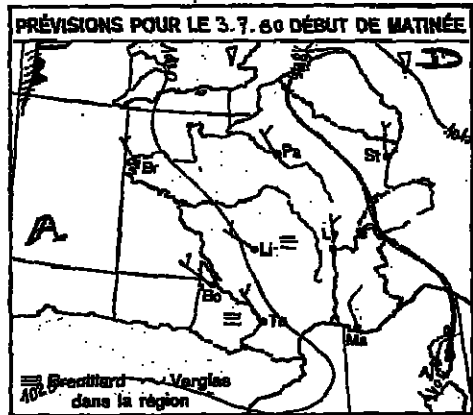
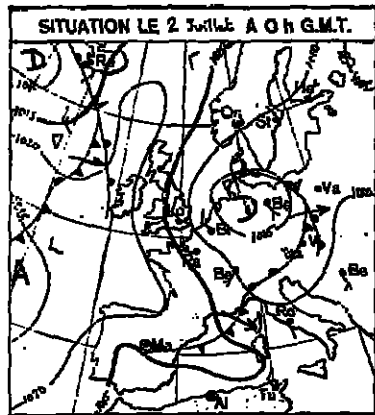
1. The first of these is the fact that the
2. second of these is the fact that the
3. third of these is the fact that the

FROM THE ASSOCIATIONS BY CAPES.
 Literary conference, University Philosophical
 and Scientific, Anglo-American

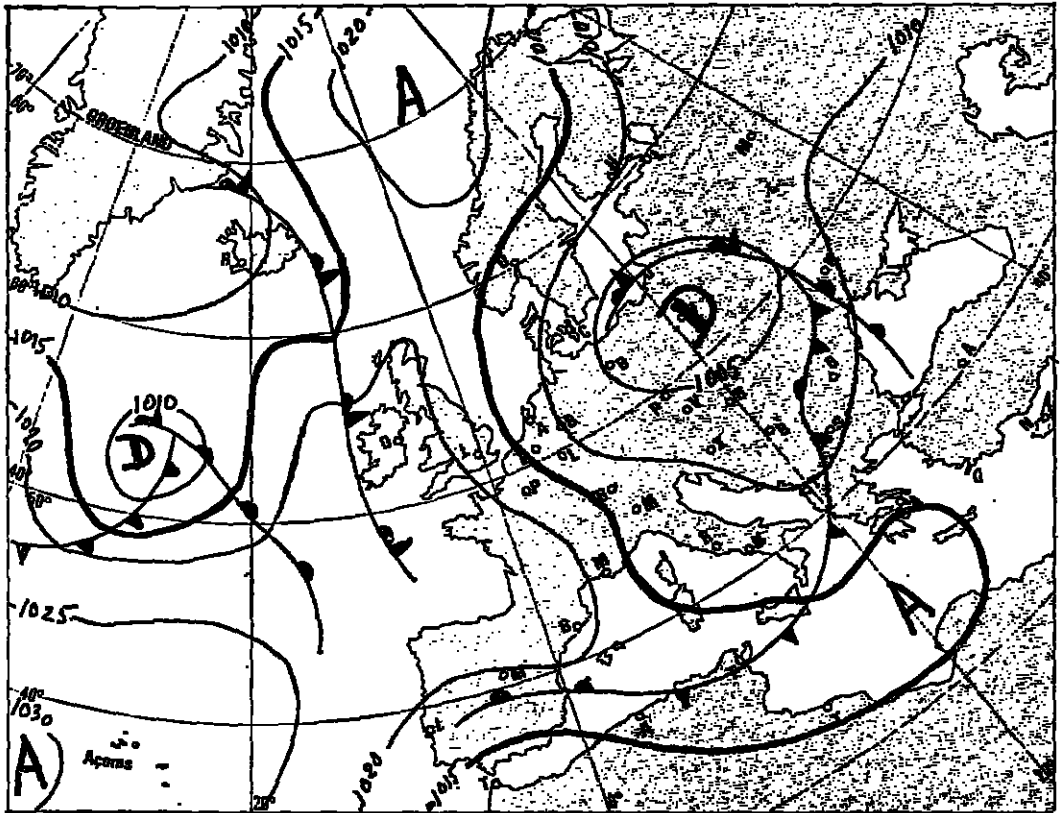
[Illegible text]
 [Illegible text]
 [Illegible text]
 [Illegible text]
 [Illegible text]

JOURS D'ÉTÉ

MÉTÉO



PRÉVISIONS POUR LE 3 JUILLET À 0 HEURE (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 2 juillet à 0 heure et le jeudi 3 juillet à 24 heures :

Un flux maritime frais continuera à circuler des îles britanniques et de la mer du Nord à l'Europe centrale et à la Méditerranée. En fin de période, une perturbation venant de l'Atlantique atteindra nos régions de l'Ouest.

Jeudi 3 juillet, le temps restera frais pour la saison et les vents de nord-ouest à nord, modérés en début de journée, s'affaibliront progressivement. Le ciel sera le plus souvent bien ensoleillé. On notera quelques nuages passagers un peu plus abondants près de la Manche et de la mer du Nord. En fin de journée le ciel se couvrira en Bre-

tagne, où le vent se renforcera en tournant à l'ouest et où il pleuvra probablement dans la nuit.

Le mercredi 2 juillet, à 8 heures, la pression atmosphérique résultera au niveau de la mer était, à Paris, de 1014 millibars, soit 760,6 millibars de mesure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 2 juillet ; le second, le minimum de la nuit du 2 au 3) : Alais, 23 et 15 degrés ; Biarritz, 17 et 14 ; Bordeaux, 19 et 9 ; Bourges, 18 et 10 ; Brest, 15 et 8 ; Caen, 18 et 12 ; Cherbourg, 18 et 12 ; Clermont-Ferrand, 18 et 10 ; Dijon, 17 et 11 ; Grenoble, 22 et 11 ; Lille, 13 et 11 ; Lyon, 20 et 11 ; Marseille, 23 et 16 ; Nancy, 11 et 11 ; Nantes, 19 et 7 ; Nice, 29 et 17 ; Paris-Le Bourget, 14 et 12 ; Pau,

18 et 11 ; Perpignan, 28 et 16 ; Rennes, 16 et 8 ; Strasbourg, 18 et 11 ; Tours, 18 et 9 ; Toulouse, 21 et 10 ; Pointe-à-Picre, 28 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 15 degrés ; Amsterdam, 17 et 12 ; Athènes, 30 et 22 ; Berlin, 20 et 12 ; Bonn, 17 et 11 ; Bruxelles, 15 et 12 ; Le Caire, 30 (max.) ; Les Canaries, 24 et 21 ; Copenhague, 19 et 12 ; Genève, 18 et 10 ; Lisbonne, 27 et 14 ; Londres, 15 et 11 ; Madrid, 22 et 15 ; Moscou, 18 et 11 ; Nairobi, 20 et 13 ; New-York, 25 et 20 ; Palma-de-Majorque, 27 et 16 ; Rome, 24 et 19 ; Stockholm, 22 et 10 ; Téhéran, 34 et 23.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

XNUEC

Anacyclo-palindromique

Anacyclo est le nom donné à un mot (verbe, nom, adjectif...) qui, lu lettre à lettre de gauche à droite ou de droite à gauche, fournit deux mots. Par exemple : Zeus/Suez, Léon/Noël, etc. Le palindrome, lui, est un mot tel que, lu lettre à lettre de droite à gauche, on retrouve ce même mot. Ainsi : Noyon, R.E.R., non...

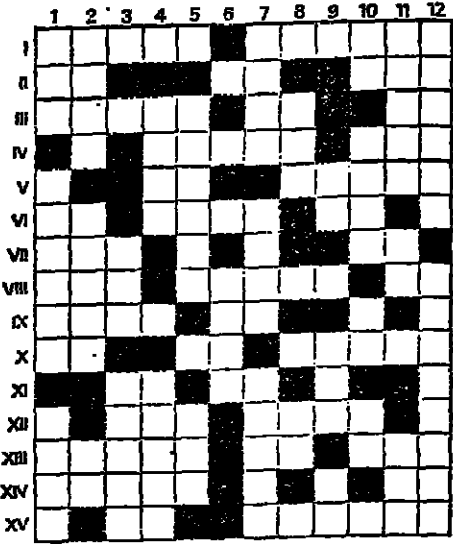
La grille ci-dessous est donc composée de palindromes et d'anacycloles. Ces mots peuvent être lus de gauche à droite et de haut en bas, comme dans les mots croisés courants, mais de plus, en les déchiffrant de droite à gauche ou de bas en haut, nos lecteurs trouveront d'autres mots répondant aux définitions en italique.

HORIZONTALEMENT

I. Permet de se reposer (Sorte de parade) ; Cépée blanche (Désolée). — II. Conjonction (Phonét. : Brève) ; Conjonction (Fer en cornière) ; Gendre du Prophète (Habits la Rhodésie du Nord). — III. Appréciations (Bandes de linge) ; Langue (Symbole chimique) ; Phonét. : pière (Sot.). — IV. Leva l'ancre (Enquête) ; Ancien salut (Prénom féminin). — V. Phonét. : au-dessous de l'épaule (Bout de fils) ; Homme politique français (Ville de la Mayenne). — VI. Préposition (Personnel) ; Ancien Etat d'Asie (Viril) ; Note (Dans le nom d'une commune de la Côte-d'Or). — VII. Possessif (Au cinéma, c'est un plaisir) ; Coups de baguette (Phonét. : donne de l'oxygène). — VIII. Blonde légère (Roi d'Israël) ; Mère d'Isaac (Les églons n'y manquent pas) ; Fin de verbe (Ancienne mesure japonaise). — IX. Peintre français (Plan incliné) ; Affirmation catégorique (Révolution). — X. Début d'émancipation (Personnel) ; Dans le vent (Négation) ; Langue finno-ougrienne (Porte des raquettes). — XI. Adverbe (Symbole chimique) ; Phonét. : arabe (Dans le nom de communes pyrénéennes). — XII. Irrité (Coule en U.R.S.S.) ; Etat vénérologique (Sorte de mer « rouge »). — XIII. Arrondissement français de l'Amérique du Sud (Palindrome géographique) ; Emet bien des ragots (Cuvette africaine) ; Effet comique (Péripétie burlesque). — XIV. Système de détection (Dispositif fondé sur la réflexion) ; Issu (Personnel). — XV. Préposition (Adverbe) ; Fêcher au fillet (Réputée).

VERTICALEMENT

1. Homme parfois de robe (Navigateur qui aborda à un mont) ; Racolage populaire



(Faire de l'effort) ; Impénétrable (Prénom masculin). — 2. Adverbe (Passage myrénéen) ; Sultan ottoman (Mesures anglaises) ; Symbole chimique (« Litre », pour Vidocq). — 3. Esprit (Article) ; Equeuté, en quelque sorte (Magistrat). — 4. Asseau (Crochet) ; Friandise (Chose délicate). — 5. Groupes d'anneaux (Déterminent l'asiette) ; Titre honorifique (Partie de vote). — 6. Prénom féminin (Sicilienne haut perchée). — 7. Sépare des phrases (Arrosages familiers) ; Isola (Cousin de l'acore) ; Pêches d'ourdissoirs (Ville de Poméranie à l'heure allemande). — 8. Sorte de certificat de travail (Thème d'une célèbre poésie) ; Début d'anxiété (Phonét. : composition danoise). — 9. Bat les dames (Sigle d'une notre formation) ; Allure (Aber) ; Parcours autrefois par un Chinois (Sujet impersonnel). — 10. Commandement (Partie d'union) ; Rabatire des pièces métalliques (Fissa à demeure) ; Phonét. : qui a une souffie (Participe) ; Phonét. : Est sur le retour (Moitié d'un défilé). — 11. Des Basques espagnols y soignent des vignobles (Englobant) ; Ne devrait manger que de la bouillie (Abréviation agreste latine) ; Etan (Prépare des cadres). — 12. Rendis égal (Début d'empoisonnement sans danger) ; Reprendre à son service (Reconquérir).

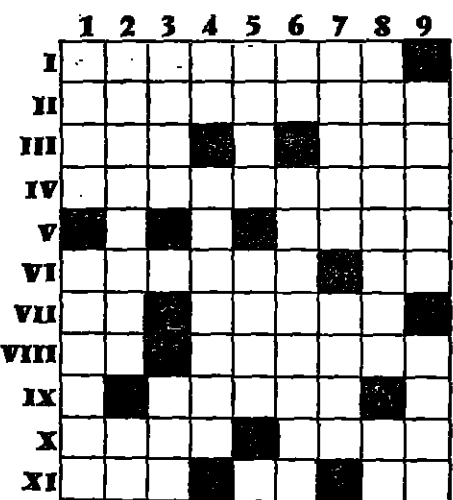
JEAN-PIERRE COLLIGNON.
(Solution dans notre prochain numéro.)

Mots croisés

PROBLÈME N° 2704

HORIZONTALEMENT

I. Plus elles sont exquises et moins elles sont appréciées. — II. Victimes du sort. — III. Pas vaine ; Le dernier est très apprécié par les Mms. — IV. N'en est que plus à l'aise pour travailler quand la pièce est très sombre. — V. Fume en Sicile. — VI. Est souvent plein de vers ; Ne reste pas neuf longtemps. — VII. Règles ; Fines en même



temps qu'il suit. — VIII. Pronom ; De mer, sont des ascidies. — IX. Alliage de cuivre et de nickel. — X. N'est pas une fine mouche ; Qu'on n'avait peut-être pas bien digéré. — XI. Nom de genre ; Dieu ; Lettres pour annoncer que tout va bien.

VERTICALEMENT

I. Dure quand on ne laisse rien passer ; Très utile quand il s'agit de faire une passe. — 2. Qui exige un acquittement ; Article étranger. — 3. Élément important d'un archipel ; Peut être un objet de culte. — 4. Saint ; Nom qu'on donne familièrement à un martinet. — 5. Défendit Paris contre les Normands ; Pays. — 6. Note ; Aura une attitude blâmable. — 7. Une relation généralement intéressante ; Fonda Albe la Longue. — 8. L'air de la nuit ; Bienheureux. — 9. Architecte turc ; Sorte de bazar.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 2703

Horizontalement

I. Cartouche. — II. Havaneau. — III. AR ; Oo ; Blé. — IV. Marteleur. — V. Pu ; Isle. — VI. Chaste. — VII. Peu ; Tard. — VIII. Bu ; Amen. — IX. Or ; Car ; An. — X. Nepal ; Art. — XI. Dé ; Nénies.

Verticalement

1. Champs ; Bond. — 2. Aarau ; Purée. — 3. EV ; Ce. — 4. Teotihuacan. — 5. Onos ; Mâle. — 6. UE ; Lister. — 7. Cabestan ; Al. — 8. Hubler ; Arc. — 9. Ere ; Dents.

GUY BROUTY.

INFORMATIONS SERVICES

Troisième âge

RETRAITE COMPLÉMENTAIRE :

Nouveau régime de pension de reversion

Depuis le 1^{er} juillet, les régimes de retraite complémentaire appliquent leur nouvelle réglementation : le partage de la pension de reversion entre le conjoint survivant et les ex-² divorcés.

Les institutions ne font que mettre en vigueur, après un long temps de réflexion, la loi du 17 juillet 1978 (l'improvisation législative selon certains) qui instaure cette répartition.

Deux principes inspirent les décisions de l'AGIRC (Association générale des institutions de retraites des cadres) et de l'ARRCO (Association des régimes de retraites complémentaires) : ne donner aucune force rétroactive au texte — ses effets seront pleinement ressentis dans dix, quinze ou vingt ans — et ne pas léser la compagnie des derniers jours. Celle-ci sera ordonnée des périodes de célibat ou de mariage ne pouvant profiter à une autre femme il s'agit, en somme, d'une prime à la dernière épouse.

ARRCO et AGIRC ont recouru sensiblement aux mêmes critères généraux d'attribution de la pension de reversion. Dans l'un et l'autre régime, les femmes sont favorisées par rapport aux hommes. Elles peuvent prétendre à cette pension dès l'âge de cinquante ans ou plus tôt, si elles justifient d'une invalidité réduisant des deux tiers leur capacité de travail (1) ou encore si elles ont à leur charge deux enfants de moins de vingt et un ans (2). La pension continuera de leur être servie même si la condition d'attribution n'est plus remplie : autant trop âgé ou état de santé amélioré. Seul pour l'AGIRC, dans cette dernière éventualité qui suspend ses ver-

séments et ne les reprend qu'en cas de rechute ou, bien sûr, à partir de cinquante ans.

Les hommes sont moins bien lotis. La pension ne leur est consentie qu'à soixante-cinq ans (parfois soixante ans — ou même jamais ! — pour certaines institutions dépendant de l'ARRCO) et pour les mêmes conditions d'invalidité et d'enfants à charge.

L'ARRCO casse ses paiements si les critères ne sont plus respectés. L'AGIRC assimile leur situation à celle des femmes.

Cette pension, qui s'élève à 60 % des droits acquis par le cotisant est supprimée en cas de remariage.

La nouvelle législation accorde, donc, des droits aux ex-² conjoints divorcés. Dorénavant, la seule date importante sera celle du divorce.

Si le divorce a lieu avant le 1^{er} juillet 1980, et quelle que soit la date ultérieure du décès, la dernière conjointe aura droit à une pension calculée sur la totalité de la carrière du participant et la ou les ex-² épouses percevront une pension de reversion fondée sur les droits acquis pendant la durée de leur mariage. Les caisses des retraites complémentaires effectueront un double versement.

En revanche, si le divorce a lieu après le 1^{er} juillet 1980, et à tortion le décès, c'est la loi du partage. Pour l'ex-épouse, même méthode de calcul : elle recevra une pension qui sera toujours établie en fonction des droits acquis durant son mariage. La conjointe survivante bénéficiera des droits acquis durant le mariage, mais en outre, durant les diverses périodes de célibat et éventuellement des autres mariages n'ouvrant pas droit à pension.

En pratique, les caisses calcu-

lent la totalité de l'allocation revenant au dernier conjoint et en déduisent : la ou les parts des autres.

En revanche, si le mari a jugé bon de ne pas se remarier, jamais l'ex-épouse ne pourra bénéficier de l'intégralité de la pension de reversion (3).

Est-ce vraiment la loi du partage ? Les caisses ont, en fait, légèrement adapté le texte de la loi qui prévoit que « en cas d'attribution d'une pension de reversion... les droits de chacun d'entre eux ne pourront être inférieurs à la part qui leur reviendrait si celle-ci était calculée en fonction de la durée respective de chaque mariage ». Elles ont décidé de ne pas étendre le système du partage à tous les conjoints si, au moment du mariage, le mari ne relevait pas de leur régime.

Prenons par exemple, un homme qui divorce à trente-deux ans, devient cadre à trente-trois et se remarie à trente-cinq : sa première femme n'aura pas droit à une partie de la pension de reversion du régime des cadres. La dernière conjointe sera l'unique bénéficiaire de la pension. Est-ce le signe d'un sursaut d'indépendance devant l'ingérence des pouvoirs publics dans les relations contractuelles ?

CHRISTIANE GROLLIER.

(1) Cette définition de l'état d'invalidité tient d'être précisée par un récent conseil d'administration de l'ARRCO.

(2) Sont aussi considérées à charge les enfants âgés de plus de vingt et un ans invalides.

(3) Les conjoints séparés de corps seront au moins traités comme des divorcés et leur pension sera calculée en fonction des droits acquis pendant la durée du mariage (dans la mesure où ils ne sont pas déjà assimilés au conjoint légitime).

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 3 juillet 1980 :

UNE LOI

● Portant diverses dispositions en faveur de certaines catégories de femmes et de personnes chargées de famille.

UN ARRÊTÉ

● Portant désignation des auditeurs de la trente-troisième session de l'Institut des hautes études de défense nationale.

Paris en visites

JEUDI 3 JUILLET

« Promenade dans Montmartre », 15 h, gare du Funiculaire, Mme Bachelier.

« Musée des monuments français », 15 h, place du Trocadéro, Mme Gauriel-Albert.

« La basilique Saint-Denis », 15 h, entrée, Mme Pennec (Caisse nationale des monuments historiques).

« Chez un doré-argenteur », 15 h, rue de la Harpe, Paris-13, M. de la Roche (Carnavales d'ici et d'ailleurs).

« Vieux Montparnasse », 15 h, 1^{er} étage, Notre-Dame-des-Champs, Mme Hager.

« L'Islam », 15 h, place du Fais-de-Jermine, Mme Hauller.

« Le Marais », 15 h, 23, rue de Sévigné, M. de La Roche.

« Le Marais », 21 h, métro Saint-Paul (Lutèce Visites).

« Le Saint-Louis », 15 h, métro Pont-Marie (Résurrection du passé).

« Les Gobelins », 15 h, 42, avenue des Gobelins (Tourisme culturel).

« Les synagogues de la rue des Rosiers : le couvent des Blancs-Manteaux », 15 h, 3, rue Malher (le Vieux Paris).

Conférences

JEUDI 3 JUILLET

17 h. 30. Futuribles, 55, rue de Varenne, M. Alfred Sauvy : « La machine et le chômage ». 19 h. 4, place Saint-Germain-des-Prés, salle C. M. Self-Davia : « Les dangers du plébiscite dans le tiers-monde » (Centre d'étude des droits de l'homme en Egypte).

LA BAGAGERIE®

SOLDE

Paris : 13, rue Tronchet
41, rue du Four • 74, rue de Passy
Tour Maine-Montparnasse
Lyon : La Part-Dieu

مكتبة من الأصول

PICASSO A NEW-YORK

La dernière rétrospective

Si, vue de Washington, l'Amérique a en la France une alliée difficile, en revanche du côté des musées, particulièrement de New-York, la coopération franco-américaine fonctionne au mieux. De part et d'autre, on se prête des chefs-d'œuvre sans compter. Comment sous cette entente enverrait-on pu concevoir la rétrospective du Musée of Modern Art de New-York avec ses mille Picasso, dont plus de trois cents viennent de Paris ? (« Le Monde » des 16 avril et 30 mai).

La tradition est ancienne. C'est des États-Unis que vient l'ouverture du musée au grand public et c'est d'abord dans les musées américains, dans un pays où la recherche de ses valeurs culturelles, que l'art moderne, qui depuis l'impressionnisme s'était rencontré en France que portait classe, a obtenu sa première grande vitrine internationale. On n'en trouverait pas de meilleure illustration que l'accolade des nouvelles salles de peinture européenne du dix-neuvième siècle au Metropolitan, dans la galerie dite « André Meyer », presque toute consacrée à la peinture française d'Ingres à Renoir. Tandis qu'en France l'art Institute de Chicago a envoyé au musée d'Albi, qui les expose cet été, une splendide suite de chefs-d'œuvre impressionnistes de sa collection, considérée comme une des plus importantes du genre.

Il était juste que la dernière grande rétrospective Picasso ait lieu au MOMA, musée qui a le plus contribué à la fortune critique du peintre. C'est au MOMA, où venait d'être déposé *Guernica*, qu'est née la première en 1939-1940, organisée par Alfred Barr Jr., qui publia, six ans après, la monographie *Picasso : fifty years of his art*, ouvrage resté, en dépit de quelques erreurs et simplifications, l'étude fondamentale sur l'œuvre du peintre. La classification par périodes successives, la « bleue », la « rose », l'archaïque et la « cézannienne », qui précède le cubisme analytique, c'est le travail de Barr.

Quarante ans après, à l'occasion du cinquantième du musée, William Rubin, qui fut l'élève de Meyer Schapiro, est l'inventeur d'un type d'exposition intelligente qui fait école à New-York. Plutôt que de couvrir successivement et superficiellement l'histoire, elles contiennent leur intérêt à une période donnée pour l'examiner en profondeur. C'est dans cette perspective qu'il avait conçu la manifestation sur les « dernières années de Cézanne ».

Le cas de Picasso a fourni une dimension nouvelle : une étude en détail par les tableaux, leurs dessins préparatoires, les sculptures et la gravure, d'un œuvre entier, prolifique et changeant, présenté de manière que les tableaux s'expliquent par eux-mêmes. L'occasion, dit William Rubin, d'acquiescer « une histoire de l'art sans mots ». Et, contrairement aux idées reçues sur les « périodes » trop nettement définies — on voit bien que le nombre des œuvres qui entrent strictement dans ces appellations est très limité — de montrer l'œuvre dans sa complexité et dans son déroulement continu tout au long de trois quarts de siècle.

L'exposition montre que la création chez Picasso, c'est moins simple que ça. L'œuvre de Pi-

casso, en effet, défie le classement, son évolution correspondant à la montée d'une énergie picturale qui se renouvelle comme à chaque saison les fleurs. C'est la relation directe de la peinture avec la vie, qui fait vibrer le trait, les couleurs et les formes. Dès le départ, la tendance s'annonce alors que Picasso pille les autres avec brio, s'inspire de ses maîtres, et parfois les dépasse, ce qu'illustre la salle de l'année 1901 où trône le portrait de Gustave Coquiot, portrait appartenant à la peinture de son maître barcelonais Nonell, qui fut jusqu'en 1945 le seul Picasso des collections nationales !

A Paris, où il s'installe définitivement, libre de l'influence de Nonell, Picasso voit la vie et la transcrit autrement. Du Bateau-Lavoir, à Montmartre, il descend au cirque Médrano et peint la série de saltimbanques dont un *Jeune Enfant conduisant un cheval*, de 1906, symbole du poète en rose et ocre à qui tout est donné. Presque toutes les toiles de cette période ont été achetées par Vollard, qui aurait presque voulu que Picasso s'en tienne là, car le « rose » se vend bien. Mais Picasso est déjà ailleurs, défilé par les autres et par les événements. Plus tard, il aura sa célèbre boutade : « Je ne cherche pas, je trouve ».

Il a trouvé d'abord le Salon Faure de 1905 où se tient comme par ironie une rétrospective In-

gres avec le *Bain turc*, que le Malagoune mettra longtemps à digérer. Il restera logé dans sa mémoire jusqu'aux années vingt, où il réapparaîtra dans une variante maniériste et surréaliste. La sculpture ibérique archaïque récemment découverte à Osun et présentée au Louvre cette année même l'excite plus directement et va modifier sa manière de peindre. Picasso le misérabilisme du barcelonais bleu et l'enchantement des acrobates roses va tourner à l'imaginaire archaïque sculptural. Celle-ci culmine avec le fameux portrait de Gertrude Stein, la monumentale *Femme assise et les Deux Nus de Prague*, qui ont le relief solide et ferme de sculptures de pierre, mais déjà des allures de baigneuses de Cézanne.

L'attention de Picasso vient, en effet, d'être attirée par l'escalade imaginaire de la montagne Sainte-Victoire. Cézanne vient de mourir, et le Salon d'Automne lui rend un hommage avec plusieurs œuvres. Son influence ne va pas tarder à se manifester plus résolument. Le bleu, le rose et l'œuvre archaïque vont se fonder dans ce qui s'annonce.

Picasso a une mémoire visuelle infatigable. On trouve dans sa peinture sculpturale archaïque beaucoup de nus. Ces nus connaissent leur apothéose dans le tableau pivot des *Demoiselles d'Avignon* de 1907.

Le bonheur peint

Mais voilà que Matisse en montre un, étrangement déhanché, le *Nu bleu*, au Salon des Indépendants, et Derain des *Baigneuses*, qui semblent les compagnes de celles de Cézanne. Les *Demoiselles d'Avignon*, de Picasso, vont suivre quelques toiles plus tard. Tableau étrange qu'on a mis du temps à accepter, tant il paraissait sauvage. Seuls quelques amis l'avaient vu, et un marchand, Kahnweiler. Mais il ne fut exposé que sept ans après, en 1916. Picasso avait vendu le tableau, mais gardé les dessins préparatoires. C'est pourquoi le chef-d'œuvre se retrouve dans les collections du MOMA, qui l'a acheté en 1936 pour 25 000 dollars et a dû vendre un Degas 18 000 dollars pour l'acquiescer. Mais c'est aussi la raison pour laquelle les dessins d'études figurent dans la dation pour le musée Picasso. Tableaux et dessins sont tous réunis, pour la première fois, dans une des salles les plus saisissantes de cette rétrospective.

C'est l'œuvre fondatrice du cubisme, qui s'annonce après une période de déchiffrement et d'analyse des formes dans la nature selon Cézanne, qui n'y voyait que cylindres, cubes et cônes. Picasso rencontre Braque, alors que le Salon d'Automne présente une rétrospective Cézanne, et lui montre les *Demoiselles*. Les deux compères vont, pendant l'été 1909, peindre ensemble, à Horta-de-Frèges, des tableaux tout à fait cézanniens : le *Paysage au pont de Frèges*, le *Réservoir*, l'*Usine de l'Herminette* (chef-d'œuvre absent en raison des circonstances...).

Tandis que Picasso refuse d'exposer dans le Salon de Braque, il propose ses paysages de Horta au Salon d'Automne, mais le jury, où siège Matisse, refuse ses toiles, qui sont ensuite exposées chez Kahnweiler.

Tout chez Picasso se réduit désormais à de petits cubes, comme le montre la très com-

plexité *Nature morte au pain fruit sur une table*. Ce style analytique culmine avec les très célèbres portraits de trois marchands de tableaux : Uhde, Vollard (manquant) et Kahnweiler. Puis avec *Ma Jolie* de 1913, tableau-poème dédié à Eva Gouël, l'amie du peintre à l'époque et tiré de la chanson à la mode : « *Manon, ma jolie, mon cœur te dit bonjour* ». Et dans ce Gotha du cubisme, tout en haut, il faut placer la superbe *Nature morte à la chaise cannelée* de la dation, première peinture collage en trompe l'œil, de 1912. C'est la même année que Picasso réalise ses fameux « papiers collés », que chahute Aragon, en grande partie exposés. Les « papiers collés », c'est la conclusion logique des portraits analytiques, comme si le peintre, lassé d'un système lent, en poussait l'expérience par une voie rapide.

Ce qui va suivre, l'exposition le montre avec des œuvres magistrales, proches de ces « papiers collés » de 1912-1913, mais en peinture, par des aplats qui sont une simulation de collage et annoncent un début d'abstraction. Cette manière culmine en 1921 avec les *Trois Musiciens* du MOMA où Arlequin tient une clarinette avec un air que l'on retrouve dans une surprenante sculpture en bois de 1914, qui appartient, elle, à la dation Picasso.

Mais ce qui apparaît clairement ici et qu'on n'avait pas mesuré auparavant, c'est l'importance des années 20 dans l'œuvre de Picasso, avec la sculpture ouverte, et surtout des années 30, avec sa figuration déliée. Tout s'ouvre et se met en pièces chez Picasso, qui défait et refait le monde. Il n'a que vingt-sept ans lorsqu'il peint les *Demoiselles*, mais entre quarante et soixante ans, à la force de l'âge, il donne une suite formidable que surplombent, au fil des ans, les *Trois Musiciens*, la *Crucifixion*, et à la

fin des années 30, *Guernica*. A vrai dire, Picasso a jusqu'à la fin peint sagement, en chercheur, à travers les styles des autres, parfois les dépassant, et ne s'abandonnant à leur terme les intuitions de Cézanne. C'est à partir des années 30 et 40 que l'homme Picasso s'engage tout entier dans sa peinture.

Lorsque Picasso est heureux, il peint le bonheur. Il ne l'est pas, et ses images deviennent convulsives. C'est toute l'histoire de Picasso et ses femmes. Il vit avec Olga Kolkova, que nague, en 1917, amoureux transi, il avait peint à la manière presque ingressive, en châte espagnol, comme une Carmen de Bizet. En 1929, il torture et met en pièces son *Portrait de femme assise* (dation) et le *Baiser d'Antibes* de 1928. Mais il vient de rencontrer en 1928 une jeune et candide beauté, devant les Galeries Lafayette. « Je suis Picasso, je veux faire votre portrait », dit-il à Marie-Thérèse Walter, qui n'a jamais entendu parler d'un tel homme. Quelques mois plus tard, ils vivent ensemble, et, en 1930, il l'installe rue La Boétie, au numéro 44, alors qu'il vit avec Olga, au 23 de la même rue. La *Nature morte sur une table*, aux pimpantes couleurs printanières, que Picasso a gardée toute sa vie, est un portrait secret de Marie-Thérèse. Une salle entière montre une série de cette peinture heureuse, réalisée de janvier à mars 1932, cette fois au grand jour, où éclatent de tendres nuances mauves, roses et vertes : le *Rêve*, la *Léonore*, la *Femme endormie devant les persiennes*, la *Jeune Fille dans un miroir*...

Comme à l'époque de Braque au temps du cubisme, c'est de Matisse que Picasso est alors jaloux. Il lui rend visite dans son atelier, regardant d'un oeil gourmand les idées plastiques du peintre du *Bonheur de vivre*. Mais *Guernica* reste la plus vaste fresque que Picasso ait jamais peinte. Le tableau, qui fut mis en dépôt au MOMA, est pour la dernière fois entouré de ses dessins préparatoires. Quelle ébullition dans cette salle, qui montre tout ensemble l'archaïsme et la logique interne des intuitions qui émergent dans les études avant de s'inscrire dans le grand œuvre ! Celui-ci n'a pas épuisé l'élan vital de l'année 1937, puisque Picasso en poursuit la veine dans une suite qui s'achève avec le fameux portrait défilé, schizophrénique, de la *Femme en noir*, au rideau rouge.

C'est le dernier haut moment de l'œuvre de Picasso, qui passe pour n'avoir plus rien inventé après 1945. Mais on voit bien dans sa production tardive, aux années 60 et 70, des tableaux qui valent par leur intensité ceux des grandes années. Vers 1970, souvent, Picasso donne le sentiment de tacler sa peinture, mais il est insurpassable dans le dessin, où la ligne déliée suit magnifiquement le labyrinthe des songes d'un vieillard hanté par la sexualité.

L'exposition tourne un peu court avec ses « paraphrases » de maîtres anciens et autres « peintures et son modèle ». Elle est moins claire et moins magistrale. La peinture de Picasso aussi. Son histoire n'est pas encore vraiment faite.

JACQUES MICHEL

* Pablo Picasso : a rétrospective, mille œuvres au MOMA, jusqu'au 16 septembre. Exposition co-dirigée par William Rubin et Dominique Bonin. Au catalogue, chronologie de la vie de Picasso par Jean Pinget.



Dessin (11/7/1968)

Le voile bleu

« *P*icasso, pic, pio, Picasso, c'est l'époque des dingos », pouvait-on entendre chanter un lendemain de la guerre dans un cabaret parisien. L'opinion générale est aujourd'hui moins négative, bien que, si l'on en croit les chiffres d'entrées aux expositions, elle semble encore préférer à Picasso ce pauvre Dali, et bien entendu Chagall, éternelle idole des cœurs simples, l'âne qui battoit dans sa biosphère étant le frère spirituel du perroquet de la félicité de Flaubert.

Au perroquet et à l'âne, on peut préférer le Phénix. Et c'est bien sûr de Picasso qu'il s'agit, auquel la galerie Claude-Bernard, en écho à la grande exposition de New-York, rend un hommage d'excellent choix et de grand prix.

Les œuvres exposées rue des Beaux-Arts ne sont pas très nombreuses : quarante-à-cinquante, tous des huiles, à l'exception d'un grand collage, fort beau et curieux par sa date (1926), qui est décrit comme un projet de décor. Mais le choix permet de reconstituer à peu près tout le parcours de l'artiste, depuis la période bleue et l'énigme cubiste (*Personnage à la table*) jusqu'aux grandes toiles hyper-barbares des dernières années, incohérentes parfois à force d'agressivité, elles sont remarquables par l'autorité, l'éclair du graphisme, où les plans de couleur s'affrontent comme les cuivres de l'orchestre.

tre au rappel à l'ordre des instruments à percussion.

L'ordre, le voici, avec quelques compositions post-cubistes où la plus exquise géométrie alterne avec des formes plus dansantes, plus chaloupées, et, pour le grand apaisement des années 20, on est royalement servi puisque, à côté d'une très touchante *Femme au voile bleu*, on peut voir, ô surprise ! une première communautaire qui est sans doute un souvenir d'Espagne. Ça, ça trouve, sinon en Espagne, des premières communautaires aussi placides et bien nourries, les nôtres ayant depuis longtemps découvert Freud, ses poisons et ses délices, ainsi que les charmes des jeans et de la cuisine minceur ?

Voile bleu et voile blanc représentent un idéal de sérénité rarement atteint dans la gymnastique de Picasso, plus tumultueuse encore que sa tauromachie, si l'on en juge par les tableaux de la première salle. Dans cette galerie des amies et dames du temps jadis, la palme revient à Dora Maar, à son visage défilé, à ses yeux hagards, à ces mains qui pendent si bêtement sur les genoux des femmes malheureuses. Et si Françoise Gilot est un peu mieux traitée (la toile est superbe), le vilain chien qu'elle tient dans ses bras montre bien qu'un mot de plus (il fut dit) et l'orchestre déchaînerait tous ses cuivres. Un faune à barbe bleue-sante observe le spectacle d'un regard oblique et amusé.

La demeure magique

Non loin du faune, une petite fille joue avec un bateau. C'est une variante de *Mata à la poupée*, une des œuvres le plus souvent reproduites de Picasso, qui est aujourd'hui dans la dation, et quelques toiles de très bonne qualité font écho à certains des moments majeurs de la carrière de l'artiste. Ainsi, le *Buffet de Vauvenargues*, l'*Atelier de Cannes*, la *Femme fleur*, et une délicieuse étude pour les *Femmes à la fontaine* du Musée d'art moderne de New-York.

Bien qu'il n'y ait pas de monstres dans cette exposition et que les aspects les plus violents et ténébreux de l'art de Picasso n'y soient pas représentés, on se demande une fois encore le pourquoi de tant de ruptures, d'une telle prodigalité affective et formelle. Mille explications ont été données, qui valent ce que valent toutes les explications devant le mystère du génie. En voici une qui fut entre les deux guerres fréquente et que l'on peut lire dans le journal récem-

ment publié de Marcel Gromaire (*Le Monde* du 26 juin).

Pour Gromaire, Picasso est un « hybride », un « illusionniste » dont « le goût du bizarre et de l'effroi » est « l'image même de la société bourgeoise décadente ». Il tourne « autour de la demeure magique dont il ne posséderait jamais la clef », il a « vu le trésor mais il a réservé pour lui l'offrande destinée aux dieux » et « cette offrande s'est disséchée entre ses mains ».

La cause de tout cela ? Les juifs, « ses nombreux admirateurs juifs qu'il enthousiasmait son éternel nomadisme », et Picasso lui-même serait « un hispano-mauresque avec en plus l'aspiré catastrophiste et destructeur des juifs ». De tels propos laissent pantois et montrent à quel point a été long le chemin qui a conduit Picasso de Montmartre et de Montparnasse à la royauté solitaire de ses dernières années.

ANDRÉ FERMIGIER

* Galerie Claude-Bernard, 3, rue des Beaux-Arts, jusqu'au 26 juillet.

JOCKEY
127, bd du Montparnasse
320.63.02
Pas comme les autres
on s'y amuse !...

DERNIÈRE LE 13 JUILLET

CARTOUCHERIE
ATELIER DE L'ÉPÉE DE BOIS
loc. 374.20.21 - 3 francs - crous

LE NEVEU DE RAMBAUD
DIDEROT
adaptation et mise en scène
JEAN-MARIE SIMON

réouverture lundi 15 septembre à 10h30
COURS de l'ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET
direction d'acteurs Pierre Reynal
mardi - mercredi - jeudi - vendredi de 10h30 à 13h30
mercredi de 17h30 à 19h30
inscriptions - renseignements Théâtre de l'Athénée 24 rue Guisard 742.67.81

Le Monde de la MUSIQUE
FESTIVALS D'ÉTÉ
Le Monde de la Musique met à votre disposition un service de renseignements et de location de places pour les festivals d'été.
Un bureau est ouvert de 11 h à 20 h, 129, rue de la Pompe - 75016 PARIS - Tél. LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES 704.70.20, tous les jours sauf les dimanches et jours fériés.
Le Monde de la Musique publie chaque mois un calendrier de tous les festivals et concerts à Paris et en province.

FESTIVAL DE LA ROCHELLE

Rencontres Internationales d'Art Contemporain
EN JUILLET :
MUSIQUES
Atelier Jean-Claude Pennetier/Trio à cordes de Paris (jusqu'au 7)
George Aperghis et l'ATAT (le 7) Michel Portal (le 8)
Les États Généraux du Bruit (les 11 et 12)
THÉÂTRE
The Dartington College of Arts, dans les rues (du 6 au 8)
DANSE
Atelier Andy deGroat (du 5 au 8) Andy deGroat & Dancous (le 8)
Pierre Drouot-Sherly Sutton (le 9) Théâtre du Silence (le 10)
CINÉMA
Rétrospectives et réalisateurs présents :
Helma Sanders-Brahms/USA (jusq. 4) ; Judith Siek/Sonrie (jusq. 5)
Richard Brooks/USA (le 9) ; René Allio/France (le 6 et 9)
Jan Lenica/Pologne (le 10 et 11) ; Wojciech J. Has/Pologne (le 12 et 13)
et aussi 25 films inéd. d'Allemagne, France, Inde, Pays de l'Est, Turquie
QUÉBEC 80
5 films inédits/accou Duguay (le 4)
« 7 Paroles du Québec » (le 6) ; « Pour un Nouveau Monde » (le 14)

Man Ray
1882-1980
du 13 au 26 juillet
14 rue de la Harpe
742.00.00

QUATRE SOUS
du 13 au 26 juillet
14 rue de la Harpe
742.00.00

502 من الأصل

DES SPECTACLES

LE MONDE — Jeudi 3 juillet 1980 — Page 17

Métiers anonymes

Un peintre du faux

Flash-back

« J'ai été peintre décorateur de cinéma pendant une dizaine d'années. Je suis rentré là-dedans parce que je connaissais Wakhevitch. C'est lui qui m'a mis sur le tas. J'ai d'abord beaucoup travaillé pour un film américain à gros budget, avec Bob Hope et Fernandel : *A Paris tous les deux*. Je devais exécuter un décor de fête foraine. En quelques mois je pouvais gagner plus que jusque-là en plus d'un an avec des tas de petits métiers un peu minables comme laver les chaises, faire des photographies sur les places, sculpter des cadres pour Vidal, c'est là que j'ai connu Cécile et Bebeville, qui venaient faire encadrer leurs tableaux. Le cinéma rapportait, et puis ça demandait une habileté, et j'aimais peindre... »

Les peintres, les sculpteurs, les artistes plasticiens, comme on dit maintenant, n'aiment en général pas beaucoup parler de leur vie quotidienne, des difficultés qu'ils ont souvent à vivre de leur création, n'aiment pas parler d'argent. Dans le milieu on est souvent soucieux de préserver cette image romantique de l'artiste dégoûté des contingences matérielles, qui ne vit que pour son art, au point d'avouer que cet art ne permet pas souvent de vivre et qu'il faut se débrouiller autrement.

Se débrouiller, c'est souvent multiplier les petits « boulots » ponctuels, qui distillent le moins possible de la création, qui prennent du temps, mais pas le tête : être gardien de nuit, ou livreur par exemple. Mais c'est aussi avoir un « second métier » qui de près ou de loin a souvent quelques rapports avec ce que l'on fait : publicité, décoration, et ce que l'on fait : animation, enseignement. Ça a second métier, certains artistes s'en trouvent bien pour diverses raisons (indépendamment de la sécurité matérielle) : insertion sociale, liberté par rapport au système marchand, mais d'autres ne le vivent pas bien, car se sentent dévorés. Il est vrai que parfois ce « second métier » tend à devenir un « premier métier ».

Le peintre Latil, pendant dix ans, a été décorateur de cinéma. Il le raconte. Il s'est bien amusé, dit-il, et c'est sûrement vrai. Mais... — G. B.

« Au début aussi il y a eu Clara et les méchants, avec Minou Drouot, Follet et Serrault, qui n'étaient pas connus comme maintenant. C'est vrai, ce que je vous raconte, ça date des années 1956-1957. On m'avait demandé de faire une « découverte ». Une découverte en termes de métier est un fond de décor vu d'une fenêtre ou d'une porte — la noble « vedette » de la peinture — qui doit faire l'effet d'un paysage lointain. Il y avait une cabane dans une forêt — c'est là que la petite Clara (Minou Drouot) était séquestrée par les méchants (Follet et Serrault), — de petits arbres, et tout au tour du plateau, à Billancourt, un énorme « cylo », une toile tendue qui mesurait bien 80 mètres de longueur sur 8 de hauteur.

« Là-dessus je devais faire un ciel d'orage très chargé, avec, en bas, la forêt qui prolongeait les arbres en plâtre. Ces décors-là se peignent à la colle de peau et au pistolet. Il fallait savoir que la colle de peau, quand elle sèche, pâlit bien plus que la gouache. Mât, je ne le savais pas. Je ne savais pas non plus qu'il fallait tamiser les couleurs en poudre pour les mélanger à la colle. Sinon ça fait des grumeaux, ça bouche le pistolet, ça ne sort pas, ou ça part d'un coup. Au bout de huit jours, j'étais toujours sur mon ciel d'orage. Un professionnel l'aurait fait en un jour ou deux. Alors on m'a viré. Mais ce sont des choses qui ne sont pas forcément dites, et j'ai pu me faire embaucher ailleurs.

« A l'époque, on était assez nombreux pour faire ce travail : une quinzaine. Maintenant, il n'en reste que trois ou quatre. Ils venaient tous du théâtre. C'était une petite mafia très fermée, très hiérarchisée. Il fallait être très professionnel pour se défendre. Pour un nouveau, c'était difficile. Moi, j'étais un gamin qui ne connaissait rien à rien. J'arrivais avec ma sensibilité d'artiste et c'était tout. J'étais



Eric, dessin 1976.

un barbouilleur parmi d'autres, de ceux à qui le metteur en scène ou les acteurs n'adressent jamais la parole. Mais le piège de ce genre de métier, est que ceux qui savent faire bien quelque chose, finissent tellement par être spécialisés qu'ils sont paumés sur quelque chose de plus global. Je n'avais pas de métier, mais j'avais des idées qui cessaient un peu les habitudes. Et puis, moi aussi, je me suis fait ma spécialité.

« C'est un type qui s'appellait Dufour, il est mort maintenant, qui m'a appris à m'en sortir. Il avait la gentillesse. Il y en a. Il était très fort pour peindre des roses sur les plafonds, et vous monter une énorme architecture en trompe-l'œil en un après-midi.

« J'ai travaillé longtemps avec Max Dony, un grand chef décorateur. Je n'ai pas toujours eu la chance de me trouver sur des films de qualité.

Un plafond de Rubens

« Après, il y a eu un Zurbaren, un saint avec une main posée sur une tête de mort. Très réussi aussi. Et c'est comme ça que j'ai acquis la réputation d'un type qui pouvait faire des faux sans peindre par-dessus la photo. J'avais trouvé le moyen par lequel je pouvais m'engouffrer. Je n'étais plus le sous-fifre. En devenant spécialiste, j'étais devenu le gars qui peut discuter de la mise en scène.

« Si on avait besoin de faux tableaux, de faux chefs-d'œuvre, on appelait Latil. Dans le *Procès*, à la gare d'Orsay, Welles a eu besoin d'un portrait pompier de vieux juge assis dans son fauteuil. Il était très content du résultat ; il m'a serré dans ses bras. J'ai failli étouffer.

« J'étais spécialiste du portrait. J'ai fait Nathalie Delon

« Et il y a eu Alexandre Trauner, qui a fait des films de Camé, Prévert, Billy Wilder. Le *Don Giovanni* de Losey aussi. Grâce à lui j'ai été embauché dans un film américain avec une équipe chargée de peindre les pierres d'une ville. La veille de commencer c'était le vernissage de mon exposition — j'avais réussi à faire une exposition dans une galerie. A huit heures du matin, j'étais sur le chantier, sur une petite planche, avec une guele de bois et le vertige, coincé là-haut, sur mon échafaudage. Ils ont vu que ça n'allait pas et m'ont fait descendre. Trauner m'a alors demandé si j'étais capable de faire un vitrail 1900. J'ai dit que oui. Je l'ai fait. C'était très réussi. Alors il m'a donné un Murillo à faire, une photo à colorier. La photo était très sombre et je lui ai dit que c'était idiot de travailler sur la photo, qu'il me donne une toile et que je lui reproduisais son Murillo.

« Pendant des années, le cinéma m'a bouffé six ou sept mois sur douze. C'était fatigant. On commençait à 8 heures du matin à Joinville, Saint-Maurice ou Boulogne ; on finissait à 7 heures du soir. Il était exclu que je peigne pour moi pendant un film, et le travail pour le film pouvait durer une semaine, trois mois, plus. En Yongelavie,

en 1968, sur le Pollack, on est resté six mois. J'ai même raté les débuts de Mai.

« C'était très prenant ; j'y ai perdu un temps considérable ; la relation avec ma peinture était très dure, mais j'aimais bien ça. J'ai fait des kilomètres de « découvertes », plus de cinq cents trucs, d'énormes plafonds à la Rubens. C'était grisant de faire des « à la manière de », des copies, de jongler avec les formes, avec les codes. C'était grisant quand c'était réussi. Mais

fragile. Il n'en reste rien. C'est de la poussière, tout ça. Mais la virtuosité était telle, le prestige aussi était tel, que j'ai vraiment pris mon pied à faire ce métier. Et ça payait bien. Dans les années 68, ça me rapportait plus de 2000 F par semaine quand je faisais un film, parce que j'avais la réputation d'être « super ». Et puis je m'étais battu au Syndicat des techniciens du film pour faire monter les salaires. J'ai milité beaucoup au syndicat. Pendant ce temps, je ne peignais pas.

Un ténor d'opéra

« En 68, je me suis aperçu que tous ces films américains à gros budget, qui se tournaient en France pour des histoires de fiscalité et qui donnaient une fausse santé aux studios français, allaient de plus en plus vers l'Italie ou l'Espagne, qu'ils allaient disparaître et que j'allais perdre une possibilité de gagner ma vie. J'avais un peu d'argent d'avance. Je me suis dit que cet argent je l'avais gagné pour faire de la peinture. J'ai décroché du cinéma et rallié mes complices de la Jeune Peinture, et puis je me suis lancé dans l'histoire des Malassis, où j'ai investi énormément.

« Je n'ai plus alors accepté de faire pour le cinéma qu'une bricole de temps en temps, non plus en salaire, mais en honoraires. Il y a eu *Fedora* de Billy Wilder, *Mr. Klein* de Losey, récemment un *Otto Dix* pour Gavran dans *Clair de femme*. Il m'a rapporté une « briquette », mais m'a donné du fil à retordre. Je crois que je ne peux plus faire ça. Je suis arrivé à saturation.

« Maintenant, j'ai interiorisé. Il se passe quelque chose de nouveau. Ce décrochage du militantisme. Depuis deux ans, j'ai envie de travailler fortement, sans un appât terrible pour faire un tas de choses pour moi. En ce moment, j'ai un plaisir fou avec mes grands dessins aux crayons de couleur, qui me prennent beaucoup de temps. C'est peut-être une régression, mais tant pis, quelque chose d'égoïste, d'un peu narcissique, dans lequel je suis retombé.

« Au départ, je me prenais pour Beethoven ou Rimbaud, j'étais romantique, et je crachais sur tout ce qui pouvait ressembler à de l'argent. Je refusais les boulots. Je disais qu'un ténor d'opéra ne fait pas de chansonnette.

« Et puis, en parallèle avec le peintre des années 60 qui faisait de la peinture un peu abstraite, à la Pignon (Edouard), laborieuse, lente, il y a eu Latil décorateur, faussaire, habile, mariale. J'étais paumé, je devais schizophrénique. Autour de 1964, avec la Jeune Peinture,

j'ai eu l'intuition qu'à travers toute cette remise en question, ce développement de la peinture narrative, politique, à partir du « pop » art, j'étais un type qui pouvait mettre ses capacités de faussaire, de réaliste et de militant sous la même casquette. J'ai eu l'impression de faire l'unité. L'aboutissement de tout ça a été la coopérative des Malassis et les grandes suites de peintures politiques : l'affaire Rusier, l'Appartementsonges, le Grand Méhoul, les fresques pour le centre commercial de Grenoble...

« J'ai peut-être été trop militant. On était bougrement réducteurs à l'époque. Ça, je ne peux plus le supporter non plus. Je ne suis plus tout jeune. J'arrive à quarante-huit ans. J'ai l'impression que mon temps est compté maintenant. Je pense qu'il était temps que je redeviens un peu « parano ». Tout travail à côté, qui me distrairait trop, me gêne.

« Les contraintes d'un second métier sont souvent odieuses, mais, malgré tout, il me semble que c'est mieux que d'être pris dans le système marchand. Parce que le système marchand est tout à fait malsain. Les vrais marchands, ceux qui permettent aux artistes de produire selon les normes qu'ils se sont eux-mêmes fixées, qui leur permettent de se développer, d'évoluer comme ils l'entendent, et s'occupent vraiment de la promotion de leurs œuvres, ça existe, mais il se comptent sur les doigts d'une main en France. Le plus souvent, c'est du compromis, toujours un peu minable. Et je pense vraiment que beaucoup d'artistes qui ne font que leur création, sans avoir conscience, meurent plus ou moins sous des contraintes de fabrication.

« Je viens d'obtenir un poste d'enseignement à l'école d'art de Nantes. Je crois que cela me conviendrait. Une certaine stabilité m'est nécessaire maintenant dans ce contexte de crise ouverte ou larvée de la peinture. »

Propos recueillis par GENEVIEVE BREERETTE.

Man Ray
8 Mai au 19 Juillet 1980
Peintures, dessins, objets, photographies.
ARTCURIAL
11, rue de Valenciennes, Paris 105

MUSEE BOURDELLE
16, rue Antoine-Bourdelle
Montparnasse
L'HISTOIRE DU CHAPEAU !
DU VII^e S. AV. J.-C. A. RENAISSANCE
BONNARD ET VAN DONGEN
T.L.J. et lundi, jusqu'au 30 septembre
Sandra LEVESON
Exposition de peintures
19 juin au 4 juillet

Château de Chevannes
St-Roch - 71800 La Clayette
JACQUES GAUTIER
BIJOUX - SCULPTURES
4 juillet au 3 août 1980

La presse et le public
unanimement : Le spectacle
le plus fou de l'année
ODEURS
prolongé à
BOBINO

En V.O. : MAC-MAHON
STUDIO CONTRASCARPE
OLYMPIC ENTREPOT
FORUM DES HALLES
FELLINI
8 1/2
FEDERICO FELLINI
MARCELLO MASTROIANNI
CLAUDIA CARDINALE
ANOUK AIMEE - SANDRA MILO

Les Arts du Théâtre de Watteau à Fragonard
225 peintures, dessins, sculptures.
* Boucher * Fragonard * Gillot * Goya * Lancret * Panini * Pater * Tiepolo * Watteau
Ouvert tous les jours, sauf le mardi, de 10 heures à 19 heures.
Nocturnes le mercredi et le vendredi, de 21 heures à 23 heures.
Visites commentées le mercredi à 21 heures, le jeudi à 17 heures.
Sur demande pour groupes.
Galerie des Beaux-Arts
Place du Colonel Raynal, Bordeaux.
(9 mai - 1^{er} septembre 80)

FRANCE ÉLYSÉES v.o. - HUCHETTE v.o. - BERLITZ - MONTFARNASSE 83
HOLLYWOOD BOULEVARDS - GAUMONT CONVENTION - GAMBETTA - CLICHY PATHE
PATHE BELLE-ÉPINE Thiais
UN GRAND CLASSIQUE DU CINÉMA
LA NUIT DES MORTS VIVANTS
UN FILM DE GEORGE A. ROMERO
Dangé
"fantastique"
jamais
le cinéma n'était
allé aussi loin...
Il ne pourra
jamais
faire mieux...

QUATRE SOIRÉES DE « THÉÂTRALISATION DU SONORE »
LES MARDI 8, MERCREDI 9, JEUDI 10 ET VENDREDI 11 JUILLET
DANS LE CADRE DU FESTIVAL DU MARAIS, à 20 h. 30
« TROIS SOILOQUES SUÉDOIS »
par PIERRE BOESWILLWALD, compositeur, et JEAN GILLIBERT, acteur, metteur en scène
ASSOCIATION POUR LA COLLABORATION DES INTERPRÈTES ET DES COMPOSITEURS
CENTRE CULTUREL SUÉDOIS
HOTEL DE MARLE - 11, rue Poyenne - PARIS (3^e)
Prix des places : 15 F
Location : sur place une demi-heure avant les séances.

FESTIVAL DE LA ROCHELLE
JULIET
MUSIQUES
THÉÂTRE
DANSE
CINÉMA
CHÂTEAU 80

JUILLET EN JAZZ

MONTREUX

(4 au 20)

Casino (20 h.) : Santana (4); Brazil 60 (5); Africa reggae : Miriam Makeba, Jimmy Cliff, Tokoto Achanti (6); Marvin Gaye, Wayne State University, Michael Walden (7); Big Bands (8); Brecker Brothers, Stanley Clarke, Jame Schaffner (9); B.B. King, Van Morrison (10); Passport avec Klaus Doldinger (11); Ska and Rock, Tickets, O-Tips, Falcons, Specials (12); F-Beat : Elvis Costello (13); Rock of the eighties (14); Rock et France (15); Big Bands (16); Albert Mangelsdorff Trio, Didier Lockwood Quintet, Mel Lewis Big Band (17); Chico Hamilton Septet, Tony Williams Trio, Art Blakey's Jazz Messengers, Amaro-Kal (17); Dollar Brand Group, Original Mingus Dynasty, Latin Jazz Ensemble (18); Toots Thielemans, Noxy Metazuka Orchestra, Mongo Santamaría Orchestra, Gato Barbieri Septet, Dizzy Gillespie (19); Champion Jack Dupree, Wallace Davenport and his band, New Orleans Gospel Choir, Fats Domino Explosion (20).

★ International Jazz Festival, Office du tourisme, tél. : 19-41 (21) 61-33-84 ou 61-61-39.

BORDEAUX-ANDERSON

(7 au 14)

BORDEAUX. — Place Saint-Projet : Jazz Parade (17 h.); Oual de la Douane : Showboat, promenade avec Carrie Smith, jusqu'à Baye, et retour (départ 20 h.). Entrée libre : Jazz (24 h.). Le 7. Place Saint-Projet : Tap Dance (17 h.); Palais des sports : Basile Alumi, avec Joe Williams, Harry Edison, Joe Newman, Jimmy Forrest, Billy Mitchell, Nat Pierce, Eddie Jones, Gus Johnson; Ellington Orchestra, dirigé par Mercer Ellington, avec Cootie Williams; Pau Big Band (20 h.); Maison de la radio : Jazz (24 h.). Le 8. Place Saint-Projet : Tap Dance (17 h.); Palais des sports : Mickey Baker, Muddy Waters, B.B. King (20 h.); Maison de la radio : Jazz (24 h.). Le 9. Place Saint-Projet : Tap Dance, finale du concours (17 h.); Palais des sports : François Blensan et Guy Lafitte, Scott Hamilton-Concord; Panama Francis et his Savoy Sultans; Benny Carter All Star, avec Doc Cheatham, Jimmy Maxwell, Budd Johnson, Cecil Payne, Curtis Fuller, Ray Bryant, Major Holley, Oliver Jackson (20 h.). Le 10.

ANDERSON. — Salle des sports : Jazz (24 h.); Gospel and Spiritual Caravan, Stars of Faith, avec Marion Williams (21 h.); Tausat : Jazz (24 h.). Le 11. Salle des sports : Pau Big Band, François Blensan Septet, New Orleans Jazz Band, Hank Jones-

Stam Stewart, Wild Bill Davis (17 h.); Tausat : Jazz (24 h.). Le 12. Orchestre amateurs et pique-nique aux fontaines (17 h.). Le 13. Anderson, salle des sports : Fats Domino Orleans-Rock and Roll (21 h.), le 14.

★ Bordeaux : Grand Théâtre, tél. : 18 (56) 90-51-50 et Office du tourisme, tél. : (58) 44-58-41. Anderson : Jazz Sessions, tél. : 16 (56) 82-02-93.

NIMES

(10 au 17)

Arènes (21 h.) : Art Ensemble of Chicago, Marmite Infernale, Impressions (10); Kal Winding, Curtis Fuller, Chet Baker, Caratini-Fossat, Michel Delaporte (11); Pharoah Sanders, Michel Portal, European Group (12); Gato Barbieri, Melba Liston, Barro Phillips, John Surman (13); B.B. King, Mighty Joe Young (14); Art Blakey's Jazz Messengers, Swing Strings System, Ian Carr (15); George Coleman Octet, Joe McPhee Quartet, Nat Adderley Quintet (16); Miriam Makeba (17). Durant le Festival : ateliers animés par les musiciens professionnels (notamment Jef Gilson, Philippe Maté, André Jaume, François Couturier).

★ Jazz Club, 45, rue Flaminio, tél. : 16 (56) 67-03-77.

MUNICH

(10 au 11)

Olympiastadion (matinée et soirée) : Dave Brubeck, Betty Carter, Klaus Doldinger's Passport, Fats Domino, Maynard Ferguson, Stan Getz, Dizzy Gillespie, Scott Hamilton, Melba Liston, All Woman Band, McLaughlin-Escouffé Duo, Carmen McRae.

★ Jazz Festival, Olympiastadion, Versammlungsbereich, ZOB 401, D-8000, Munich 40, Allemagne de l'Ouest.

SOUILLAC

(11 au 13)

Place de la Halle : Le Hot d'Or (11, 21 h. 30). Palais des congrès : New Jazz Five, avec Patrick Artaro, André Villéger, René Urteger, Pierre Michelot, Jean-Louis Viale (12, 21 h. 30); Panama Francis, avec Francis Williams, Irvin Stockes, George Kelly, Bobby Smith, John Smith, Bill Pemberton, Red Richards, Carrie Smith (13, 21 h. 30).

★ Syndicat d'initiative, tél. : 16 (56) 37-51-35.

LA HAYE

(11 au 13)

Palais des Congrès (matinées et soirées, en neuf salles distinctes). Avec, notamment : Nat Adderley, l'Art Ensemble of Chicago, Monty Alexander, Gato Barbieri, Basile Alumi, Art Blakey, les Brecker Brothers, Benny Carter, Betty Carter, Ray Charles, Don Cherry, Stanley Clarke, Wallace Davenport, Fats

Domino, Art Farmer, Stan Getz, Dizzy Gillespie, Chico Hamilton, Didier Lockwood, Carmen McRae, Oscar Peterson, Queen Ida, Art Pepper, Mongo Santamaría, Archie Shepp, Jimmy Smith, Clark Terry.

★ Northsea Jazz Festival, La Haye, Hollande, tél. : 19 (70) 94-29-38 et 94-19-32.

LONDRES

(11 au 14)

Alexandra Palace. Avec notamment : Nat Adderley, Chris Barber, Cato Barbieri, Dave Brubeck, Stanley Clarke, Wallace Davenport, Fats Domino, Dizzy Gillespie, Herbie Hancock, Freddie Hubbard, B.B. King, Rose Murphy, Pharoah Sanders, Muddy Waters.

★ Radio Jazz Festival, Londres, Angleterre, tél. : 19 441 437-3774.

NICE

(12 au 22)

Arènes et jardins de Cimiez (de 17 heures à minuit). Adderley Brotherhood avec Nat Adderley (15, 19-21); Basile Alumi, avec Joe Williams (13, 19-22); François Blensan (20-22); Gato Barbieri (21, 22); Brecker Brothers (14, 16, 19); Dave Brubeck (15, 16, 18); Benny Carter All Star (12-17, 20-21); Larry Coryell (12-17); Wallace Davenport Orchestra (14-22); Vic Dickenson (12-15, 17-22); Fats Domino Rhythm and Blues Explosion (16-17, 19, 21-22); Ellington Orchestra, dirigé par Mercer Ellington, avec Cootie Williams (12-16).

Christian Escouffé (16-19); Panama Francis (12, 14-16, 18-19); Dizzy Gillespie Quartet (12, 14, 19); Scott Hamilton-Concord (13-14, 19-20, 22); Roy Haynes (12, 14-17, 20-22); Freddie Hubbard Quintet (15, 17-18, 20-22); Hank Jones-Sam Jones (14-17, 19-22); B.B. King Blues Band (13, 18-20); Lee Konitz (12-18, 20-22); John Lewis (13-16, 18-20, 22); Melba Liston's All Woman Band (14, 18-22); Pierre Michelot (13-19); Rose Murphy (13-18, 20-22); Carmen McRae (14-20).

Jimmy Raney (12-18, 20-22); Mongo Santamaría's Latin Jazz (12-15, 17-18, 21-22); Carrie Smith (12, 14-17, 20-21); Martial Solit (12-15); Stan Stewart (13-18, 18-22); Sam the Man Taylor (14-15, 18-22); Clark Terry (13-14, 16, 18-22); Sir Charles Thompson (12, 14-16, 18-22); Maurice Vander (12-15); Kal Winding (12-16, 18-22).

Concerts et jams avec, notamment, la participation de : Ruby Bram, Doc Cheatham, Harry Edison, Roger Guérin, Joe Newman, Warren Vaché, Françoise Williams (compétes), Curtis Fuller, Benny Powell (trombones), Les Allen, Jerry Bergonzi, Budd Johnson, George Kelly, Guy Lafitte, Charles McPherson, Harold Minerve, Billy Mitchell, Cecil

Payne, Marc Richard, Michel Roque, Dave Schuller, Edgar Syngal, André Vitéger, Michel de Villiers (saxos); Georges Arvanitis, Sharon Freeman, Milt Hamilton, Dave McKenna, Marshall Otwell, André Persiani, Nat Pierce (piano), Tom Riles, Billy Childs, Frank Ferrucci, Don Grillo, Edward Martinez (keyboards); Ed Cherry, Barry Finery, Marc Fossum, Russel Jackson, Doug Raney, Don Smith, David Snyder (guitares); Chris Brubeck, Patrice Caratini, Michel Gaudry, Major Holley, Eddie Jones, Luigi Trussardi, Larry Klein (basses); Charles Beland, Tom Campbell, Jimmy Cobb, Jack Hanna, Oliver Jackson, Randy Jones, Richie Morales, Aldo Romano (drums); Claude Gullhot (viola); Didier Lockwood (violin), Anita Moore (voc.).

★ Parade, Nice, tél. : 16 (93) 81-30-14 et arènes : 81-40-98.

DROME-ROMANS

(13 au 25)

Le soir à 20 h. 30. Château de Suzie la Roussie, Alain Brunet-Didier Lavallat (13). Place de Clusot, Michel Portet et H.J.T. — Humair, Jeanneux, Texier — (15). Bernard Lubat et H.J.T. (16). Cathédrale de Die : Golden Gate Quartet (20). Foyer du Théâtre de Romans. Duo Vinko Globokar — Jean-Pierre Drouot : Improvisations (22). Crest. Big Band de la Drome, dirigé par Alain Brunet, avec Gérard Badini, Martial Solit-Lee Konitz (25). Durant le Festival, ateliers animés par André Hodeit, Jacques Bonnardel, Martial Solit, Jean-Pierre Drouot, Vinko Globokar.

★ A.D.I.M., Semaines de musique contemporaine, tél. : 16 (75) 42-00-07 et arènes : 271-71-30.

SAUMANES

(18 au 20)

Château de Sade (21 h.) : Trio Humair-Jeanneux-Texier (18); Plo-Saint-Loup Orchestra, Jackson Quartet (19); Patrice Caratini-Marc Fosset (20).

★ Ecole de Saumannes (Vaucluse).

ANTIBES

(19 au 25)

Pinède Gould (21 h.) : Stanley Clarke, Wooden Ear (19); Egberto Gismonti, Couturier-Cela Duo, John McLaughlin-Christian Escouffé Duo, Tito Puente (20); Monty Alexander, Stan Getz, Claude Bolling, Big Band (21); Sugar Blue, Muddy Waters, Jacques Higelin (22); Lavelle McKenna, Billy Preston (23); Boulou et Elio Ferré, Urteger Quintet avec Jean-Louis Chautemps, Philip Catherine, J.F. Jenny-Clark, Aldo Romano; Johnny Griffin, Art Blakey's Messengers (24); Joe Turner, Thousand Years of Jazz (25); Don Cherry Tentet, George Adam-Don Pullen Quartet, Michel Portal Quintet.

tat avec Daniel Humair et François Jeannou (26).

★ Maisons de tourisme, tél. : 16 (93) 76-05-64.

LA GRANDE-MOTTE

(20 au 24)

Théâtre de verdure (21 h.) : Bill Evans Trio, Randy Weston Trio, Dollar Brand Quartet (20). Fado de l'église Saint-Augustin (21 h.) : Ellos et Boulou Ferré, Couturier-Cela, Pandemonium avec François Jeannou, Jean-Louis Chautemps, Philippe Maté, Daniel Humair (21); Steve Leary, Kent Carter, Mike Zwerlin, Bernard Lubat, André Jaume, Michel et Loula Petrucci (22). Théâtre de verdure (21 h.) : Monty Alexander Trio, George Adams-Don Pullen Trio, Dizzy Gillespie Quartet (23); Didier Lockwood, Jean My Truong, Marc Barreau, Mario Perry, Egberto Gismonti, Stan Getz (24).

★ Office du tourisme, tél. : 16 (97) 56-03-62.

SALON-DE-PROVENCE

(21 au 25)

Château de l'Empire (21 h. 30); Cour Renaissance : Scott Hamilton

avec, notamment, Warren Vache et Dave McKenna (21); Grande Cour : Benny Carter All Star (22); Grande Cour : Carmen McRae Trio, Ellington Big Band conduit par Mercer Ellington, avec Cootie Williams (23); Cour Renaissance : Basile Alumi, avec Joe Williams (24); Grande Cour : Fats Domino Rhythm and Blues Orchestra (25).

★ Office du tourisme, tél. : 16 (96) 56-57-61.

SAINT-REMY-EN-PROVENCE

(26 juillet au 2 août)

Hôtel de Lublères (21 h.) : Humair-Jeanneux-Texier Trio, Tania Maria Trio (26); Boeli et Roubach Duo, Art Ensemble of Chicago (26); Melao (31); Couturier-Cela Duo, Michel Portal et Bernard Lubat (30); Oriental Wind, Azucita y su Septeto Grapelli et son Quintet (1^{er} août); Ateliers en concert (2 août); Durant la semaine, ateliers animés par les musiciens professionnels qui sont participants au Festival.

★ La Masade, Saint-Mamert-d-Gard, tél. : 16 (66) 8-14-72.

L. M.

A Paris

Le jazz prend ses quartiers d'été, et Paris, du coup, devient un peu plus que ville-jazz. Entre deux voyages, on y revient les musiciens. Bonne occasion, pour ceux qui ne seront pas du côté de la Côte, de s'inventer à la carte leur propre festival. Et l'on verra que ce qui leur est proposé, au hasard des tournées, ce ne sont pas seulement les « routes » des grands festivals estivaux, mais l'essentiel de leurs programmes, dans le calme relatif de Paris en juillet.

Au Palais (8, rue du Faubourg-Montmartre, à 20 h.) : George Adams, Don Pullen et Pharoah Sanders, le 2 juillet; Kenny Burrell Trio, le 9; Art Pepper Quartet, le 10; Art Ensemble of Chicago, le 11; Art Blakey Big Band et Johnny Griffin, le 14; Debutant, avec Joseph Bowie, le 19; Don Cherry et Maglo Show, le 23.

A l'Olympia (boulevard de la Madeleine, à 21 h.) : Dizzy Gillespie Quartet, Joe Williams and the Basile Alumi, le 18 juillet; Dave Brubeck, Brecker Brothers, le 19; Stanley Clarke, le 20; B.B. King, le 21; Duke Ellington Orchestra, dirigé par Mercer Ellington, Carmen McRae Trio, le 22; Gato Barbieri, Mongo San-

tamarie, le 23; Fats Domino, le 24.

Au Dunolo (28, rue Dunolo) : deuxième Festival musique ouverte, juillet et août; Percussions du Cameroun; Jazz Impressions de François Couturier, les 2 et 3 juillet; Celestial Big Band (Alan Silva), du 4 au 6; Wooden Ear, les 7 et 8; Herbe Rouge, les 9 et 10; Jacques Thiolot Quartet, les 11 et 12; Nuit non stop, les 13 et 14; Newton Expérience, le 15 et 16; Rova Saxophone Quartet, du 17 au 19; Dou, le 20; Fusion Jazz Quartet, du 21 au 23; Bobby Few Trio, les 24 et 25; Edja Kungali, le 26.

Au Dreher (place du Châtelet) : Michel Roques, jusqu'au 11 juillet; Chico Hamilton, du 19 au 23; Ray Bryant, du 24 au 27; Art Farmer, du 28 au 31.

A la Chapelle des Lombards (62, rue des Lombards) : Felon Cohen et Yoch'ko Selter, du 2 au 9 juillet; Portal, Chautemps, Jeannou, Didonato, Lubat, etc.; Nuit non-stop, le 10; Guédon, Voltaire 8, Los Salaseros, non-stop saïsa, le 11; Steve Lacy et Steve Potts, du 16 au 21; Joe Los Wilson, du 23 juillet au 5 août; Salsa tous les soirs, à 22 h. 45; les 7, 8 et 9 juillet, grand orchestre de Tito Puente. F.M.

Point de vue

Pour en finir avec la chanson française

par HENRY CHAPIER

Après la publication, dans le Monde du 28 août 1979, d'un article d'Henry Chapié intitulé « Complément à la chanson française », le ministre de la culture et de la communication confié à son auteur une mission sur ce sujet. Henry Chapié devrait remettre très prochainement son rapport, quelques jours avant que la SACEM (Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique) ne dresse, le 10 juillet, au cours d'une conférence de presse, un réquisitoire contre l'inculture des pouvoirs publics face à la crise de l'industrie française du disque. Le point de vue que nous publions est, selon son auteur, un résumé du rapport.

TANDIS que l'on s'obstine à exalter les vertus culturelles de la chanson française, sa cote d'amour au niveau des masses, sa qualité d'incomparable véhicule de notre langue à l'étranger, et que l'on organise — pour la fête ou la promotion — force opérations publicitaires, sondages, rassemblements ou festivals, notre industrie du disque, victime de la politique compétitive des multinationales, ressemble de plus en plus à ce que M. Raymond Barre appelle un « canard boiteux ».

Rappelons très brièvement qu'il ne saurait y avoir d'essor de la chanson française ou du disque créé, fabriqué, et diffusé dans notre pays, si rien n'est fait pour éviter la disparition de l'outil national de production. Or, après la mise en vente de Vogue, il ne restera en France aucune société indépendante capable de s'opposer au raz de marée des productions étrangères ou à la force de frappe du système multinational. Comment imaginer, dès lors, l'avenir prometteur de nos auteurs, compositeurs, interprètes,

ou celui de nos ouvriers des usines de pressage et les compagnies nationales fermant les uns après les autres ne laissant en place que des relais français de sociétés étrangères, qui prétendent logiquement exploiter — sous licence française — tous les disques conçus, créés, produits et fabriqués ailleurs ? Comment s'étonner d'autre part, que l'effort de ces mêmes géants de la diffusion du disque en France se porte logiquement sur des produits d'importation ? Ils coûtent moins cher, ils rapportent des bénéfices sans gros risques, et jouissent — de surcroît — de la faveur des programmeurs de radio-télévision, sensibles aux modes.

Ainsi, la boucle est bouclée : tenue en échec d'un côté par le taux écrasant d'une T.V.A. à 33% montant à son exécution, et concurrencée — par ailleurs — sur les chaînes de radio-télévision par les productions étrangères, notre industrie française du disque s'éteint, provoquant le chômage dans les usines, et réduisant les chances des jeunes créateurs faute d'investissement.

Le 10 juillet 1980, les chiffres de la SACEM vont à nouveau démontrer que la balance des comptes est à notre détriment : ce que l'organisme récolte comme redevances pour le compte du disque étranger vendu en France dépasse largement ce que nos exportations françaises auront totalisé au crédit de nos auteurs-compositeurs. Autrement dit, l'échec de la création française et celui de notre industrie du disque se doublent d'une fuite de capitaux parfaitement légale au profit de l'étranger.

Devant ce phénomène, que peut faire le ministère de la culture, qui n'a aucune autorité sur un secteur industriel à peine connu par l'administration de M. Giraud dont il

devrait logiquement relever ? A quelle doctrine faut-il rattacher l'existence d'un comité pour l'exportation du disque chez M. Charpentier à la direction de la musique ? Quels résultats peut-on espérer d'un tel contre-sens ?

En revanche, un ministère de la communication devrait en principe améliorer la programmation radiotélévisée, et en venir au système des quotas, puisque le discours libéral n'aura depuis un an abouti qu'à des opérations-alibis, et à un effort uniquement limité à Radio-France. En effet, les postes périphériques contiennent de pratiquer de plus belle la co-édition pour tout ce qui est français, réservant le meilleur temps d'écoute populaire aux productions étrangères.

Si les pouvoirs publics refusent d'aborder ces deux dossiers-clés, celui de la T.V.A. et celui des médias, la musique populaire française sera définitivement condamnée aux aléas d'une production et d'une culture marginales.

Le ministère des finances, qui cite volontiers ce que le taux actuel de la T.V.A. sur le disque apporte comme recettes au Trésor, ne pourra guère camper indéfiniment sur ses positions intransigeantes, à moins de vouloir jeter sciemment le bébé avec l'eau du bain : n'a-t-on pas déjà noté, rue de Rivoli, que l'année 1979 donnait du côté des ventes de disques — des signes d'essoufflement ? Faudra-t-il dans ce cas en venir comme ce fut le cas pour le cinéma français à un système d'aide de l'Etat, alors qu'il est encore temps de sauver l'essentiel en abordant le problème sous son aspect économique ?

Croît-on sérieusement que l'enquête lyrique du discours culturel ou le rapport de mission le plus circonstancié peuvent encore modifier une situation que seules des mesures radicales seraient à même de sauver ?

Les nouveaux magnétoscopes couleurs JVC
Portables et de salon
sont actuellement disponibles chez
VIDÉO MUSIQUE
53, avenue de Suffren
75007 PARIS
Crédit - Leasing

MULTI CINE
MON ONCLE D'AMÉRIQUE
ELYSEES-LINCOLN
HAUTEPEUILLE
7 PARNASSIENS
SAINT-LAZARE PARNASSIEN
CALIGULA
MONTE-CARLO
STUDIO SAINT-GERMAIN
NATION
THE ROSE
HAUTEPEUILLE Baby
LA NUIT DES MORTS-VIVANTS
FRANCE-ELYSEES
SAINT-GERMAIN HUCHETTE
TÉLÉPHONE PUBLIC
7 PARNASSIENS

THEATRE ECOLE DU MIROIR
COURS DANIEL MESGUICH
Théâtre MOUFFETARD
76, rue Mouffetard Paris 5^e
les jrs de 19h à 13h s-m
rens. 336.02.87-607.63.64

L'EXPRESSION CORPORELLE
154, rue de la Chapelle
ISAAC ALVAREZ 1^{er} et 2^e degrés
1^{er} degré de la danse
2^e degré de la danse
Séances individuelles et collectives
15, Avenue de la Chapelle 75010 Paris

BIARRITZ v.o. - ODEON v.o. - GRAND REX v.f. - BRETAGNE v.f.
MISTRAL v.f. - U.G.C. Gobelins v.f. - 3 MURAT v.f. - CONVENTION
SAINT-CHARLES v.f. - PARLY 2 v.f. - PANTIN Carrefour v.f.
MONTREUIL Méties v.f. - ARGENTEUIL Alpha v.f. - VILLENEUVE-ST-GEORGES Arrel v.f. - CERGY-PONTOISE Bourvill v.f. - CORBEIL Arel v.f.
LES MUREAUX Club v.f. - LE PERREUX Palais du Parc v.f.
POISSY U.G.C. v.f. - RUEIL Club v.f.

Mieux vaut être mort que de survivre au bateau fantôme
Le Bateau de la Mort
SAINT-GERMAIN HUCHETTE
FRANCE-ELYSEES
SAINT-GERMAIN HUCHETTE
7 PARNASSIENS

هكذا عن الأصل

Expositions

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (377-12-33). Informations téléphoniques : 377-11-12.

Sauf mardi, de 12 h. à 22 h.; samedi, de 10 h. à 22 h. Entrée libre le dimanche.

Animations gratuites : mardi et dimanche, à 15 h. et à 19 h.; le samedi, à 11 h.; entrée du musée (cinéma) : lundi et jeudi, à 17 h.; galeries contemporaines (cas-de-chambre).

LE FUTURISME DANS LES COLLECTIONS DU MUSEUM OF MODERN ART DE NEW-YORK. — Jusqu'au 7 septembre.

MATISSE : « Les Marocains » et « Les Femmes ». — Jusqu'au 15 septembre.

DONATION JOLIS. — Jusqu'au 21 septembre.

MATISSE SARIAN. — Salle d'art graphique, jusqu'au 1^{er} septembre.

MUSEE DE SAINT-PAUL. — Rétrospective. — Jusqu'au 1^{er} septembre.

DIX PHOTOGRAPHES POUR LE TEMPS. — Jusqu'au 20 septembre.

GASTES ET FIGURES DE LA TOILE. — Jusqu'au 17 novembre.

A TRAVERS LA COULEUR. — Atelier des enfants, sauf mardi et dimanche, de 14 h. à 19 h. Entrée libre, jusqu'au 12 juillet.

C.C.L.

LES DEUX GLOBES DE CORONELLI. — Jusqu'au 15 septembre.

CARTO - GRAFFITI. — Les détours de la carte. — Entrée libre, jusqu'au 20 septembre.

ERRANTS, NOMADES, VOYA-

GEURS. — Entrée libre, jusqu'au 8 septembre.

R.F.L.

LA REPUBLIQUE EN FETE : les 14 juillet — Jusqu'au 6 octobre.

Musées

MAITRES DE L'EAU-PORT DES XVI^e ET XVII^e SIECLES. Douzième exposition de la collection E. de Rothchild. Jusqu'au 25 août. Réouverture des peintures. — Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte d'Orléans. — Sauf mardi, de 9 h. à 17 h. 45. Entrée : 2 F. (gratuite le dimanche).

MARIO PRASSINOS. Peintures et dessins récents. — Grand Palais, entrée avenue du Général-Eisenhower (363-44-10). Sauf mardi, de 10 h. à 20 h.; mercredi, jusqu'à 22 h. Entrée : 2 F.; le samedi, 3 F. (gratuite le dimanche).

FAIENCES FRANÇAISES DU XVI^e AU XVIII^e SIECLE. — Grand Palais, entrée 9 F. (gratuite le 25 juillet).

RISE POUR DEMAIN. Arts, tradition et patrimoine. — Grand Palais (voir ci-dessus). Entrée : 12 F.; le samedi, 3 F. (gratuite le 4 août); le dimanche, 2 F. (gratuite le 4 août); la 2^e : « Descriptions orales et identifiées régionales »; la 3^e : « Descriptions commerciales et quartiers ».

LA BULGARIE MEDIEVALE. Art et civilisation. — Galeries natio-

nales du Grand Palais, entrée avenue Georges-Clemenceau (voir ci-dessus). Jusqu'au 16 août.

ARCHITECTURE RURALE ET MODERNE AU CAP SIZON.

Exposition de l'Institut général Grand Palais. Entrée avenue Franklin-Roosevelt (223-03-20). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 5 octobre.

LES PERLES LUMIERES ET LA COULEUR.

— Petit Palais, avenue Winston-Churchill (255-09-21). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 30. Jusqu'au 17 août.

PRESENTATION TEMPORAIRE D'OEUVRES DU MUSEE DU LOUVRE ET DES MUSEES NATIONAUX.

Cérémonie de l'Oratoire national : « Les provinces, sites, et l'Art Mineur. L'archéologie du Champagne; la Grèce du Nord; l'Égypte; les civilisations méditerranéennes; la Grèce; le Musée de la Ville de Paris (voir ci-dessus). — Sauf mardi, de 9 h. à 17 h. 45. Entrée : 2 F. (gratuite le dimanche).

PRESENTATION DES COLLECTIONS PERMANENTES.

— Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h. à 17 h. 45. Entrée : 2 F. (gratuite le dimanche). Jusqu'au 15 août.

RETRIBUTION DES COLLECTIONS PERMANENTES.

— Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 21 septembre.

GROMAIRE. Rétrospective 1892-1971.

— Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 28 septembre.

ECOUTER PAR LES YEUX.

Objets et environnements sonores. —

ARC au Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 24 août.

BOULLEBOULYAN. Du labyrinthe à l'index.

— Musée des enfants, au Palais de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 29 mars 1981.

L'AFFICHE EN BELGIQUE (1884-1984).

— Musée de l'Affiche, 16, rue de Valenciennes (352-50-70). Sauf lundi et mardi, de 12 h. à 18 h. Entrée : 2 F. Jusqu'au 17 novembre.

PROJETS DU CONCOURS D'ARCHITECTURE.

pour le Musée de la Ville de Paris, 5, quai Anatole-France. Sauf mardi, de 10 h. à 17 h.

LA CAMPAGNE ROMAINE A PROLA MALVARIA.

— Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Sauf mardi, de 14 h. à 18 h. Jusqu'au 15 septembre.

CHATEAU. — Musée Bourdelle.

16, rue d'Anvers-Bourdelle (668-67-27). Sauf lundi, de 10 h. à 17 h. 45. Jusqu'au 31 septembre.

ROMMAGE AUX DONATEURS.

— Musée de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 45. Entrée : 2 F. Jusqu'au 31 décembre.

TRONCHES CENNAIRE DE LA COMEDIE-FRANCAISE.

— Bibliothèque nationale, 56, rue de Richelieu (391-82-83). De 12 h. à 18 h. Entrée : 2 F. Jusqu'au 22 juillet.

PANORAMA DE LA GRAVURE SUEDOISE.

— Bibliothèque Nationale (voir ci-dessus). Jusqu'au 31 juillet.

APRÈS LES FENÊTES.

— Musée de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Sauf mardi, de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h. Jusqu'au 28 septembre.

CHANG WOO-SOUNG. Un peintre coréen.

— Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Sauf lundi, de 10 h. à 17 h. 45. Entrée : 2 F. Jusqu'au 20 juillet.

ARCHITECTURE DE MANUFACTURES tabacs et allumettes (1750-1850).

— Galerie du Sein, 12, rue de Valenciennes (352-50-70). De 11 h. à 18 h. Sauf dimanche et jours fériés. Jusqu'au 30 septembre.

NAVALENT ANS DU MUSÉE CARNAVALE.

23, rue de Valenciennes (272-21-13). Sauf lundi (et jours fériés), de 10 h. à 17 h. 45. Jusqu'au 28 octobre.

L'ESTAMPE ENFANT (1880-1980).

— Musée de l'Homme (voir ci-dessus). Jusqu'au 15 juillet.

VIDEOLIBRE. Aspects de la photographie séquentielle.

— Musée de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 2 F. Jusqu'au 7 septembre.

Centres culturels

BORACE VERNET. — Chapelle des Petites-Aurannes. Ecole nationale supérieure de la Ville de Paris (352-34-57). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 2 F. Jusqu'au 11 juillet.

KARSKAYA. Fondation nationale des arts graphiques et plastiques.

— Musée de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 2 F. Jusqu'au 22 juillet.

NEUVIEME SIECLE. Collections de la Bibliothèque nationale.

— Bibliothèque nationale, 56, rue de Richelieu (391-82-83). De 12 h. à 18 h. Entrée : 2 F. Jusqu'au 7 septembre.

LE CHUEN ET LE CHAT DANS L'ART.

— Le Louvre des antiquités, 2, rue de Valenciennes (397-27-10). Sauf lundi, de 11 h. à 18 h. Entrée : 2 F. Jusqu'au 6 septembre.

LE CHUEN ET LE CHAT DANS L'ART.

— Le Louvre des antiquités, 2, rue de Valenciennes (397-27-10). Sauf lundi, de 11 h. à 18 h. Entrée : 2 F. Jusqu'au 6 septembre.

LE CHUEN ET LE CHAT DANS L'ART.

— Le Louvre des antiquités, 2, rue de Valenciennes (397-27-10). Sauf lundi, de 11 h. à 18 h. Entrée : 2 F. Jusqu'au 6 septembre.

LE CHUEN ET LE CHAT DANS L'ART.

— Le Louvre des antiquités, 2, rue de Valenciennes (397-27-10). Sauf lundi, de 11 h. à 18 h. Entrée : 2 F. Jusqu'au 6 septembre.

LE CHUEN ET LE CHAT DANS L'ART.

— Le Louvre des antiquités, 2, rue de Valenciennes (397-27-10). Sauf lundi, de 11 h. à 18 h. Entrée : 2 F. Jusqu'au 6 septembre.

LE CHUEN ET LE CHAT DANS L'ART.

— Le Louvre des antiquités, 2, rue de Valenciennes (397-27-10). Sauf lundi, de 11 h. à 18 h. Entrée : 2 F. Jusqu'au 6 septembre.

LE CHUEN ET LE CHAT DANS L'ART.

— Le Louvre des antiquités, 2, rue de Valenciennes (397-27-10). Sauf lundi, de 11 h. à 18 h. Entrée : 2 F. Jusqu'au 6 septembre.

LE CHUEN ET LE CHAT DANS L'ART.

— Le Louvre des antiquités, 2, rue de Valenciennes (397-27-10). Sauf lundi, de 11 h. à 18 h. Entrée : 2 F. Jusqu'au 6 septembre.

LE CHUEN ET LE CHAT DANS L'ART.

— Le Louvre des antiquités, 2, rue de Valenciennes (397-27-10). Sauf lundi, de 11 h. à 18 h. Entrée : 2 F. Jusqu'au 6 septembre.

LE CHUEN ET LE CHAT DANS L'ART.

— Le Louvre des antiquités, 2, rue de Valenciennes (397-27-10). Sauf lundi, de 11 h. à 18 h. Entrée : 2 F. Jusqu'au 6 septembre.

LE CHUEN ET LE CHAT DANS L'ART.

— Le Louvre des antiquités, 2, rue de Valenciennes (397-27-10). Sauf lundi, de 11 h. à 18 h. Entrée : 2 F. Jusqu'au 6 septembre.

LE CHUEN ET LE CHAT DANS L'ART.

— Le Louvre des antiquités, 2, rue de Valenciennes (397-27-10). Sauf lundi, de 11 h. à 18 h. Entrée : 2 F. Jusqu'au 6 septembre.

LE CHUEN ET LE CHAT DANS L'ART.

— Le Louvre des antiquités, 2, rue de Valenciennes (397-27-10). Sauf lundi, de 11 h. à 18 h. Entrée : 2 F. Jusqu'au 6 septembre.

LE CHUEN ET LE CHAT DANS L'ART.

— Le Louvre des antiquités, 2, rue de Valenciennes (397-27-10). Sauf lundi, de 11 h. à 18 h. Entrée : 2 F. Jusqu'au 6 septembre.

LE CHUEN ET LE CHAT DANS L'ART.

— Le Louvre des antiquités, 2, rue de Valenciennes (397-27-10). Sauf lundi, de 11 h. à 18 h. Entrée : 2 F. Jusqu'au 6 septembre.

LE CHUEN ET LE CHAT DANS L'ART.

— Le Louvre des antiquités, 2, rue de Valenciennes (397-27-10). Sauf lundi, de 11 h. à 18 h. Entrée : 2 F. Jusqu'au 6 septembre.

LE CHUEN ET LE CHAT DANS L'ART.

— Le Louvre des antiquités, 2, rue de Valenciennes (397-27-10). Sauf lundi, de 11 h. à 18 h. Entrée : 2 F. Jusqu'au 6 septembre.

LE CHUEN ET LE CHAT DANS L'ART.

— Le Louvre des antiquités, 2, rue de Valenciennes (397-27-10). Sauf lundi, de 11 h. à 18 h. Entrée : 2 F. Jusqu'au 6 septembre.

LE CHUEN ET LE CHAT DANS L'ART.

— Le Louvre des antiquités, 2, rue de Valenciennes (397-27-10). Sauf lundi, de 11 h. à 18 h. Entrée : 2 F. Jusqu'au 6 septembre.

LE CHUEN ET LE CHAT DANS L'ART.

— Le Louvre des antiquités, 2, rue de Valenciennes (397-27-10). Sauf lundi, de 11 h. à 18 h. Entrée : 2 F. Jusqu'au 6 septembre.

LE CHUEN ET LE CHAT DANS L'ART.

— Le Louvre des antiquités, 2, rue de Valenciennes (397-27-10). Sauf lundi, de 11 h. à 18 h. Entrée : 2 F. Jusqu'au 6 septembre.

LE CHUEN ET LE CHAT DANS L'ART.

— Le Louvre des antiquités, 2, rue de Valenciennes (397-27-10). Sauf lundi, de 11 h. à 18 h. Entrée : 2 F. Jusqu'au 6 septembre.

LE CHUEN ET LE CHAT DANS L'ART.

— Le Louvre des antiquités, 2, rue de Valenciennes (397-27-10). Sauf lundi, de 11 h. à 18 h. Entrée : 2 F. Jusqu'au 6 septembre.

LE CHUEN ET LE CHAT DANS L'ART.

— Le Louvre des antiquités, 2, rue de Valenciennes (397-27-10). Sauf lundi, de 11 h. à 18 h. Entrée : 2 F. Jusqu'au 6 septembre.

LE CHUEN ET LE CHAT DANS L'ART.

— Le Louvre des antiquités, 2, rue de Valenciennes (397-27-10). Sauf lundi, de 11 h. à 18 h. Entrée : 2 F. Jusqu'au 6 septembre.

LE CHUEN ET LE CHAT DANS L'ART.

— Le Louvre des antiquités, 2, rue de Valenciennes (397-27-10). Sauf lundi, de 11 h. à 18 h. Entrée : 2 F. Jusqu'au 6 septembre.

LE CHUEN ET LE CHAT DANS L'ART.

— Le Louvre des antiquités, 2, rue de Valenciennes (397-27-10). Sauf lundi, de 11 h. à 18 h. Entrée : 2 F. Jusqu'au 6 septembre.

LE CHUEN ET LE CHAT DANS L'ART.

— Le Louvre des antiquités, 2, rue de Valenciennes (397-27-10). Sauf lundi, de 11 h. à 18 h. Entrée : 2 F. Jusqu'au 6 septembre.

LE CHUEN ET LE CHAT DANS L'ART.

— Le Louvre des antiquités, 2, rue de Valenciennes (397-27-10). Sauf lundi, de 11 h. à 18 h. Entrée : 2 F. Jusqu'au 6 septembre.

LE CHUEN ET LE CHAT DANS L'ART.

— Le Louvre des antiquités, 2, rue de Valenciennes (397-27-10). Sauf lundi, de 11 h. à 18 h. Entrée : 2 F. Jusqu'au 6 septembre.

LE CHUEN ET LE CHAT DANS L'ART.

— Le Louvre des antiquités, 2, rue de Valenciennes (397-27-10). Sauf lundi, de 11 h. à 18 h. Entrée : 2 F. Jusqu'au 6 septembre.

ELYSEES CINEMA VO - UGC CAMEO VF - PARAMOUNT MONTMARTRE VF - UGC Gobelins VF
UGC GARE DE LYON VF - MAGIC CONVENTION VF - 3 MURAT VF - 7 PARNASSIENS VO - CLUNY ECOLES VO

L'irrésistible réussite d'un irrésistible raté

UNIVERSAL PRESENTE
UNE PRODUCTION ASPEN FILM SOCIETY - WILLIAM E. MCGEEN - DAVID V. PICKER
UN FILM DE CARL REINER



STEVE MARTIN
dans
un vrai schnock
"THE JERK"
avec **BERNADETTE PETERS** - **CATLIN ADAMS** et **JACKIE MASON** dans le rôle de Harry Hartounian
scénario de **STEVE MARTIN** - **CARL GOTTILIEB** - **MICHAEL ELIAS**
d'après une histoire de **STEVE MARTIN** et **CARL GOTTILIEB**
produit par **DAVID V. PICKER** et **WILLIAM E. MCGEEN** réalisé par **CARL REINER**
UN FILM UNIVERSAL DISTRIBUE PAR CINEMA INTERNATIONAL CORPORATION

VERSAILLES Cyrano - ARGENTEUIL Alpha - NOGENT Arlet - PANTIN Carrefour

هكذا من الأصل

Théâtres

(Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

Les salles subventionnées et municipales

OPERA (743-57-50), les 3 et 9 à 19 h 30 : les Noces de Figaro ; les 4 et 5 à 20 h : la Bohème.
SALLE FAVART (296-15-30), Relâche.
COMEDIE-FRANCAISE (265-10-20), les 2 et 3 à 20 h 30 : Simul et Singulier (dernières) ; le 4, à 20 h 30 : Port Royal (dernière) ; les 5 et 6 à 20 h 30 : la Nuit des rois.
CHARLOT (727-81-19), Relâche.
ODON (252-75-32), Relâche.
PETIT ODON (252-75-32), Relâche.
TEP (797-96-06), Relâche.
CENTRE G. POMPIDOU (277-12-33) (Mar.), Clôture, les 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 à 19 h : Le cirque expérimental dans les années 60 ; les 3, 4, 5 et 6 à 19 h : Dédé (M. de Saint-Paul et P. Whitehead).
CARLES SILVIA MONFORT (511-25-34), les 5 et 6 à 14 h : le 16 h 30, le 5 à 19 h 30 : Cléopâtre et l'Anacréon.
THEATRE DE LA VILLE (274-11-24), Relâche.

LES AUTRES SALLES
AIRE LIBRE (322-70-70) (L.), 20 h 30 : Dédé à deux ; 22 h 15, mat. dim. 17 h 30 : Amélie.
ARTS-HENRIOT (387-22-23) (D. soir, L.), 20 h 30 : Dédé (M. de Saint-Paul et P. Whitehead).
CARREAU DU TEMPLE (824-53-25) (Mar.), 21 h : le Cirque de la Nuit.
CARTOUCHERIE - THEATRE DU SOLEIL (774-34-08) (D. soir, L.), 21 h : le Cirque de la Nuit ; 22 h 15 : le Neveu de Rameau.
THEATRE DE LA TEMPERATURE (322-56-50) (D. soir, L.), 20 h 30 : Dédé à deux ; 22 h 15 : le Neveu de Rameau.
THEATRE DE LA TEMPERATURE (322-56-50) (D. soir, L.), 20 h 30 : Dédé à deux ; 22 h 15 : le Neveu de Rameau.
THEATRE DE LA TEMPERATURE (322-56-50) (D. soir, L.), 20 h 30 : Dédé à deux ; 22 h 15 : le Neveu de Rameau.

NOUVEAUX SPECTACLES

Théâtre en rond (387-75-38)

Huis-clos, de Sartre, 20 h 30

(3)

Hôtel de Poissy (241-41-45)

les Exploits d'Arlequin, 21 h

Cœur des miracles (548-25-80)

Nagare Perdra, 20 h 30 (7)

Théâtre 18 (256-47-47) : la

Mère coupable, de Beaumarchais, 20 h 30 (6)

Comédie-Française (265-10-20)

la Nuit des rois, dans la mise

en scène de Terry Hands

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

(reprise), 20 h 30 (6)

HUCHETTE (328-28-28) (D.),

20 h 30 : la Cantatrice chauve ; la

Leçon.

IL TEATINO (322-38-28) (D.),

21 h : les Dialogues putanesques.

LUCRENTIA (344-57-50) (D.), 1.

18 h 30 : le Biberon de la révolte ;

20 h 30 : Haute surveillance ;

22 h 15 : le Journal de Nijinsky ;

24 h 15 : l'Idée fixe ; 26 h 15 :

After Liverpool ; 28 h 15 :

After Liverpool ; 30 h 15 :

21 h : Paroles françaises.

MARIE-STUART (338-17-80) (D.),

20 h 30 : Pour l'amour de l'humanité.

MARIGNY (225-70-74) (D. soir, L.),

21 h : mat. dim. 15 h 30 : Rêve,

désordre et génie ; 22 h 30 :

V. comédie Vain.

MICHEL (265-35-02) (L.), 21 h 15 :

Ducs sur canapé.

MONTFASSON (320-89-60) (L.),

20 h 30 : mat. dim. 15 h 30 :

18 h 30 : la Cage aux folles ; 21 :

20 h 30 : le Biberon de la révolte ;

22 h 15 : le Journal de Nijinsky ;

24 h 15 : l'Idée fixe ; 26 h 15 :

After Liverpool ; 28 h 15 :

After Liverpool ; 30 h 15 :

21 h : Paroles françaises.

MARIE-STUART (338-17-80) (D.),

20 h 30 : Pour l'amour de l'humanité.

MARIGNY (225-70-74) (D. soir, L.),

21 h : mat. dim. 15 h 30 : Rêve,

désordre et génie ; 22 h 30 :

V. comédie Vain.

MICHEL (265-35-02) (L.), 21 h 15 :

Ducs sur canapé.

MONTFASSON (320-89-60) (L.),

20 h 30 : mat. dim. 15 h 30 :

18 h 30 : la Cage aux folles ; 21 :

20 h 30 : le Biberon de la révolte ;

22 h 15 : le Journal de Nijinsky ;

24 h 15 : l'Idée fixe ; 26 h 15 :

After Liverpool ; 28 h 15 :

After Liverpool ; 30 h 15 :

21 h : Paroles françaises.

MARIE-STUART (338-17-80) (D.),

20 h 30 : Pour l'amour de l'humanité.

MARIGNY (225-70-74) (D. soir, L.),

21 h : mat. dim. 15 h 30 : Rêve,

désordre et génie ; 22 h 30 :

V. comédie Vain.

MICHEL (265-35-02) (L.), 21 h 15 :

Ducs sur canapé.

MONTFASSON (320-89-60) (L.),

20 h 30 : mat. dim. 15 h 30 :

18 h 30 : la Cage aux folles ; 21 :

20 h 30 : le Biberon de la révolte ;

22 h 15 : le Journal de Nijinsky ;

24 h 15 : l'Idée fixe ; 26 h 15 :

After Liverpool ; 28 h 15 :

After Liverpool ; 30 h 15 :

21 h : Paroles françaises.

MARIE-STUART (338-17-80) (D.),

20 h 30 : Pour l'amour de l'humanité.

MARIGNY (225-70-74) (D. soir, L.),

21 h : mat. dim. 15 h 30 : Rêve,

désordre et génie ; 22 h 30 :

V. comédie Vain.

MICHEL (265-35-02) (L.), 21 h 15 :

Ducs sur canapé.

MONTFASSON (320-89-60) (L.),

20 h 30 : mat. dim. 15 h 30 :

18 h 30 : la Cage aux folles ; 21 :

20 h 30 : le Biberon de la révolte ;

22 h 15 : le Journal de Nijinsky ;

24 h 15 : l'Idée fixe ; 26 h 15 :

After Liverpool ; 28 h 15 :

After Liverpool ; 30 h 15 :

21 h : Paroles françaises.

MARIE-STUART (338-17-80) (D.),

20 h 30 : Pour l'amour de l'humanité.

MARIGNY (225-70-74) (D. soir, L.),

21 h : mat. dim. 15 h 30 : Rêve,

désordre et génie ; 22 h 30 :

V. comédie Vain.

Hôtel de Marie, le 2, à 20 h 30 :

L. Sédar (Brahms, Beethoven) ;

les 8 et 9 à 19 h 30 : l'Idée fixe ;

20 h 30 : le Biberon de la révolte ;

22 h 15 : le Journal de Nijinsky ;

24 h 15 : l'Idée fixe ; 26 h 15 :

After Liverpool ; 28 h 15 :

After Liverpool ; 30 h 15 :

21 h : Paroles françaises.

MARIE-STUART (338-17-80) (D.),

20 h 30 : Pour l'amour de l'humanité.

MARIGNY (225-70-74) (D. soir, L.),

21 h : mat. dim. 15 h 30 : Rêve,

désordre et génie ; 22 h 30 :

V. comédie Vain.

MICHEL (265-35-02) (L.), 21 h 15 :

Ducs sur canapé.

MONTFASSON (320-89-60) (L.),

20 h 30 : mat. dim. 15 h 30 :

18 h 30 : la Cage aux folles ; 21 :

20 h 30 : le Biberon de la révolte ;

22 h 15 : le Journal de Nijinsky ;

24 h 15 : l'Idée fixe ; 26 h 15 :

After Liverpool ; 28 h 15 :

After Liverpool ; 30 h 15 :

21 h : Paroles françaises.

MARIE-STUART (338-17-80) (D.),

20 h 30 : Pour l'amour de l'humanité.

MARIGNY (225-70-74) (D. soir, L.),

21 h : mat. dim. 15 h 30 : Rêve,

désordre et génie ; 22 h 30 :

V. comédie Vain.

MICHEL (265-35-02) (L.), 21 h 15 :

Ducs sur canapé.

MONTFASSON (320-89-60) (L.),

20 h 30 : mat. dim. 15 h 30 :

18 h 30 : la Cage aux folles ; 21 :

20 h 30 : le Biberon de la révolte ;

22 h 15 : le Journal de Nijinsky ;

24 h 15 : l'Idée fixe ; 26 h 15 :

After Liverpool ; 28 h 15 :

After Liverpool ; 30 h 15 :

21 h : Paroles françaises.

MARIE-STUART (338-17-80) (D.),

20 h 30 : Pour l'amour de l'humanité.

MARIGNY (225-70-74) (D. soir, L.),

21 h : mat. dim. 15 h 30 : Rêve,

désordre et génie ; 22 h 30 :

V. comédie Vain.

MICHEL (265-35-02) (L.), 21 h 15 :

Ducs sur canapé.

MONTFASSON (320-89-60) (L.),

20 h 30 : mat. dim. 15 h 30 :

18 h 30 : la Cage aux folles ; 21 :

20 h 30 : le Biberon de la révolte ;

22 h 15 : le Journal de Nijinsky ;

24 h 15 : l'Idée fixe ; 26 h 15 :

After Liverpool ; 28 h 15 :

After Liverpool ; 30 h 15 :

21 h : Paroles françaises.

MARIE-STUART (338-17-80) (D.),

20 h 30 : Pour l'amour de l'humanité.

MARIGNY (225-70-74) (D. soir, L.),

21 h : mat. dim. 15 h 30 : Rêve,

désordre et génie ; 22 h 30 :

V. comédie Vain.

MICHEL (265-35-02) (L.), 21 h 15 :

Ducs sur canapé.

MONTFASSON (320-89-60) (L.),

20 h 30 : mat. dim. 15 h 30 :

18 h 30 : la Cage aux folles ; 21 :

20 h 30 : le Biberon de la révolte ;

22 h 15 : le Journal de Nijinsky ;

24 h 15 : l'Idée fixe ; 26 h 15 :

After Liverpool ; 28 h 15 :

After Liverpool ; 30 h 15 :

21 h : Paroles françaises.

MARIE-STUART (338-17-80) (D.),

20 h 30 : Pour l'amour de l'humanité.

MARIGNY (225-70-74) (D. soir, L.),

21 h : mat. dim. 15 h 30 : Rêve,

désordre et génie ; 22 h 30 :

V. comédie Vain.

MICHEL (265-35-02) (L.), 21 h 15 :

Ducs sur canapé.

MONTFASSON (320-89-60) (L.),

20 h 30 : mat. dim. 15 h 30 :

(D. L. Mar.), 19 h : M. Plozet ;

(D.), 20 h 15 : l'Idée fixe ; 22 h :

18 h 30 : la Cage aux folles ; 21 :

20 h 30 : le Biberon de la révolte ;

22 h 15 : le Journal de Nijinsky ;

24 h 15 : l'Idée fixe ; 26 h 15 :

After Liverpool ; 28 h 15 :

After Liverpool ; 30 h 15 :

21 h : Paroles françaises.

MARIE-STUART (338-17-80) (D.),

20 h 30 : Pour l'amour de l'humanité.

MARIGNY (225-70-74) (D. soir, L.),

21 h : mat. dim. 15 h 30 : Rêve,

désordre et génie ; 22 h 30 :

V. comédie Vain.

MICHEL (265-35-02) (L.), 21 h 15

PRESSE

Mercredi 2 juillet**FRANCE - CULTURE**

19 h. 30, La science en marche : Promenade
au jardin des sciences.
20 h., La musique et les hommes : « la Cantate
À trois voix », de P. Claudel, enregistrée à
l'église Saint-Méris.
22 h. 30, Nuits magnétiques : Relations.

FRANCE - MUSIQUE

- 17 h. 30. Concert Kavel : c Ma mère l'Oye » c Rapsodie espagnole » c La Valse » c Daphnis et Chloé » suite n° 2 par l'Orchestre national de France, direction Lorin Maazel ; 19 h. 5. Kiosque.
- 20 h. 3. Debussy : « Etudes » avec W. Gieseking.
- 20 h. 30. Concert en direct de Radio-France
Tricentenaire de la naissance de Lully :
brev. prélude et intermède (de Palla) ;
les Pianéttes (Hohl), par le Nouvel
Orchestre philharmonique et la Maîtrise de
Radio-France, dir. J. Seretbrix, avec C. Far-
rance
- 21 h. Les Nuits d'été : Liège (Foussier, Hoyon,
Lohet, Babou, Van Maldeire), d. h. 5. Œuvres

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 2 JUILLET
— M. Michel Rocard, membre du bureau exécutif du P.S., député des Yvelines, est l'invité de l'émission « Face au public » de France-Inter, à 19 h. 15.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

9 h. 7, Machine de la littérature.
10 h. 45, Questions en zigzag : « Rachel », avec
N. Toulmon du West.
11 h. 2 Carl Nielsen ou la lumière du Nord
(et à 17 h. 32).
12 h. 5, Agora : « la Ténébreuse Histoire de la
prise d'Alger », avec P. Sarval.
13 h. 45, Panorama.
13 h. 30, Renaissance des orgues en France :
Poise (Charente-Maritime).
14 h., Sons : Canton (Repos).

14 h. 5, Un livre, des voix :
D. Martin.

- 14 h. 47, Départementale : à Annecy.
- 16 h. 50, Actualité : Les plates-formes pétrolières.
- 18 h. 30, Feuilleton : « Martin Edem », d'après J. London.
- 19 h. 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : Les artères.
- 20 h. « Siddhartha », de V. Segalen, avec F. Constant, etc.

22 h. 30, Nuits magnétique

FRANCE - MUSIQUE

7 h. 3. La musique aux champs : Œuvres de Rameau, Elgar, Brahms, Piarre, Mozart, Lully, Saint-Saëns.

7 h. 38, Intégrale pour orgue de Buxtehude.

8 h. Un grand soleil chargé d'amour : Giacomini, Puccini ; 8 h. 35. Kiosque ; 9 h. 30. Le délire des digits : L'Intrépide de Liszt.

10 h. 30. Ruy Blas de Molière (suite).

11 h. 30. Concert: « Les 5

« Les pins de Rome » et « Les fêtes romaines » (Respighi), par l'Orchestre national de France, dir. Lorin Maazel.

13 h. 5, Jazz vivant estival : Panama Francis et ses Jazz Sultans, et Muddy Water Blues Band.

14 h., Un grand soled cha
« Concerto pour piano »

15 h. 45, Concert Puccini « Il Tristano » : « Il Tabarro », « Suor Angelica », « Gianni Schicchi », par le Nouvel Orchestre philharmonique et les Chœurs de Radio-France, dir. Gian Luigi Gelmetti : 15 h. 55, Kleopatra : 20 h., « Église à la mémoire de Liszt » (Lidopour).

23 h. 38, Festival de Vienne 1986 : « Divertissement » K. 138 (Mozart) : « Sonate pour cordes

en ut^{re} (Boschini); & A.
 & Polonaise en si bémol
 rhapsodie pour cordes et

23 h. — Les Nuits d'Été : Anvers.

Une proposition de loi de M. Crépeau

LES RADICAUX DE GAUCHE PROPOSENT UNE SUSPENSION DE LA LOI SUR LE MONOPOLE

M. Michel Crépeau, président du Mouvement des radicaux de gauche, député de Charente-Maritime, a déposé à l'Assemblée nationale, au nom de son parti, une proposition de loi tendant à autoriser les radicaux de gauche et rattachés dans le cadre du service public.

Estimant dans l'exposé des motifs que le monopole est devenu une « fiction juridique », M. Crépeau a demandé l'abrogation, pour une durée de deux ans, de l'application de la loi du 28 juillet 1978, accompagnée d'une amnistie des condamnations prononcées et de l'absence de poursuites pour l'avenir.

pendant cette période une commission nationale (constituée de parlementaires, élus locaux, professionnels, représentants des responsables d'associations, représentants de la presse et personnes compétentes) prépare un rapport d'orientation et un projet de statut.

En attendant, des autorisations d'émettre seraient accordées, à titre précaire, pour une durée d'un an renouvelable. Toute association sans but lucratif par des commissions régionales composées d'élus nationaux et locaux et de représentants des associations et de la presse régionale, à condition que le rayon d'émission ne dépasse pas 30 kilomètres.

■ M. Maurice Cazeneuve assumera, à partir d'octobre prochain, la direction générale de la filiale parisienne de Télé-Union production, contrôlée à parts égales par R.T.I. et M. Jacques Antoine, fondateur il y a vingt ans de la société. M. Maurice Cazeneuve, qui a réalisé de nombreuses dramatiques, sera responsable du département fiction (dramatiques, feuilletons), qui sera créé en octobre. M. Maurice Cazeneuve a été, de 1968 à 1972, directeur de la deuxième chaîne de

RELIGION

Mgr LEBEVRE ANNONCE LA CRÉATION D'UN SÉMINAIRE TRADITIONALISTE A PARIS

ristes, a ajouté que d'autres créations semblables auraient lieu ultérieurement dans d'autres pays. « Aujourd'hui à Paris, demain à Rome, et après-demain aux Etats-Unis », a-t-il dit.

Au cours de son homélie, en présence d'une foule de deux à trois mille personnes, Mgr LeFebvre, faisant allusion au conflit

qui l'oppose à Rome, a déclaré : « Nous avons plus d'espoir qu'
jamais, nous sommes plus près
que jamais d'une solution, et les
choses s'arrangeront bientôt. »

● **M. Jacob Kaplan**, grand rabbin de France, qui quitte ses fonctions à la fin de l'année, a verbalisé le 30 juin, des mains de M. Jacques Chirac, maire de Paris, le plaque du bimillénaire de la capitale.

● **RECTIFICATIF**. — Contrairement à ce que nous avons écrit dans le *Monde* daté 28-30 juin, c'est le cardinal Wyszyński, et non l'archevêque de Varsovie, qui n'est plus secrétaire général du synode des évêques. Il a été remplacé à ce poste par Mgr Joseph Tomko, nommé en septembre 1971.

Le quatrième tour n'apporte guère de clarification. M. Domon décide alors de se retirer, invite ses partisans à reporter leurs voix sur un tiers, M. Labasse, mais précise aussitôt qu'il n'est pas candidat. Le conseil d'administration de la coopérative. Pour certains — adhérents du S.N.J. (autonome) et de la C.P.D.T. — il y a là « manœuvre » et « trahison de la règle ». Les deux tours suivants voient cependant progresser le score de M. Bocquillon, qui resté seul en lice au quatrième et dernier scrutin, dépasse alors la majorité absolue (51 % des voix) de la barre des 75 % exigée par le conseil d'administration.

« Une pure coïncidence »

Un coup de la C.G.T. ? M. Joly hésite, lui-sourire, lui-sourcil : « Bien sûr, c'est ce qu'on va dire... c'est couru d'avance ! Que voulez-vous, nous sommes une coopération : les ouvriers, les employés, sont plus nombreux que les Jeunesses socialistes. Plus nombreux à la base, plus nombreux au sommet. Et comme la C.G.T. est très majoritaire, nous sommes à l'honneur. Pourtant, l'ancien communiste, devenu président, n'a « jamais » ses administrateurs garder au conseil (2) la caquette syndicale, même si on ne renie pas ses origines. C'est tout naturel. Un « agité », membre du conseil, nous contre M. Domon. » Sept autres ont voté pour.

Que l'êtu soit lui-même syndiqué à la C.G.T. est, assure avec force M. Joly, « pure coïncidence ». « La pléthore des candidatures nous a indisposés, explique encore le président. Ça ne fait pas sérieux. Le conseil d'administration n'était pas payé en retour de la confiance qu'il avait accordée aux journalistes. M. Domon était depuis deux ans notre conseiller sur les questions de rédaction : il est normal qu'on lui ait marqué et confirmé notre confiance. »

[illegible]

M. René Démon a quitté son rez-de-chaussée sans regrets. Il a rejoint « les autres » dans les bureaux, plus agités, de l'étage. Les couloirs se sont tus : sceptique ou non, il faut bien faire le journal tous les jours.

DOMINIQUE POUCHIN.

(1) La procédure convenue entre la rédaction et le conseil d'administration prévoyait seulement trois jours le 14 juin et, si nécessaire, une nouvelle assemblée générale une semaine plus tard.

(2) Le conseil d'administration de la coopérative comprend, outre son président, M. Joly, lui-même cégeiste, cinq ouvriers C.G.T., le chef de la photographie et le chef de la photocomposition tous deux C.G.T., un inspecteur des ventes, le secrétaire général de l'entreprise et deux journalistes.

Figure 1. A schematic diagram of the experimental design. The subjects were divided into two groups: the control group and the experimental group. The control group received a standard training program, while the experimental group received a modified training program. The subjects were then tested on a series of tasks, and their performance was compared between the two groups.

هكذا من الأصل

	La ligne	La ligne T.E.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.E.
ANNONCES ENCADREES		
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Des Collaborateurs de qualité pour un groupe performant

SUD-EST : Un groupe métallurgique français connaissant depuis plusieurs années un développement important et régulier, réalise aujourd'hui un chiffre d'affaires de 1 milliard de francs pour un effectif de 3 300 personnes. Il occupe des positions de leader sur des marchés européens et mondiaux et poursuit une progression permanente dans le domaine des technologies nouvelles de l'élaboration et de la transformation des aciers. Pratiquant des méthodes de gestion efficaces, basées sur la décentralisation et la responsabilisation de l'encadrement, ce groupe recherche la collaboration de plusieurs cadres soucieux de progresser personnellement et de participer à son développement.

Chef de Projet Acierie

Rattaché au Directeur Technique, en liaison avec le bureau d'études et la fabrication, il aura pour mission d'analyser le processus de production, de proposer les améliorations permettant des gains substantiels de production et de piloter les groupes de projets chargés des réalisations techniques. Ce poste convient à un jeune ingénieur diplômé d'une grande école (Mines, Centrale, AM) possédant une première expérience de 3 ans minimum en engineering sidérurgique, aciérie, service organisation ou entretien métallurgique. L'expérience acquise dans ce poste lui permettra d'évoluer vers des responsabilités techniques plus larges ou de production. (Réf. R 836)

Responsable Administratif et Financier

La société commercialise des produits industriels consommables, occupe la première place sur le marché européen (70 % à l'export), possède des unités de production en France, en Angleterre et réalise un chiffre d'affaires de 200 millions de francs. Assistant le Président de la société, ce cadre contrôlera la comptabilité générale et analytique (informatisée), prendra en charge le reporting et le contrôle de gestion et suivra l'évolution de flux financiers (trésorerie, relations banques, investissements) ainsi que l'administration générale. Ce poste nouvellement créé intéresse un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ESC... + DECS) âgé de 28 ans minimum et possédant une expérience réussie en entreprise ou en cabinet d'audit anglo-saxon. Il pratiquera couramment l'anglais et, si possible, l'allemand. (Réf. R 834)

Ingénieur Produits

Recherche appliquée produits métallurgiques : rattaché au Directeur du centre de recherche en liaison avec les chefs de produits des unités, il participera à la recherche et à la définition de produits et de technologies nouvelles. Il sera le correspondant privilégié d'organismes d'informations et de recherches. Ce poste basé en proche banlieue parisienne intéresse un jeune ingénieur diplômé d'une grande école (Mines, Centrale ou équivalent) essentiellement débutant et souhaitant réaliser une expérience dans la recherche avant d'occuper un poste opérationnel au sein du groupe. Une bonne pratique de l'anglais est indispensable. (Réf. R 838)

Contrôleur de Gestion Groupe

Rattaché au Secrétaire Général, il sera chargé de l'analyse et de l'exploitation des résultats et des écarts permettant de planifier les activités du groupe. Il participera directement à la conception et à la réalisation des budgets et du plan. Il assistera les filiales françaises et étrangères dans la préparation et le suivi de leurs budgets. Ce poste de haut niveau intéresse un professionnel du contrôle de gestion, son expérience l'aura amené à exercer des responsabilités comparables dans une société internationale. Il pratiquera couramment l'anglais et, si possible, l'allemand. (Réf. R 833)

Assistant Marketing

Cette même filiale recherche pour son département commercial un jeune assistant marketing. Il prendra en charge le suivi analytique de l'activité commerciale et l'étude de nouveaux produits (définition des marchés, promotion, publicité). Il interviendra sur le terrain en liaison avec les délégués commerciaux. Ce poste intéresse un jeune diplômé de l'enseignement commercial supérieur, possédant de solides connaissances du marketing produits grand public ou industriels. Il aura réussi une première expérience de préférence dans la vente. Il pratiquera couramment l'anglais et l'anglais. (Réf. R 837)

Ingénieur Parachèvement

Rattaché au Directeur de Production, il aura la responsabilité de la gestion (productivité, coût, délais) et de l'animation d'un service de 60 personnes réalisant le parachèvement de produits ronds et de petits plats (dressage, tronçonnage, usinage, contrôle et conditionnement). Ce poste convient à un ingénieur diplômé, âgé de 30 ans minimum, possédant une solide expérience de la transformation à froid des métaux (usinage, parachèvement). (Réf. R 835)

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence correspondante à A. RICHARD qui traite confidentiellement cette recherche et fournira toutes informations complémentaires.

centor

CENTOR RHONES-ALPES
17, rue Louis Guérin
69100 VILLEURBANNE

Cadre Administratif pour son Service Etranger

Maîtrisant parfaitement la technologie bancaire d'un service identique depuis quelques années (5 à 10 ans), vous êtes un professionnel qui encadrera et animera une vingtaine de personnes pour l'exécution des travaux de votre secteur. Vous assurerez également des responsabilités importantes dans le règlement des dossiers de financement (crédit, doc, etc.).

Votre connaissance de la langue allemande et votre professionnalisme sont vos atouts pour réussir dans cette fonction solide, très évolutive et assortie d'une bonne rémunération. Aide au déménagement prévue.

Nous vous suggérons de saisir cette opportunité de première main en adressant votre dossier complet sous REF. 878 à notre Conseil qui vous garantira toute discrétion.

MANAGING
5-7, rue Pierre Perrot
97000 METZ
Tél. : 766.52.35

managing

Importante Société Métallurgique Spécialisée dans le levage et la manutention RECHERCHE

chargé d'études marketing

Sous l'autorité du Directeur MARKETING :
- Il est chargé de recueillir, mettre en forme les informations quantitatives et qualitatives du marché et ainsi participer à l'élaboration de la stratégie marketing de la Société.
- Les candidats ont un niveau H.E.C. ou E.S.C. Une expérience de 2 à 3 ans dans un poste similaire sera appréciée.

Adressez CV détaillé sous Ref. 1460/L à Contesse Publicité, 74, rue Schevvalin, 69363 LYON CEDEX 2.

LA CAISSE REGIONALE DU CREDIT AGRICOLE de l'AINSE souhaite recruter son

Responsable Système

Elle recherche pour cela un jeune ingénieur d'environ 30 ans, ayant une expérience pratique sur site IBM fonctionnant sous DOS/VS, CICS, VSAM-DL/1.

Une connaissance de VM, MVS et en télétransmission serait un atout. Ces fonctions très diversifiées, recouvrent sur le plan technique la prise en charge des performances du système et les choix techniques permettant de les réaliser, ainsi que l'établissement des normes et standards s'appliquant aux études et à l'exploitation.

Elles peuvent, en outre, intéresser un cadre souhaitant participer de très près à l'aménagement, l'organisation et l'animation d'un département important.

GRUPE Ce recrutement a été confié à



ETHNOS
Conseil en recrutement
9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS, qui recevra les candidatures sous la référence 79391 M.

DIRECTEUR D'USINE

FILIALE D'UNE HOLDING FRANÇAISE, une société industrielle de produits métallurgiques en expansion et renommée dans sa branche, offre un poste de Directeur d'usine.

Autonome et dynamique, il devra assurer la direction et la gestion de l'ensemble des fabrications et participer aux choix stratégiques de la Direction Générale par sa compétence et son imagination techniques.

De formation AM, IDN ou équivalent, il devra disposer d'une expérience de 10 ans environ de préférence dans le secteur métallurgique. Poste intéressant pour candidat témoignant réelles qualités d'animateur et de gestionnaire. Poste à Vendôme.

Rémunération : 200.000 F.
Ecrire sous référence SC 646 CM



ÉTIENNE RENARD S.A.

(Titulaire d'un contrat de croissance avec l'Etat)

CONSTRUCTEUR PROMOTEUR

MAISONS INDIVIDUELLES

DIRECTEUR TECHNIQUE

Ingénieur Grande Ecole ou Architecte

pour une activité de 700 maisons livrées soit clés en main, soit prises à finir, il aura la responsabilité des techniques utilisées :
- en fabrication de composants industrialisés et sur les chantiers ; la conception de nouveaux modèles ; les plans massés ; les produits nouveaux ; la tenue des dossiers clients.
Lieu de résidence : BOUEN ou environs

Envoyer curriculum vitae manuscrit avec photo et indiquer rémunération souhaitée à :
ÉTIENNE RENARD
B.P. 55, 78120 MONT-SAINT-AIGNAN.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ BATIMENT ET T.P. filiale d'un grand groupe français recherche pour REGION CENTRE

JEUNES INGENIEURS

ESTP - A.M. - INSA - HEI ou équivalent.

Intéressés par les fonctions :

- TRAVAUX BATIMENT
- TRAVAUX GENIE CIVIL
- COMMERCIAL
- B.E. ET METHODES.

Après période de formation les candidats se verront confier des responsabilités en fonction de leurs capacités et de leurs aspirations. Leur évolution se fera soit dans le cadre de l'entreprise, soit au sein du groupe.

Envoyer C.V. photo et prétentions sous référence No 65155
CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

LE CREDIT AGRICOLE DE LA SEINE recherche

UN ORGANISATEUR
- Possédant une expérience en organisation d'au moins 3 ans ;
- Si possible, diplômé de l'enseignement supérieur.

ATTRIBUTIONS :
- Chef de projet de nouvelles applications dans le cadre du Plan
ORGANISATION INFORMATIQUE de l'entreprise.
Adressez C.V. et photo à :
Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel, B.P. 42, 93000 SAINTES CEDEX.

VILLE D'ANTONY (Hauts-de-Seine) recherche

pour le 1^{er} septembre 1980
DIRECTEUR
pour centre permanent de SAMOENS (Hauts-de-Seine) 120 lits. Séjours de vacances. Classes climatiques, 3^e âge, jeunesse.
Solides expérience gestion et connaissance de ces différents secteurs indop. Candidature et C.V. à M. le Maire, 93000 Antony.

SOCIÉTÉ JOAILLERIE
recherche sur l'ensemble du territoire français :
CONSEILLERS clients
possédant portefeuille de clientèle, chez détaillants importants. Ventes pierres précieuses.

BIJOUTERIE JOAILLERIE
Ecr. avec C.V. et prétentions à n° 1 20.86 A, R.S.O. PRESSE, 85 bis, r. Reumour, 75002 Paris

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE HAUTE TECHNICITE recherche

pour son bureau d'études
RÉGION MIDI-PYRÉNÉES

INGÉNIEUR BATIMENT TRAV. PUBLICS

Expérience minimum 5 ans dans la profession capable de diriger un bureau d'études techniques. Bonne connaissance des études de prix, et possible expérience chantiers.

TECHNICIEN SUPÉRIEUR ACHATS

Expérience minimum 3 ans dans la fonction approvisionnement, planification et suivi de commandes, contacts avec fournisseurs.

Adressez : C.V. + photo + prétentions à :
Sodino Conseil, 43, rue Gambetta, 31000 Toulouse.

LE MONDE s'efforce d'éliminer de ses Annonces Classées tout texte comportant allégation ou indication fautive ou de nature à induire en erreur ses lecteurs. Si, malgré ce contrôle, une petite annonce abusive s'est glissée dans nos colonnes, nous prions instamment nos lecteurs de nous la signaler en nous écrivant :
LE MONDE, Direction de la Publicité, 6, rue des Italiens, 75008 PARIS.

telesystemes
pour son centre de MARSEILLE recherche

UN JEUNE INGENIEUR INFORMATICIEN
(débutant accepté)
connaissance du système NOS/BE CONTROL DATA apprécié.

Au sein de l'équipe système, il participera aux travaux de maintenance des logiciels, de conseil et assistance aux utilisateurs.

Ecrire avec C.V. et prétentions à
TELESYSTEMES
40 Bd de Dunkerque 13002 MARSEILLE

NOUS OFFRONS A
B.T.S. BIO-CHIMIE ou DUT INDUSTRIES ALIMENTAIRES
La responsabilité du laboratoire de contrôle de notre Unité de production. Attaché à la Direction locale, il assurera une petite équipe et assurera le contrôle Qualité des Matières Premières. Conditionnement et Produits finis.

Une expérience de 2 à 3 ans est souhaitée.
Ecrire C.L.B. BISCUITS 3 CHATONS
B.T. 31 - 88000 CHARLEVILLE-MEZIERES.

Une association regroupant des experts bénévoles, le CENTRE SOCIAL de GERONTOLOGIE (S.O.S. retraite en 1^{er} ressort) dont les missions, seront :
- d'analyser et d'organiser les activités de l'association ;
- commissions d'experts bénévoles, réalisation des études, préparat. des colloques, etc...
- d'analyser et de gérer l'association (fonctionnement interne - relations av. l'extérieur).
- d'organiser le secrétariat et le service de documentation.
Le poste est à pourvoir rapidement. Envoyer C.V., photo, niveau de rémunération souhaité au C.I.G.S., 10, avenue Camille-Cavalier, 57000 PONT-A-MOUSSON

I.T.I.A. PROVENCE
Société d'ingénierie en INFORMATIQUE recherche
INGÉNIEURS LOGICIELS
Grandes Ecoles, débutants à 5 ans d'expérience en logiciel temps réel sur micro.
Lieu de travail :
Provence-Côte d'Azur.
Envoyer C.V., photo et prétentions à I.T.I.A. N. PROVENCE, 7, rue Louis-Armand, Zone Industrielle, 13200 AIX-LES-MILLES
500 EXPERTS COMPTABLES PROVENCE-MIDI-PYRÉNÉES recrute
EXPERTS COMPTABLES DIPLOMÉS
- Formation « Réviseur » apprécié.
- Pour Direction importante bureaux secondaires.
Ecr. av. C.V., photo et prétent. à :
S.Y.M.E.C. 213 à P. L'CHAUD S.A., 14, rue Paul-Chevad, 69001 LYON, qui transmettra.

هكذا من الأصل

CARNET

Réceptions

L'ambassadeur du Canada et Mme Gérard Pelletier ont donné une réception le 1^{er} juillet, à l'occasion de la fête nationale.

Mariages

M. Roland MARTINEZ (architecte) et Mme. M. Lucien THIÉRIER (ancien maître-adjoint du quatrième arrondissement de Paris) et Mme. sont heureux de faire part du mariage de Patrick et Bernadette, qui eu lieu le samedi 28 juin 1980, en l'église Saint-Philippe du Roule. La bénédiction nuptiale a été célébrée par le Très Révérend Père Orens, dominicain.

M. et Mme Claude RIDEAUX sont heureux de faire part du mariage de leur fille Pascale avec M. Daniel MATTHIOT, le 5 juillet, au temple d'Europe (Doubs).

Décès

Albert GHARTON Nous apprenons le décès de Albert GHARTON, inspecteur général honoraire de l'enseignement, survenu à Bordeaux, le 29 juin 1980. (Né en 1895 à Douvres (Vosges), Albert Gharton était licencié en philosophie, agrégé d'histoire, et de géographie. D'abord professeur au lycée, il fut, de 1929 à 1938, inspecteur général de l'enseignement.

Ensignement en Afrique occidentale française. Directeur du service de l'information au ministère de la France d'outre-mer (1957), puis directeur des services de l'information publique au même ministère (1957-1959) et 1964-1965, directeur de l'information publique en Indochine (1959-1964), il fut conseiller aux affaires culturelles en Indochine de 1949 à 1952, inspecteur général de l'enseignement public (1952-1953), il effectua d'importantes missions aux Antilles, dans le Pacifique, en Afrique noire.

Membre de l'Académie des sciences d'outre-mer et de l'Académie royale d'outre-mer de Belgique, il fut l'auteur de diverses publications géographiques. Il fonda l'Institut français d'Afrique noire (IFAN) de Dakar et l'école supérieure des sciences d'Afrique, centre de la recherche des sciences de cette ville.

RAYMOND DARGET Nous apprenons le décès du professeur Raymond DARGET. (Né le 13 mars 1889 à Orthez (Basses-Pyrénées), le professeur Raymond Darget fut successivement interne des hôpitaux à Bordeaux, puis professeur de physiologie à Bordeaux, chirurgien de 1923 à 1928, puis chirurgien honoraire des hôpitaux, et enfin professeur de physiologie à l'Académie nationale de médecine et membre de la Société internationale d'urologie. Ses travaux ont essentiellement porté sur les lésions de l'appareil urinaire et les thérapeutiques chirurgicales des cancers de la prostate et de la vessie.

GUY DUPUY — Le conseil d'administration et le personnel de l'Union des œuvres catholiques de France (Fleurbaey-Pré) ont appris le décès de l'Officier catholique du diocèse (Union des œuvres catholiques de France), survenu le 29 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de Guy DUPUY.

Leur secrétaire général et président-directeur général, M. Raymond DARGET, âgé de 91 ans, est décédé le 30 juin 1980. La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Jacques à Paris, le vendredi 4 juillet 1980, à 16 h. 15. M. et Mme DARGET ont demandé douloureux de faire part du décès de Guy DUPUY.

Le conseil d'administration et le personnel de l'Union des œuvres catholiques de France (Fleurbaey-Pré) ont appris le décès de l'Officier catholique du diocèse (Union des œuvres catholiques de France), survenu le 29 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de Guy DUPUY.

Le conseil d'administration et le personnel de l'Union des œuvres catholiques de France (Fleurbaey-Pré) ont appris le décès de l'Officier catholique du diocèse (Union des œuvres catholiques de France), survenu le 29 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de Guy DUPUY.

Le conseil d'administration et le personnel de l'Union des œuvres catholiques de France (Fleurbaey-Pré) ont appris le décès de l'Officier catholique du diocèse (Union des œuvres catholiques de France), survenu le 29 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de Guy DUPUY.

Le conseil d'administration et le personnel de l'Union des œuvres catholiques de France (Fleurbaey-Pré) ont appris le décès de l'Officier catholique du diocèse (Union des œuvres catholiques de France), survenu le 29 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de Guy DUPUY.

Le conseil d'administration et le personnel de l'Union des œuvres catholiques de France (Fleurbaey-Pré) ont appris le décès de l'Officier catholique du diocèse (Union des œuvres catholiques de France), survenu le 29 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de Guy DUPUY.

Le conseil d'administration et le personnel de l'Union des œuvres catholiques de France (Fleurbaey-Pré) ont appris le décès de l'Officier catholique du diocèse (Union des œuvres catholiques de France), survenu le 29 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de Guy DUPUY.

Le conseil d'administration et le personnel de l'Union des œuvres catholiques de France (Fleurbaey-Pré) ont appris le décès de l'Officier catholique du diocèse (Union des œuvres catholiques de France), survenu le 29 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de Guy DUPUY.

Le conseil d'administration et le personnel de l'Union des œuvres catholiques de France (Fleurbaey-Pré) ont appris le décès de l'Officier catholique du diocèse (Union des œuvres catholiques de France), survenu le 29 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de Guy DUPUY.

Le conseil d'administration et le personnel de l'Union des œuvres catholiques de France (Fleurbaey-Pré) ont appris le décès de l'Officier catholique du diocèse (Union des œuvres catholiques de France), survenu le 29 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de Guy DUPUY.

Le conseil d'administration et le personnel de l'Union des œuvres catholiques de France (Fleurbaey-Pré) ont appris le décès de l'Officier catholique du diocèse (Union des œuvres catholiques de France), survenu le 29 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de Guy DUPUY.

Le conseil d'administration et le personnel de l'Union des œuvres catholiques de France (Fleurbaey-Pré) ont appris le décès de l'Officier catholique du diocèse (Union des œuvres catholiques de France), survenu le 29 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de Guy DUPUY.

Le conseil d'administration et le personnel de l'Union des œuvres catholiques de France (Fleurbaey-Pré) ont appris le décès de l'Officier catholique du diocèse (Union des œuvres catholiques de France), survenu le 29 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de Guy DUPUY.

Le conseil d'administration et le personnel de l'Union des œuvres catholiques de France (Fleurbaey-Pré) ont appris le décès de l'Officier catholique du diocèse (Union des œuvres catholiques de France), survenu le 29 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de Guy DUPUY.

Le conseil d'administration et le personnel de l'Union des œuvres catholiques de France (Fleurbaey-Pré) ont appris le décès de l'Officier catholique du diocèse (Union des œuvres catholiques de France), survenu le 29 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de Guy DUPUY.

Le conseil d'administration et le personnel de l'Union des œuvres catholiques de France (Fleurbaey-Pré) ont appris le décès de l'Officier catholique du diocèse (Union des œuvres catholiques de France), survenu le 29 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de Guy DUPUY.

Le conseil d'administration et le personnel de l'Union des œuvres catholiques de France (Fleurbaey-Pré) ont appris le décès de l'Officier catholique du diocèse (Union des œuvres catholiques de France), survenu le 29 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de Guy DUPUY.

Le conseil d'administration et le personnel de l'Union des œuvres catholiques de France (Fleurbaey-Pré) ont appris le décès de l'Officier catholique du diocèse (Union des œuvres catholiques de France), survenu le 29 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de Guy DUPUY.

Le conseil d'administration et le personnel de l'Union des œuvres catholiques de France (Fleurbaey-Pré) ont appris le décès de l'Officier catholique du diocèse (Union des œuvres catholiques de France), survenu le 29 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de Guy DUPUY.

Le conseil d'administration et le personnel de l'Union des œuvres catholiques de France (Fleurbaey-Pré) ont appris le décès de l'Officier catholique du diocèse (Union des œuvres catholiques de France), survenu le 29 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de Guy DUPUY.

Le conseil d'administration et le personnel de l'Union des œuvres catholiques de France (Fleurbaey-Pré) ont appris le décès de l'Officier catholique du diocèse (Union des œuvres catholiques de France), survenu le 29 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de Guy DUPUY.

Le conseil d'administration et le personnel de l'Union des œuvres catholiques de France (Fleurbaey-Pré) ont appris le décès de l'Officier catholique du diocèse (Union des œuvres catholiques de France), survenu le 29 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de Guy DUPUY.

Le conseil d'administration et le personnel de l'Union des œuvres catholiques de France (Fleurbaey-Pré) ont appris le décès de l'Officier catholique du diocèse (Union des œuvres catholiques de France), survenu le 29 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de Guy DUPUY.

Le conseil d'administration et le personnel de l'Union des œuvres catholiques de France (Fleurbaey-Pré) ont appris le décès de l'Officier catholique du diocèse (Union des œuvres catholiques de France), survenu le 29 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de Guy DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Alfred CHAUVAC, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, survenu le 25 juin 1980.

De la part de : M. et Mme Robert Lesieur, Armée et Caroline Lesieur, Mme Edouard Borotra, ses enfants et petits-enfants, ses neveux et nièces. Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale à Erive (Corrèze). Le présent avis tient lieu de faire-part.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean DUPUY, survenu le 28 juin 1980, à 80 ans, douloureux de faire part du décès de M. Jean DUPUY.

Mme Joseph Thonnet, Mlle Marie-José Thonnet, ont la douleur de faire part de la perte cruelle qu'elles viennent d'éprouver en la personne de leur époux et oncle.

M. Joseph THONNET, pharmacien, chevalier de la Légion d'honneur, décédé le 26 juin 1980. Une cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 4 juillet 1980, à 9 h. 45, en l'église Saint-Marie-des-Valières, rue Pierre-Vinot, à Colombes (92700). L'inhumation aura lieu le même jour au cimetière de Colombes, dans la Cressie, vers 18 heures. 23, rue Joseph-Frémont, 92550 La Garenne-Colombes.

L'ordre national et la Calme d'assurance-vieillesse des pharmaciens ont la douleur de faire part du décès de M. Joseph THONNET, pharmacien, chevalier de la Légion d'honneur, trésorier du Conseil national et de la Calme d'assurance-vieillesse des pharmaciens, survenu le 26 juin 1980, 1, avenue Ruyadadi, 93008 Paris, 29, boulevard de Courcelles, 75008 Paris.

M. Jean JAUDÉL, leur époux, père, grand-père, frère, beau-frère, oncle et parent, survenu le 27 juin 1980, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière du Valentin (75110).

M. Jean JAUDÉL, leur époux, père, grand-père, frère, beau-frère, oncle et parent, survenu le 27 juin 1980, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière du Valentin (75110).

M. Jean JAUDÉL, leur époux, père, grand-père, frère, beau-frère, oncle et parent, survenu le 27 juin 1980, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière du Valentin (75110).

M. Jean JAUDÉL, leur époux, père, grand-père, frère, beau-frère, oncle et parent, survenu le 27 juin 1980, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière du Valentin (75110).

M. Jean JAUDÉL, leur époux, père, grand-père, frère, beau-frère, oncle et parent, survenu le 27 juin 1980, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière du Valentin (75110).

M. Jean JAUDÉL, leur époux, père, grand-père, frère, beau-frère, oncle et parent, survenu le 27 juin 1980, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière du Valentin (75110).

M. Jean JAUDÉL, leur époux, père, grand-père, frère, beau-frère, oncle et parent, survenu le 27 juin 1980, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière du Valentin (75110).

M. Jean JAUDÉL, leur époux, père, grand-père, frère, beau-frère, oncle et parent, survenu le 27 juin 1980, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière du Valentin (75110).

M. Jean JAUDÉL, leur époux, père, grand-père, frère, beau-frère, oncle et parent, survenu le 27 juin 1980, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière du Valentin (75110).

M. Jean JAUDÉL, leur époux, père, grand-père, frère, beau-frère, oncle et parent, survenu le 27 juin 1980, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière du Valentin (75110).

M. Jean JAUDÉL, leur époux, père, grand-père, frère, beau-frère, oncle et parent, survenu le 27 juin 1980, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière du Valentin (75110).

M. Jean JAUDÉL, leur époux, père, grand-père, frère, beau-frère, oncle et parent, survenu le 27 juin 1980, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière du Valentin (75110).

M. Jean JAUDÉL, leur époux, père, grand-père, frère, beau-frère, oncle et parent, survenu le 27 juin 1980, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière du Valentin (75110).

M. Jean JAUDÉL, leur époux, père, grand-père, frère, beau-frère, oncle et parent, survenu le 27 juin 1980, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière du Valentin (75110).

M. Jean JAUDÉL, leur époux, père, grand-père, frère, beau-frère, oncle et parent, survenu le 27 juin 1980, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière du Valentin (75110).

M. Jean JAUDÉL, leur époux, père, grand-père, frère, beau-frère, oncle et parent, survenu le 27 juin 1980, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière du Valentin (75110).

M. Jean JAUDÉL, leur époux, père, grand-père, frère, beau-frère, oncle et parent, survenu le 27 juin 1980, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière du Valentin (75110).

M. Jean JAUDÉL, leur époux, père, grand-père, frère, beau-frère, oncle et parent, survenu le 27 juin 1980, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière du Valentin (75110).

M. Jean JAUDÉL, leur époux, père, grand-père, frère, beau-frère, oncle et parent, survenu le 27 juin 1980, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière du Valentin (75110).

M. Jean JAUDÉL, leur époux, père, grand-père, frère, beau-frère, oncle et parent, survenu le 27 juin 1980, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière du Valentin (75110).

M. Jean JAUDÉL, leur époux, père, grand-père, frère, beau-frère, oncle et parent, survenu le 27 juin 1980, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière du Valentin (75110).

M. Jean JAUDÉL, leur époux, père, grand-père, frère, beau-frère, oncle et parent, survenu le 27 juin 1980, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière du Valentin (75110).

M. Jean JAUDÉL, leur époux, père, grand-père, frère, beau-frère, oncle et parent, survenu le 27 juin 1980, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière du Valentin (75110).

M. Jean JAUDÉL, leur époux, père, grand-père, frère, beau-frère, oncle et parent, survenu le 27 juin 1980, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière du Valentin (75110).

M. Jean JAUDÉL, leur époux, père, grand-père, frère, beau-frère, oncle et parent, survenu le 27 juin 1980, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière du Valentin (75110).

Messes anniversaires

Pour le cinquième anniversaire de la mort du docteur Claude FÉRET, député de la Vienne, une messe est demandée à tous ceux qui l'ont connu et qui se souviennent en union avec les vœux qui seront célébrés le 6 juillet 1980.

Soutenances de thèses

Docteurs d'Etat — Université de Paris-IV, vendredi 4 juillet, à 16 heures, amphithéâtre Richelieu. M. Michel Carmona : « Le grand Paris, l'évolution de l'idée d'aménagement de la région parisienne ». Université de Paris-IV, vendredi 4 juillet, à 17 heures, salle des Actes, M. Boudris Bisk : « L'administration libérale (1848-1870) ».

Mon SCHWEPPES « Indian Tonic » et moi on part souvent en voyage ensemble.

SOLDES-SOLDES

LA BAGAGERIE

LA VALEUR 75 cm 550F **350 F**
LA VALEUR 70 cm 495F

SOCIAL

Libres opinions

Un syndicalisme responsable à la recherche d'un interlocuteur

par JEAN BORNARD (*)

INFLATION accablée, aggravation rampante du chômage, sombres perspectives pour la sécurité sociale, les dossiers que la C.F.T.C. présente, en ce début d'été, aux pouvoirs publics et au patronat ne sont pas ceux qui s'accroissent de réponses simplistes.

Pour y faire face, la C.F.T.C. n'a pas choisi la fuite en avant, ni le recettisme miracle du changement de système, ni le refuge dans des actions surtout verbales.

Elle est convaincue que « les faits sont têtus » et que c'est d'abord à eux qu'il faut s'attaquer. C'est en présentant des solutions crédibles, à des interlocuteurs responsables, que le syndicalisme lui-même augmentera sa propre crédibilité aux yeux des travailleurs, et que ceux-ci lui donneront le poids nécessaire pour éviter que la crise économique actuelle ne s'accompagne d'une véritable régression sociale.

Dans ce climat difficile, la consolidation de la C.F.T.C., clairement démontrée aux élections prud'homales de décembre dernier, vient sans doute au refus de la politisation syndicale, constamment réaffirmée par le mouvement. Car l'engagement caractéristique des confédérations syndicales dans la politique est certainement une des causes principales du malaise du syndicalisme, après avoir été une source déterminante des différentes scissions, ne l'oublions pas.

Cette politisation s'est manifestée non seulement dans des prises de position directes, mais aussi dans une subordination évidente de nombreuses attitudes syndicales à des considérations politiques.

Par exemple, dans les vives polémiques qui ont surgi au sujet des grands contrats salariaux du secteur public et nationalisé, généralement signés par C.F.T.C., F.O. et C.G.O., les reproches virulents de la C.G.T. et de la C.F.D.T. visaient, bien sûr, une « insuffisance » de ces accords, mais peut-être encore plus le fait que conclure de tels accords revenait à « pactiser avec le pouvoir » et à « consolider le système ». La crainte d'avoir l'air de poser des actes de « collaboration de classe » a pesé lourd dans les comportements de bien des organisations C.G.T. et C.F.D.T.

Pour mesurer la profondeur du mal, il suffit d'ailleurs, aujourd'hui encore, d'entendre la moindre interview d'un responsable syndical pour constater que le syndicalisme est largement observé à travers des lunettes ou des préoccupations politiques. Comment, dès lors, les querelles ou des déceptions politiques n'auraient-elles pas leur effet corrosif sur le syndicalisme ?

C'est pourquoi la C.F.T.C., pour sa part, entend plus que jamais éviter les confusions entre syndicalisme et politique, distinguer les responsabilités et condamner aussi bien les déviations politiques du syndicalisme que les tentatives politiques — et elles ne manquent pas de tous bords ! — pour annexer à leur profit les forces syndicales souvent beaucoup mieux structurées.

Une autre raison des difficultés actuelles du syndicalisme, pas assez mise en lumière, c'est le sentiment de millions de salariés que le syndicalisme, tel qu'il est, n'est pas le plus souvent présent, n'est pas fait pour eux.

Deux exemples seulement :

Il faut avoir distribué des tracts un jour de grève dans une gare pour mesurer à quel point l'exaspération du public peut être vive devant les grèves à répétition dans certains secteurs. Mais la majorité des salariés comprend un mouvement, même dur, mais bien expliqué, aux objectifs clairement définis, autant elle supporte très mal des mouvements répétés, souvent inopiniés, qui apparaissent plutôt comme une simple agitation. Il en résulte fréquemment le sentiment que le syndicalisme, la grève, c'est surtout réservé à certains secteurs, concentrés, et non à des activités dispersées, vulnérables, qui ne peuvent recourir que très difficilement à de tels moyens d'action.

De même, il est facile de brocarder la signature d'un accord dénoncé comme insuffisant, il faut aussi souligner que, faute de convention collective, nationale ou régionale, ou faute d'accord dans une entreprise, on voit se creuser les écarts et les inégalités aussi bien entre les différentes entreprises qu'entre les salariés d'une même entreprise.

En luttant pour le renforcement de la politique contractuelle dans tous les secteurs, en voulant réserver la grève comme ultime recours et aux cas graves, en cherchant, par la généralisation des procédures de médiation, à offrir un recours à ceux qui n'ont pas les moyens de se faire entendre par la force, la C.F.T.C. vise, outre l'équité, bien sûr, à présenter un syndicalisme ouvert à tous et pas seulement à ceux qui sont les mieux placés.

Cela dit, pour clore, il faut être deux et il faut aussi que le syndicalisme trouve en face de lui des interlocuteurs.

Or bien des employeurs n'acceptent de faire un pas que sous la contrainte. La lutte des classes n'est pas l'apanage que des seuls marxistes ! Plus subtile, d'autres tentent de court-circuiter les syndicats par la médiation. Le péril est-il sérieux ?

Il est d'autant plus grand que les syndicats se refusent à prendre leurs responsabilités et risquent aussi de perdre leur crédit auprès des travailleurs. Mais quelles que soient les habiletés, l'agent de maîtrise ne remplacera jamais le délégué syndical, et vice-versa. Tous deux ont leur rôle. Le délégué qui fait son travail ne risque pas d'être débordé par son interlocuteur naturel.

D'autre part, un quelconque paternalisme ne peut se substituer à une action syndicale véritable qui dépasse les revendications individuelles. En particulier, les difficultés actuelles imposent une confrontation directe entre employeurs et salariés sur les problèmes de l'emploi. Tout employeur qui se refuse aujourd'hui à mettre certaines cartes sur table pour expliquer sa situation dans le domaine et la politique d'ensemble de l'entreprise se condamne à des réactions syndicales uniquement négatives. On ne peut attendre des réactions responsables de la part des syndicats que si on les considère comme tels.

Le dialogue organisé entre employeurs et salariés répond à une nécessité trop profonde pour qu'on lui trouve des substituts valables. Mais autant le patronat a le droit d'exiger de ses interlocuteurs qu'ils ne balaient pas avec les réalités, autant il se doit de mettre lui-même cartes sur table et de ne pas considérer les syndicats comme de simples assistants sociaux.

L'avenir du syndicalisme dépend essentiellement de sa capacité d'être pris au sérieux, mais d'abord par la majorité des salariés, qui, seuls, peuvent lui fournir ses troupes et sa force. C'est en tout cas la carte que joue la C.F.T.C.

(*) Secrétaire général de la C.F.T.C.

La C.G.T. publie un bilan des actions revendicatives d'une « densité exceptionnelle »

A l'issue de la réunion de sa commission exécutive, le 1^{er} juillet, la C.G.T. publie une récapitulation des actions revendicatives menées depuis le mois de février, ainsi que le bilan des résultats obtenus.

« La lutte est efficace et l'heure des travailleurs n'est pas à la désignation », a déclaré M. Henri Krasucki, secrétaire confédéral, en commentant ce document devant la presse.

La C.G.T. dénombre deux actions nationales interprofessionnelles, soixante-sept initiatives nationales de branches d'industrie, dix-huit actions régionales ou départementales, ainsi que des luttes dans « des milliers » d'entreprises.

« Des millions de travailleurs », a dit M. Krasucki, ont participé à ces luttes d'une densité exceptionnelle. Les objectifs ont été, traditionnellement, les salaires, l'emploi, les conditions de travail et les libertés syndicales. Mais il y a eu aussi une sensibilisation réelle visant le droit à la santé,

le travail précaire, les services publics, l'égalité des salaires masculins-féminins, l'information, etc. Les radicaux C.G.T. fonctionnent toujours, a souligné le syndicaliste, malgré les interventions policières.

Les initiatives prises par la C.G.T., a-t-il ajouté, étaient donc pleinement justifiées, malgré les facteurs défavorables : la crise, le chômage, le recentrage de la C.F.D.T. « qui crée des difficultés dans les luttes mais ne suffit pas à les empêcher » et la « propension à la passivité de la F.N. ».

Les dirigeants de la C.G.T. ont, d'autre part, publié une déclaration sur « l'attitude intolérable » des patrons des petites et moyennes entreprises qui « sous couvert d'un paternalisme moyenâgeux » exploitent les travailleurs, entravent les libertés syndicales et pratiquent toutes sortes de discrimination. Les travailleurs, affirme la C.G.T., n'acceptent pas « la démission des F.M.E. comme force suppléante du C.N.F.F. ».

UN COUP DE POUCE SUR LE SMIC ?

Le conseil des ministres devait fixer, mercredi 2 juillet, le nouveau montant du salaire minimum de croissance (SMIC). Un coup de pouce était envisagé, mais aucune décision n'a été prise. Mercredi matin, la décision, indiquait-on, devait être prise à un plus haut niveau. Le SMIC devait augmenter d'au moins 2,12 %, soit 13,95 F l'heure (au lieu de 12,85 F) pour tenir compte de l'évolution des prix.

En principe, le gouvernement n'est pas obligé d'accorder une augmentation supplémentaire liée à l'évolution du salaire moyen, comme le prévoit la loi, dans la mesure où une avance de 1 % a déjà été accordée en décembre dernier. Un « coup de pouce », s'il était donné, pourrait porter la majoration du SMIC, à compter du 1^{er} juillet, de 2,12 % à environ 2,65 %.

● **Mulhouse : les derniers grévistes de la faim sont hospitalisés.** Les cinq derniers clients des turcs qui faisaient grève de la faim depuis le 10 juin à Mulhouse (Haut-Rhin), ont dû être hospitalisés mardi soir 1^{er} juillet. Les grévistes, au nombre de neuf à l'origine, ont subi après trois hospitalisations et un abandon, avaient entrepris cette action pour obtenir les cartes de séjour et de travail qui leur sont indispensables pour échapper à l'expulsion. Venu récemment à Mulhouse en se fiant à une rumeur selon laquelle un délégué syndical allait déposer des documents, ils devaient vite apprendre que la législation en vigueur sur l'immigration ne tolérât qu'un séjour touristique de trois mois.

● **Les forces de l'ordre ont fait écrouler le 30 juin, à 5 h, la fontaine Noire.** Les grévistes, qui étaient occupés depuis le 23 juin par des ouvriers immigrés. Ces derniers entendaient défendre l'un des leurs, M. Omar Abou, qui avait été mis à pied.

Les chaînes cadenassées qui entravaient les grilles ont été enlevées, et les non-grévistes, en grande majorité, ont rejoint leur travail. Les deux tiers des cent cinquante ouvriers de Noire sont des étrangers, et ils occupent les postes les plus pénibles. Ils travaillent cent soixante-quatre heures par mois pour 2 900 francs.

LES MÉDICAMENTS AUGMENTENT DE 5 %

Les prix des produits pharmaceutiques remboursables par la Sécurité sociale augmentent de 5 % le 1^{er} juillet prochain.

M. Jacques Barrot, ministre de la Santé, l'a officiellement annoncé mardi 1^{er} juillet, au cours de l'assemblée annuelle du Syndicat de l'industrie pharmaceutique, affirmant que cette augmentation avait été rendue possible grâce à la modulation des prix des médicaments d'une année sur l'autre (+ 10 %). Avec l'augmentation conjoncturelle de 5 % déjà consentie le 1^{er} février dernier, les firmes pharmaceutiques obtiennent ainsi, pour l'année 1980, une majoration globale de 3,15 %, peu éloignée du pourcentage qu'elles réclamaient. Les entreprises avaient en effet demandé une hausse de 11 % mais avaient accepté d'abandonner 2 % au titre des gains de productivité. Elles devaient donc en contrepartie être satisfaites d'un taux plus que le ministre a annoncé en même temps que les mesures d'assouplissement du régime des prix des médicaments arrivés en mars dernier (« le Monde » du 7 mars) — avec, notamment, l'abolition de l'artéfact 25-28 sur la grille des prix, — la facilité de modulation permanente des hausses et la mise en place de fiches de transparence, remises aux médecins (et qui comportent l'indication des prix respectifs des produits vendus, permettant d'entrer en application le 1^{er} septembre au plus tard).

En réalité, ce n'est pas le cas, beaucoup admettent que la hausse des coûts et des charges étant bien supérieure à la majoration consentie. — A.D.

● **Entrave au droit syndical : 3 000 F d'amende.** Le directeur de production de l'usine de Lignas s'était introduit, un dimanche, jour de fermeture de l'usine, dans le local syndical C.G.T. et y avait enlevé des archives. Il a été condamné, le 25 juin, à 3 000 F d'amende pour entrave au droit syndical et violation de domicile. La C.G.T., partie civile, a obtenu 1 000 F de dommages-intérêts.

● **Effort de l'U.R.S.S. en faveur de l'énergie nucléaire.** — L'U.R.S.S. entend doubler la capacité de production des centrales nucléaires pendant les années 1981-1985, vient de déclarer le vice-ministre de l'énergie soviétique, M. Fédor Orvichnikov. La capacité globale actuelle des centrales atomiques de l'U.R.S.S. est de 8 000 mégawatts. — (A.G.F.)

AGRICULTURE

APRÈS LES DÉPRÉDATIONS COMMISES A RENNES

M. Hervé (P.S.) invite les agriculteurs à modifier leurs choix politiques

De notre correspondant

Rennes. — Les violentes manifestations des primeuriers bretons, vendredi 26 juin à Rennes et samedi 28 juin dans les Côtes-du-Nord, ont entraîné de vives réactions de la part de la population non agricole, notamment en raison de l'importance des dégâts commis. Les citoyens n'ont, en effet, pas accepté les destructions d'arbres par des agriculteurs en colère.

Lundi soir 30 juin, en ouvrant la séance du conseil municipal, le maire de Rennes, M. Edmond Hervé (P.S.), a qualifié d'« inacceptables ces actes de violence et s'est étonné de la facilité avec laquelle ils ont été commis ».

Selon une première estimation, le montant des dommages concernant la ville de Rennes s'élève à 480 000 francs. M. Hervé a demandé qu'il adresserait la facture au président de la République. Partisan d'une nouvelle organisation de la production au niveau européen, avec la définition de

quotas par production, par région et par exploitation, le maire de Rennes affirme : « Ce n'est pas possible techniquement et économiquement. La fermeture des frontières à des pays tels que la Grèce est un non-sens humain et politique. » Faute de la mise en place d'une nouvelle organisation, « il faut avoir le courage de dire que les difficultés continueront et que, dans les années qui viennent, on assistera à un démantèlement de certaines productions bretonnes ». Il a souhaité que les agriculteurs cessent de faire des choix politiques autres que ceux qu'ils font en règle générale.

De leur côté, la F.D.S.E.A. et la C.N.A.A. d'Ille-et-Vilaine également surpris par la réaction d'hostilité suscitée par ces manifestations, ont désapprouvé « les actes de destruction qui sont le fait d'une infime minorité et pas toujours d'agriculteurs ». — C.T.

CONJONCTURE

Escalade de hausses en juillet

De nombreuses augmentations de prix ou de tarifs entrent en vigueur pendant les premiers jours de juillet.

● **AUTOMOBILE.** — Talbot et Peugeot ont décidé une hausse de 5 %. Citroën de 4,8 % et Renault de 6 %.

● **TRANSPORTS.** — A Paris, le carnet de dix tickets de métro-bus de deuxième classe a augmenté de 17 % le 1^{er} juillet, la carte hebdomadaire de 21,7 %, la carte orange de 21,4 % à 30 % selon les zones. Les tarifs des parkings parisiens souterrains se sont également accrus de 6,66 %.

● **ASSURANCE-MALADIE.** — La nouvelle cotisation d'assurance-maladie à la charge des retraités (1 % sur la pension de base, 2 % sur les retraites complémentaires) est devenue effective.

● **LOYERS.** — Trois cas peuvent se présenter : — Les loyers H.L.M. augmentent en juillet au maximum de 10 %, le pourcentage appliqué étant susceptible de varier d'un organisme à l'autre.

— Les loyers des appartements encore soumis à la loi de 1949 subissent des hausses de 11 % (catégorie III A et III B), 12 % (catégorie II C), 13 % (catégorie II B et catégorie II A) si les locataires ont plus de soixante-cinq ans dans le cadre d'un plafond de ressources annuelles. (Si les locataires ont moins de soixante-cinq ans, les loyers sont libres). Seuls les logements de la catégorie IV ne subissent aucune augmentation.

— Les loyers du secteur libre ne varient au 1^{er} juillet que dans deux cas :

1) Si c'est la date anniversaire de la signature du bail : l'évolution est alors celle de l'indice figurant dans le bail ; si aucun indice n'est cité dans le bail, c'est celui de l'INSEE qui est pris en considération (+ 13,3 % en un an pour le dernier

indice connu, celui du premier trimestre 1980).

2) Si c'est la date anniversaire de la signature du bail : l'évolution est alors celle de l'indice figurant dans le bail ; si aucun indice n'est cité dans le bail, c'est celui de l'INSEE qui est pris en considération (+ 13,3 % en un an pour le dernier

indice connu, celui du premier trimestre 1980).

2) Si c'est la date anniversaire de la signature du bail : l'évolution est alors celle de l'indice figurant dans le bail ; si aucun indice n'est cité dans le bail, c'est celui de l'INSEE qui est pris en considération (+ 13,3 % en un an pour le dernier

indice connu, celui du premier trimestre 1980).

2) Si c'est la date anniversaire de la signature du bail : l'évolution est alors celle de l'indice figurant dans le bail ; si aucun indice n'est cité dans le bail, c'est celui de l'INSEE qui est pris en considération (+ 13,3 % en un an pour le dernier

indice connu, celui du premier trimestre 1980).

2) Si c'est la date anniversaire de la signature du bail : l'évolution est alors celle de l'indice figurant dans le bail ; si aucun indice n'est cité dans le bail, c'est celui de l'INSEE qui est pris en considération (+ 13,3 % en un an pour le dernier

indice connu, celui du premier trimestre 1980).

2) Si c'est la date anniversaire de la signature du bail : l'évolution est alors celle de l'indice figurant dans le bail ; si aucun indice n'est cité dans le bail, c'est celui de l'INSEE qui est pris en considération (+ 13,3 % en un an pour le dernier

indice connu, celui du premier trimestre 1980).

2) Si c'est la date anniversaire de la signature du bail : l'évolution est alors celle de l'indice figurant dans le bail ; si aucun indice n'est cité dans le bail, c'est celui de l'INSEE qui est pris en considération (+ 13,3 % en un an pour le dernier

indice connu, celui du premier trimestre 1980).

2) Si c'est la date anniversaire de la signature du bail : l'évolution est alors celle de l'indice figurant dans le bail ; si aucun indice n'est cité dans le bail, c'est celui de l'INSEE qui est pris en considération (+ 13,3 % en un an pour le dernier

indice connu, celui du premier trimestre 1980).

2) Si c'est la date anniversaire de la signature du bail : l'évolution est alors celle de l'indice figurant dans le bail ; si aucun indice n'est cité dans le bail, c'est celui de l'INSEE qui est pris en considération (+ 13,3 % en un an pour le dernier

indice connu, celui du premier trimestre 1980).

2) Si c'est la date anniversaire de la signature du bail : l'évolution est alors celle de l'indice figurant dans le bail ; si aucun indice n'est cité dans le bail, c'est celui de l'INSEE qui est pris en considération (+ 13,3 % en un an pour le dernier

indice connu, celui du premier trimestre 1980).

2) Si c'est la date anniversaire de la signature du bail : l'évolution est alors celle de l'indice figurant dans le bail ; si aucun indice n'est cité dans le bail, c'est celui de l'INSEE qui est pris en considération (+ 13,3 % en un an pour le dernier

indice connu, celui du premier trimestre 1980).

2) Si c'est la date anniversaire de la signature du bail : l'évolution est alors celle de l'indice figurant dans le bail ; si aucun indice n'est cité dans le bail, c'est celui de l'INSEE qui est pris en considération (+ 13,3 % en un an pour le dernier

indice connu, celui du premier trimestre 1980).

2) Si c'est la date anniversaire de la signature du bail : l'évolution est alors celle de l'indice figurant dans le bail ; si aucun indice n'est cité dans le bail, c'est celui de l'INSEE qui est pris en considération (+ 13,3 % en un an pour le dernier

indice connu, celui du premier trimestre 1980).

2) Si c'est la date anniversaire de la signature du bail : l'évolution est alors celle de l'indice figurant dans le bail ; si aucun indice n'est cité dans le bail, c'est celui de l'INSEE qui est pris en considération (+ 13,3 % en un an pour le dernier

indice connu, celui du premier trimestre 1980).

2) Si c'est la date anniversaire de la signature du bail : l'évolution est alors celle de l'indice figurant dans le bail ; si aucun indice n'est cité dans le bail, c'est celui de l'INSEE qui est pris en considération (+ 13,3 % en un an pour le dernier

indice connu, celui du premier trimestre 1980).

2) Si c'est la date anniversaire de la signature du bail : l'évolution est alors celle de l'indice figurant dans le bail ; si aucun indice n'est cité dans le bail, c'est celui de l'INSEE qui est pris en considération (+ 13,3 % en un an pour le dernier

indice connu, celui du premier trimestre 1980).

2) Si c'est la date anniversaire de la signature du bail : l'évolution est alors celle de l'indice figurant dans le bail ; si aucun indice n'est cité dans le bail, c'est celui de l'INSEE qui est pris en considération (+ 13,3 % en un an pour le dernier

indice connu, celui du premier trimestre 1980).

2) Si c'est la date anniversaire de la signature du bail : l'évolution est alors celle de l'indice figurant dans le bail ; si aucun indice n'est cité dans le bail, c'est celui de l'INSEE qui est pris en considération (+ 13,3 % en un an pour le dernier

indice connu, celui du premier trimestre 1980).

2) Si c'est la date anniversaire de la signature du bail : l'évolution est alors celle de l'indice figurant dans le bail ; si aucun indice n'est cité dans le bail, c'est celui de l'INSEE qui est pris en considération (+ 13,3 % en un an pour le dernier

indice connu, celui du premier trimestre 1980).

2) Si c'est la date anniversaire de la signature du bail : l'évolution est alors celle de l'indice figurant dans le bail ; si aucun indice n'est cité dans le bail, c'est celui de l'INSEE qui est pris en considération (+ 13,3 % en un an pour le dernier

indice connu, celui du premier trimestre 1980).

2) Si c'est la date anniversaire de la signature du bail : l'évolution est alors celle de l'indice figurant dans le bail ; si aucun indice n'est cité dans le bail, c'est celui de l'INSEE qui est pris en considération (+ 13,3 % en un an pour le dernier

indice connu, celui du premier trimestre 1980).

2) Si c'est la date anniversaire de la signature du bail : l'évolution est alors celle de l'indice figurant dans le bail ; si aucun indice n'est cité dans le bail, c'est celui de l'INSEE qui est pris en considération (+ 13,3 % en un an pour le dernier

indice connu, celui du premier trimestre 1980).

هكذا من الأصل

SOCIÉTÉ

L'OREAL

ANNUAIRE COMMERCE DU 15
L'OREAL
ANNUAIRE COMMERCE DU 15
L'OREAL
ANNUAIRE COMMERCE DU 15
L'OREAL

PAPETERIES DE GASCOGNE

PAPETERIES DE GASCOGNE
PAPETERIES DE GASCOGNE
PAPETERIES DE GASCOGNE
PAPETERIES DE GASCOGNE

CAISSE CENTRALE DE CREDIT COOPERATIF

CAISSE CENTRALE DE CREDIT COOPERATIF
CAISSE CENTRALE DE CREDIT COOPERATIF
CAISSE CENTRALE DE CREDIT COOPERATIF
CAISSE CENTRALE DE CREDIT COOPERATIF

CAISSE CENTRALE DE CREDIT COOPERATIF
CAISSE CENTRALE DE CREDIT COOPERATIF
CAISSE CENTRALE DE CREDIT COOPERATIF
CAISSE CENTRALE DE CREDIT COOPERATIF

Et si on volait votre diamant ?

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

Nouvelle hausse de l'or
Baisse des actions

L'or a de nouveau retenu l'attention générale ce mardi. La fibre est venue emporter du métal précieux en début de semaine à un cours de 350 francs le gramme. Les actions ont baissé.

LONDRES

Stimulés par la hausse de l'or, les mines nord-africaines ont monté. Le marché a été très actif.

NEW-YORK

Reprise en dents de scie. La tendance s'est redressée après une nuit agitée à Wall Street.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

CREDIT NATIONAL - Lancement de 10 millions de francs à 14 % remboursables en 10 ans.

INDICES QUOTIDIENS

Indice général : 109,4. Indice des actions : 109,4.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar = 236,50 yens.

BOURSE DE PARIS - 1er JUILLET - COMPTANT

PREVUS	du jour	coupon	VALEURS	précéd.	cours	VALEURS	précéd.	cours	VALEURS	précéd.	cours
3 %	---	---	2 364	285	507	Lacatin Immeub.	331	331	Investment	153	153
4 %	---	---	2 404	525	527	La Foncière	151	151	Fin. Ind.	153	153
5 %	---	---	2 447	538	531	Lacatin Immeub.	151	151	OPIMES	113	113
6 %	---	---	2 488	551	551	(N) Ind. Dép. C.	158	152	L. A. S. S.	150	151
7 %	---	---	2 529	564	564	Mareille R. S.	272	272	Fin. Ind. Fr.	231	231
8 %	---	---	2 570	577	577	St-Rémo	272	272	Fin. Ind. Fr.	231	231
9 %	---	---	2 611	590	590	Société Générale	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
10 %	---	---	2 652	603	603	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
11 %	---	---	2 693	616	616	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
12 %	---	---	2 734	629	629	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
13 %	---	---	2 775	642	642	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
14 %	---	---	2 816	655	655	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
15 %	---	---	2 857	668	668	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
16 %	---	---	2 898	681	681	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
17 %	---	---	2 939	694	694	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
18 %	---	---	2 980	707	707	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
19 %	---	---	3 021	720	720	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
20 %	---	---	3 062	733	733	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
21 %	---	---	3 103	746	746	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
22 %	---	---	3 144	759	759	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
23 %	---	---	3 185	772	772	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
24 %	---	---	3 226	785	785	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
25 %	---	---	3 267	798	798	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
26 %	---	---	3 308	811	811	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
27 %	---	---	3 349	824	824	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
28 %	---	---	3 390	837	837	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
29 %	---	---	3 431	850	850	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
30 %	---	---	3 472	863	863	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
31 %	---	---	3 513	876	876	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
32 %	---	---	3 554	889	889	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
33 %	---	---	3 595	902	902	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
34 %	---	---	3 636	915	915	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
35 %	---	---	3 677	928	928	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
36 %	---	---	3 718	941	941	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
37 %	---	---	3 759	954	954	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
38 %	---	---	3 800	967	967	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
39 %	---	---	3 841	980	980	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
40 %	---	---	3 882	993	993	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
41 %	---	---	3 923	1006	1006	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
42 %	---	---	3 964	1019	1019	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
43 %	---	---	4 005	1032	1032	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
44 %	---	---	4 046	1045	1045	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
45 %	---	---	4 087	1058	1058	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
46 %	---	---	4 128	1071	1071	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
47 %	---	---	4 169	1084	1084	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
48 %	---	---	4 210	1097	1097	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
49 %	---	---	4 251	1110	1110	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
50 %	---	---	4 292	1123	1123	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
51 %	---	---	4 333	1136	1136	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
52 %	---	---	4 374	1149	1149	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
53 %	---	---	4 415	1162	1162	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
54 %	---	---	4 456	1175	1175	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
55 %	---	---	4 497	1188	1188	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
56 %	---	---	4 538	1201	1201	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
57 %	---	---	4 579	1214	1214	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
58 %	---	---	4 620	1227	1227	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
59 %	---	---	4 661	1240	1240	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
60 %	---	---	4 702	1253	1253	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
61 %	---	---	4 743	1266	1266	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
62 %	---	---	4 784	1279	1279	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
63 %	---	---	4 825	1292	1292	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
64 %	---	---	4 866	1305	1305	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
65 %	---	---	4 907	1318	1318	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
66 %	---	---	4 948	1331	1331	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
67 %	---	---	4 989	1344	1344	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
68 %	---	---	5 030	1357	1357	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
69 %	---	---	5 071	1370	1370	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
70 %	---	---	5 112	1383	1383	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
71 %	---	---	5 153	1396	1396	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
72 %	---	---	5 194	1409	1409	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
73 %	---	---	5 235	1422	1422	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
74 %	---	---	5 276	1435	1435	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
75 %	---	---	5 317	1448	1448	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
76 %	---	---	5 358	1461	1461	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
77 %	---	---	5 399	1474	1474	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
78 %	---	---	5 440	1487	1487	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
79 %	---	---	5 481	1500	1500	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
80 %	---	---	5 522	1513	1513	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
81 %	---	---	5 563	1526	1526	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
82 %	---	---	5 604	1539	1539	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
83 %	---	---	5 645	1552	1552	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
84 %	---	---	5 686	1565	1565	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
85 %	---	---	5 727	1578	1578	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
86 %	---	---	5 768	1591	1591	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
87 %	---	---	5 809	1604	1604	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
88 %	---	---	5 850	1617	1617	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
89 %	---	---	5 891	1630	1630	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
90 %	---	---	5 932	1643	1643	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
91 %	---	---	5 973	1656	1656	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
92 %	---	---	6 014	1669	1669	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
93 %	---	---	6 055	1682	1682	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
94 %	---	---	6 096	1695	1695	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
95 %	---	---	6 137	1708	1708	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
96 %	---	---	6 178	1721	1721	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
97 %	---	---	6 219	1734	1734	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
98 %	---	---	6 260	1747	1747	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
99 %	---	---	6 301	1760	1760	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231
100 %	---	---	6 342	1773	1773	Union	240	240	Fin. Ind. Fr.	231	231

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. SERVICE NATIONAL : « Un rite, un mythe », par Yves Lascien ; « La soldat citoyen », par Edwige Arice ; « Le texte et la marge », par René Cruse.

ETRANGER

3-4. DIPLOMATIE
LIBRES OPINIONS : « Glaucon ? », par le docteur Gérard Blet.

ASIE

5. AFRIQUE
— Le sommet de l'O.U.A. à Freetown.
— ANGOLA : les derniers raids sud-africains ont fait trois cents morts.

PROCHE-ORIENT

— IRAN : grève des internes des hôpitaux à la suite de l'exécution sommaire d'un médecin.

LE VOYAGE DU PAPE AU BRÉSIL

AMÉRIQUES

POLITIQUE

9. « Dissiper le brouillard », libre opinion par Maurice Golding.
— M. FOURCADE (U.D.F.) : « Si l'on n'y prend garde, la rentrée de septembre pourrait être tumultueuse ».
— Les marginaux de l'extrême droite cherchent à radicaliser leurs activités.

SOCIÉTÉ

10. L'Europe des polices entre deux modèles.
11-11. JUSTICE
11. FAITS DIVERS
12. EDUCATION : une expérience dans la classe de troisième, des collègues en entreprise.
— DÉFENSE
24. PRESSE : remous autour d'une désignation au *Courrier picard*.

SPORTS

25. TENNIS : à Wimbledon, Borg remporte sa trente-deuxième victoire consécutive ;
— CYCLISME (Tour de France)

JOURS D'ÉTÉ

13. « L'Hexagone en diagonale », par Jean-Marc Thévenaz.
14. Jeux : Informations « Services » : troisième âge ; Météorologie.

ARTS ET SPECTACLES

15. MUSIQUE : un entretien avec le violoncelliste Alain Meunier, par M. de la Bédollière.
16. EXPOSITIONS : Picasso à New-York, par Jacques Michel ; et à Paris, par André Frensch.
17. MÉTIERS ANONYMES : un peintre du faux, par Geneviève Bréchet.
18. JAZZ : les festivals d'été.

EQUIPEMENT

25. ENVIRONNEMENT : en raison de l'opposition de la France, les Neuf ne réussissent pas à définir une politique d'information commune sur le nucléaire.
— TRANSPORTS

ÉCONOMIE

30. SOCIAL
— CONJUGTURE
— AGRICULTURE
31. AFFAIRES
— ÉTRANGER

RADIO-TELEVISION (24)

Annouces classées (26 à 29) ; Carnet (29) ; Mots croisés (14) ; Programmes spectacles (19 à 23) ; Bourse (33).

van Laack

SOLDE AU MASCULIN
dans la limite du stock disponible

Costume lavable 290-490F
Veste coton 550-350F
Ensemble infroissable 250-650F
Blazer 200-390F
Pantalon 200-190F
Pull fin et coton 200-180F
Chemise coton 240-145F

grand choix de chaussures

21, rue Royale
Paris

A B C D E F G

LA CANDIDATURE DE M. DEBRÉ

Un contre-feu se met en place au sein du R.P.R.

Alors que M. Michel Debré a gagné, mardi 1^{er} juillet, le département de la Réunion dont il est le député et où il participera, pendant le week-end prochain, aux assises régionales du R.P.R. en compagnie de M. Bernard Pons, secrétaire général du mouvement, avant de regagner Paris la semaine prochaine, les réactions à sa candidature se multiplient et se diversifient.

Au sein même du R.P.R., après le mutisme dû à la surprise du premier jour, les langues commencent à se délier, les jugements à se formuler et les engagements à se préciser. De nombreux parlementaires expriment leur perplexité et beaucoup se gardent de prendre des positions trop tranchées qui les classeraient dans une tendance précise. Ils ne souhaitent pas, pour le moment, être contraints de choisir entre M. Debré, pour lequel ils ont tous de l'estime et du respect, notamment en raison de son passé, et M. Jacques Chirac, dont ils reconnaissent l'efficacité et le dynamisme et dont ils apprécient la jeunesse, mais dont ils ignorent encore les intentions.

Une sorte de contre-feu semble cependant s'esquisser de la part de l'appareil du R.P.R. sous couvert d'initiatives « spontanées », individuelles et locales qui pourraient être rassemblées, fédérées et canalisées sous peu. Ainsi, M. Claude Labbé, président du groupe parlementaire et conseiller politique du R.P.R., a-t-il maintenu, au cours d'une conversation avec des journalistes, mardi 1^{er} juillet, que « le candidat soutenu par le R.P.R. devrait appartenir à la nouvelle génération du gaullisme », que M. Debré n'avait pas le « monopole » de la fidélité à de Gaulle et que, selon lui, « M. Chirac est toujours le meilleur candidat gaulliste pour la France » comme il l'avait dit à Saint-Tropez, le 27 mars dernier.

M. Labbé réfute l'argument de M. Debré selon lequel M. Chirac pourra toujours se présenter aux élections présidentielles de 1988. Selon lui, après un mauvais score de M. Debré l'année prochaine, « le R.P.R. aura disparu dans les sables avant 1988 ».

Le conseil politique du mouvement et le bureau du groupe parlementaire, qui se réuniront conjointement, mercredi 9 juillet, pourront évoquer cette situation. Les secrétaires départementaux sont également convoqués à Paris pour le même jour et ils donneront le sentiment de la base, qui est surtout composée de militants ayant adhéré au R.P.R. par attachement à M. Chirac.

Il est par conséquent improbable que l'initiative de M. Debré précipite la réflexion de M. Chirac. Celui-ci semble résolu à attendre.

Le numéro du « Monde » daté 2 juillet 1980 a été tiré à 514 381 exemplaires.

MARCEL LASSANCE

SOLDES ET FINS DE SÉRIES
du
27 Juin au 12 Juillet
17, rue du Vieux-Colombier
Paris (6^e)
Galerie Point Show
65, Champs-Élysées

ECOLE DE DIRECTION D'ENTREPRISES DE PARIS

Cycle de formation supérieure d'une durée de 3 ans de généraliste de la gestion.
Préparation aux diplômes d'état :
• D.E.C.S.
• B.T.S. d'action commerciale

Une large ouverture sur la vie des entreprises (stages, séminaires, visites, jeux d'entreprises).

Documentation gratuite sur demande :
130, rue de Clignancourt
75018 PARIS - 252.27.27
Enrichissement par l'enseignement technique supérieur

EXAMEN D'ADMISSION NIVEAU BAC - 21 JUILLET 1980

dre encore plusieurs mois pour faire connaître sa décision. Ce n'est pas pour rien, notamment, de mesurer l'impact du maire d'Amboise dans le pays, d'apprécier la nature de sa campagne, la qualité de son soutien et son écho parmi les troupes R.P.R.

Celles-ci pour le moment n'ont pas réagi très favorablement à l'invitation de l'ancien premier ministre du général de Gaulle. On attendait encore mercredi un message d'encouragement de la fédération R.P.R. de la Réunion et de celle d'Indre-et-Loire dont M. Debré est le président.

En revanche, plusieurs comités d'appel à une candidature de M. Jacques Chirac se sont constitués à l'initiative d'amis politiques et d'anciens collaborateurs du président du R.P.R. C'est le cas à Strasbourg où M. André Bord, député R.P.R., ancien secrétaire général de l'U.D.F., regroupe une quinzaine d'élus du Bas-Rhin, dont MM. Grunewald, député, et Kauss, sénateur, et du Haut-Rhin, dont M. Welsenborn, député.

C'est hautement improbable l'initiative de M. Roland Moine, secrétaire de la fédération R.P.R. de Meurthe-et-Moselle, et dans les Hauts-de-Seine, où M. Charles Pasqua, sénateur et ancien conseiller à l'Assemblée du R.P.R., reprend publiquement son activité militante en affirmant, de surcroît : « Il est temps que s'organise dans le R.P.R. un parti concret, populaire porteur d'espérance ».

Ce mouvement pourrait s'amplifier dans les prochains jours, mais dans un certain nombre de fédérations gaullistes les responsables et les élus préfèrent ne pas prendre de positions tranchées de façon prématurée. Ils attendent que les instances du mouvement se réunissent pour faire leur choix entre les candidats principaux lorsque ceux-ci seront connus. C'est ce qu'a exprimé M. Pierre Messier, ancien premier ministre,

en disant qu'il ne ferait pas de déclaration avant la fin de l'année.

M. Michel Debré qui, à partir du mois de septembre, compte visiter deux départements par semaine, publiera la composition de son comité de soutien et éditera un livre sous le titre *Lettre ouverte aux Français*, ne veut pas encore révéler les noms des personnalités et des groupements qui l'ont encouragé. Ceux qui se joignent ouvertement de sa candidature se recrutent actuellement parmi ceux qui redoutent les divisions de la majorité. En voyant en M. Debré l'homme qui développera « le débat d'idées », ils espèrent surtout que sa candidature ne compromette pas les chances de succès du candidat de la majorité qui restera en lice au second tour. Pour ceux-là, M. Debré est un peu considéré comme un « supplément » de M.iscard d'Estaing face au candidat de la gauche.

Ce sentiment n'est pas partagé par tous les membres de l'U.D.F. et M. Jean-Pierre Fourcade, président des clubs « giscardiens ». Perspectives et Réalités, voit dans la candidature de M. Debré une opération de division de la majorité. Il reproche, en effet, à l'ancien premier ministre de « lancer une campagne très forte pour contester la personne et l'action du président de la République, ce qui ne va pas dans le sens de la cohésion et du resserrement de la majorité ». (Voir page 9.)

L'euphorie générale des milliers giscardiens élus, surtout fondée sur l'espoir que la candidature de M. Debré ne nuirait qu'à celle de M. Chirac et ne compromettait pas les chances du président sortant. Cette analyse mérite peut-être d'être nuancée. En se lançant précipitamment dans la compétition, l'ancien premier ministre jette une certaine perturbation dans les rangs de la majorité.

A. P.

AU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

M. Dominique Bozo succédera en 1981 à M. Pontus Hulten

M. Dominique Bozo, conservateur chargé du musée Picasso, qui doit s'ouvrir en 1982, à l'hôtel Salé dans le Marais, vient d'être désigné par M. Lecat, ministre de la culture et de la communication, pour succéder à M. Pontus Hulten à la direction du Musée national d'art moderne au Centre Georges-Pompidou.

Le nom de M. Dominique Bozo revient le plus souvent parmi ceux des candidats éventuels à la succession de M. Pontus Hulten, directeur du Musée national d'art moderne au Centre Georges-Pompidou, dont le mandat expire le 1^{er} septembre prochain. M. Bozo peut en tant que conservateur du Musée national d'art moderne de l'avenue du Président-Wilson le collaborateur direct de M. Jean Leymarie, conservateur en chef, auquel il succédera ensuite, avant de se voir confier la mise en place du nouveau musée Picasso à l'hôtel Salé.

Homme de musée, allant une grande sensibilité à sa connaissance de l'histoire de l'art, M. Dominique Bozo a été architecte Roland Simounet, conçu le réaménagement de cet ancien hôtel du dix-septième siècle pour en faire un musée d'aujourd'hui.

Il a été au centre de l'inventaire de la collection Picasso et du choix des œuvres pour la dation destinée au musée. C'est cette connaissance, ainsi que des détails de la vie des chefs-d'œuvre et de leurs travaux préparatoires, qui a valu à M. Dominique Bozo d'être invité par le Musée d'Art de New-York, à occuper avec une admirable compétence, la rétrospective Picasso.

M. Dominique Bozo assurera la

M. TOUCHARD QUITTE LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU JEUNE THÉÂTRE NATIONAL

M. Pierre-Alain Touchard, président du conseil d'administration du J.T.N. (Jeune Théâtre National), s'est démis de son mandat, ainsi que l'a voté, vendredi dernier, le conseil. Ces démissions sont intervenues au cours de la réunion qui s'est tenue le 1^{er} juillet au ministère de la culture et de la communication, en présence de M. Jacques Toul, administrateur général de la Comédie-Française, et de Jean-Pierre Aumont, directeur du théâtre, auquel M. Pierre-Alain Touchard reproche de négocier l'avenir du J.T.N. sans avoir de ses projets la concertation d'administration. M. Jacques Toul, directeur du J.T.N. et du Conservatoire, devrait succéder à M. Pierre-Alain Touchard qui, ayant atteint la limite d'âge, avait prévu de se retirer en septembre.

LES DIFFICULTÉS DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

Selon M. Giovanni Agnelli, les négociations entre Peugeot et Fiat ont atteint un niveau avancé

Tandis que la récession s'installe dans l'industrie automobile européenne et américaine, les grandes manœuvres de rapprochement entre les firmes automobiles, confrontées surtout à la concurrence japonaise, se poursuivent. Françaises d'abord, avec le prêt que vient d'accorder Renault à son « allié » américain A.M.C. (American Motor Corporation). Stratégiques ensuite, avec les nouvelles précisions que M. Giovanni Agnelli vient d'apporter sur les négociations engagées avec le groupe P.S.A. Peugeot-Citroën. Comme cela s'était déjà produit après les rumeurs qui succédèrent à l'interview donnée par M. Umberto Agnelli à « la Repubblica », les dirigeants du groupe français sont plus mesurés dans leur appréciation des pourparlers en cours, estimant que rien de déterminant n'était encore conclu.

Au cours de l'assemblée générale des actionnaires de Fiat, qui s'est tenue mardi à Turin, M. Giovanni Agnelli a déclaré, en effet, que les négociations entre Fiat et Peugeot sur la production commune de moteurs, boîtes de vitesses et autres pièces détachées, ont atteint un « niveau avancé ». Il a précisé que les deux firmes avaient décidé de construire une usine commune mais n'avaient pas encore choisi son pays d'implantation.

M. Agnelli a aussi indiqué que Fiat procéderait du fait d'une chute de la production, prévisible au cours des six prochains mois, à des mises en chômage technique et, pour la première fois de son histoire, à des licenciements. Dans son rapport, M. Agnelli a critiqué « l'insuffisance et parfois l'absence en Italie d'une politique économique cohérente avec les nécessités de la compétition internationale », ajoutant, à propos du périclisme japonais, qu'il avait conscience dans le libre-échange à la condition que celui-ci ne se fonde pas sur une concurrence touchant aux différences des systèmes sociaux. A aucun moment, M. Agnelli n'a évoqué la prise de participation financière de Peugeot dans le capital Fiat ni dans celui du groupe des constructeurs de poids lourds, IVECO, comme l'idée en a été avancée.

De son côté, la firme américaine A.M.C. qui distribue les modèles Renault aux États-Unis, prévoit des pertes-record pour le deuxième trimestre 1980. A.M.C. qui emploie environ 7 000 salariés, a annoncé que, en raison de la crise qui sévit actuellement, elle allait réduire progressivement de 10 % le nombre de ses employés. Pour faire face à ces difficultés, Renault, qui en 1979 avait investi 150 millions de dollars (615 millions de francs) pour l'achat d'une participation de 22 % dans

le capital d'A.M.C., prêterait 90 millions de dollars (369 millions de francs) au plus petit des constructeurs américains. La firme française doit également ouvrir un crédit de 50 millions de dollars (205 millions de francs) pour permettre à A.M.C. d'acheter l'outillage nécessaire au montage des voitures Renault aux États-Unis.

En Grande-Bretagne, les immatriculations ont chuté de 3,8 % et les exportations de 2,3 % pour les cinq premiers mois de l'année, la production de voitures de tourisme en Allemagne fédérale enregistrée pour la même période une baisse de 9 %, et de 13 % pour les immatriculations. Pour l'année 1980, la baisse d'activité dépassera sans doute les 10 % prévus en début d'année. Cependant, au mois de mai, qui a vu une accélération de la baisse des productions des constructeurs allemands, les marques japonaises ont dépassé pour la première fois, les 10 % du marché ouest-allemand (contre 5,6 % en mai 1979) au détriment des marques françaises qui fléchissent de 10 % à 9,5 %.

En Grande-Bretagne, les immatriculations totales de voitures ont diminué de 11,5 % pour les cinq premiers mois, avec une amplification de la chute également en mai. Les importations ont progressé passant de 55,3 à 57,3 %. Les stocks des voitures invendues s'accumulent. Les difficultés financières vont croissant, les parcs British Leyland auquel le gouvernement britannique refuse de nouveaux crédits, et les syndicats multiplient les cris d'alarme exigeant, en vain, semble-t-il, des restrictions sur les importations.

M. LADISLAS POMATOWSKI DÉMENT AVOIR ÉTÉ MÊLÉ AUX AFFAIRES DE JEAN DE BROGLIE

M. Ladislas Pomatowski, fils de l'ancien ministre de l'Intérieur, qui a été mêlé aux affaires dont occupent Jean de Broglie, comme le rapporte l'hebdomadaire *Minute* dans son numéro du 3 juillet. Ce journal publie un entretien avec l'inspecteur Michel Roux, de la 10^e brigade territoriale, auteur des deux rapports attestant que la police était au courant du projet d'assassinat du député de l'Eure. Ce policier rapporte lui-même les propos d'Albert Leyris qui lui avait déclaré que « Ladislas Pomatowski se trouvait mêlé aux affaires de de Broglie et qu'il était actionnaire de certaines sociétés antérieures au prince ».

M. Ladislas Pomatowski affirme que tout cela « est mensonger » et qu'il n'a jamais été mêlé ni de près ni de loin aux affaires de

TENSIONS ENTRE FRANÇAIS MUSULMANS ET IMMIGRÉS À NARBONNE

Narbonne. — Plusieurs incidents ont eu lieu, samedi 28 et dimanche 29 juin, à la cité Saint-Pierre et Saint-Jean à Narbonne, où vivent des Français musulmans, anciens bacheliers et leurs familles. Après une bagarre avec des travailleurs immigrés et un accident d'un jeune Français musulman renversé par un automobile, les Français musulmans ont dressé un barrage à l'entrée de leur cité. La police est intervenue pour les disperser.

Dans la nuit du 28 au 29 juin, un groupe de Français musulmans a saccagé les bureaux de la Sous-préfecture, qui gère des locaux dans la cité, notamment les foyers sociaux. Ceux-ci affirment avoir trouvé dans ces bureaux des documents démontrant que des fonds et du matériel destinés aux jeunes de la cité avaient été détournés. Mais en cause, l'association qualifiée ces accusations de mensonges et estime que cette affaire s'est développée dans un climat de passion et de haine. Au nom des Français musulmans, M. Salah Zoueddi a déclaré mardi 1^{er} juillet : « Nous sommes plus déterminés que jamais à aller beaucoup plus loin que nous avons conscience qu'en restant ici sur place, nous ne gérons pas la situation ». Les Français musulmans se disent prêts à sortir du quartier et à « faire ce qu'il faut pour se faire entendre ». — (Oce.)

L'ONCE D'OR AU-DESSUS DE 670 DOLLARS

Poursuivant son mouvement de hausse, l'once d'or s'est élevée, mercredi 2 juillet, au-dessus de 670 dollars, contre 656 dollars la veille et 662 dollars au début de la semaine.

Valorisez votre patrimoine
Tapis & Tapisseries

CONFEZ-EN L'ENTRETIEN OU LA RESTAURATION A DES EXPERTS

Chauker

Nettoyage - Restauration - Achat - Vente - Exportation - Nettoyage à domicile.
64, Bd de la Liberté (Métro) - 92400 COLOMBES
(parking dans la cour, tél. : 708.41.41)
Région Val de Loire : tél. : (41) 83.18.84.

DIAMANT
Quand la parure devient placement

SOLITAIRES

0,25 carat blanc extra 4 500 F
0,75 carat blanc extra 16 700 F
1 carat blanc extra 43 000 F

ALLIANCES

0,25 carat 2 940 F
0,50 carat 4 900 F
1 carat 9 500 F

8, pl. de la Madeleine
86, rue de Rivoli - 138, rue La Fayette
Tél. : 260.31.44
Crédit personnalisé sur demande.

Bernard Chapuis
L'amour du temps

سلا من الأصل